

Ce document est la compilation en format brut des deux rubriques
documentation en droit de la santé parues dans les Jusletter de weblaw
www.weblaw.ch en 2010.

Elles couvrent la période juillet 2009 - juillet 2010

Dokumentation / Documentation

Cette rubrique présente les références des dernières parutions juridiques en matière de droit de la santé. Elle est établie en recensant près d'une centaine de revues juridiques et médicales, en Suisse et à l'étranger. Ce numéro couvre en principe la période entre le 1er juillet 2009 et le 31 décembre 2009. / Diese Rubrik gibt Hinweise auf Neuerscheinungen im Gesundheitsrecht. Sie wird auf Grund von nahezu Hundert juristische und medizinische Zeitschriften aus der Schweiz und dem Ausland zusammengestellt. Diese Nummer umfasst grundsätzlich die Periode vom 1. Juli 2009 bis zum 31. Dezember 2009.

Numéros précédents / Frühere Erscheinungen : www.unine.ch/ids

Législation / Gesetzgebung	3
I. Droit international (sélection) / Internationales Recht (Auswahl)	3
II. Droit communautaire / Europarecht.....	3
Droit édicté / Erlassenes Recht.....	4
Rapports, Recommandations, Déclarations, Propositions, etc. / Berichte, Empfehlungen, Erklärungen, Vorschläge, usw.	6
III. Droit étranger (sélection) / Ausländisches Recht (Auswahl).....	9
Droit édicté / Erlassenes Recht.....	9
Rapports, Recommandations, Déclarations, Propositions, etc./ Berichte, Empfehlungen, Erklärungen, Vorschläge, usw.	10
IV. Droit fédéral / Bundesrecht.....	10
Droit édicté / Erlassenes Recht.....	10
Messages, Rapports et Décisions Officiels / Botschaften, Amtliche Berichte und Beschlüsse.....	12
V. Droit cantonal (sélection) / Kantonales Recht (Auswahl).....	16
VI. Déclarations et directives éthiques et professionnelles / Ethische und berufliche Erklärungen und Richtlinien	20
Jurisprudence / Rechtsprechung	21

I.	Jurisprudence CEDH (sélection) / Rechtsprechung EMRK (Auswahl) ...	21
II.	Jurisprudence des juridictions communautaires (sélection) / Rechtsprechung der Gerichte der EG (Auswahl).....	21
III.	Jurisprudence étrangère (sélection) / Ausländische Rechtsprechung (Auswahl).....	23
IV.	Jurisprudence fédérale / Bundesrechtsprechung	25
V.	Jurisprudence cantonale / Kantonale Rechtsprechung	30
Doctrin / Lehre		37
I.	Doctrin internationale et étrangère (sélection) / Internationale und ausländische Lehre (Auswahl).....	37
Articles / Aufsätze.....		37
Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux.....		37
Assurances sociales.....		38
Droits des patients, droit de la personnalité.....		38
Ethique biomédicale.....		41
Euthanasie et fin de vie		42
Exercice des professions de la santé, politique professionnelle		44
Génétique humaine et biotechnologies.....		45
Médecine légale		45
Médecine du sport.....		45
Mesures médicales spéciales.....		45
Nouvelles techniques de l'information et santé.....		46
Personnes âgées et santé.....		46
Procréation médicalement assistée		46
Recherche biomédicale		47
Responsabilité médicale.....		48
Santé mentale et psychique		49
SIDA, lutte contre les épidémies.....		50
Système de santé, politique de la santé		50
Transplantations.....		51
Ouvrages et Monographies / Bücher und Monographien.....		52
II.	Doctrin suisse / Schweizerische Lehre	52
Articles / Aufsätze.....		52
Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux.....		52
Assurances sociales.....		52
Droits des patients, droit de la personnalité.....		54
Ethique biomédicale.....		54
Euthanasie et fin de vie		55
Exercice des professions de la santé, politique professionnelle		55
Génétique humaine et biotechnologies.....		55

Médecine légale	55
Médecine du sport	55
Mesures médicales spéciales	56
Nouvelles techniques de l'information et santé	56
Personnes âgées et santé	56
Procréation médicalement assistée	56
Recherche biomédicale	56
Responsabilité médicale	56
Santé mentale et psychique	57
SIDA, lutte contre les épidémies	57
Système de santé, politique de la santé	57
Transplantations	58
Ouvrages et Monographies / Bücher und Monographien	58

*Ont collaboré à cette rubrique / An dieser Rubrik haben mitgewirkt :
Cédric BAUME, Nathalie BRUNNER, Johanne GAGNEBIN, Leila GHASSEMI, Olivier
GUILLOD, Agnès HERTIG-PEA, Jean PERRENOUD, Marinette UMMEL.*

Législation / Gesetzgebung

I. Droit international (sélection) / Internationales Recht (Auswahl)

Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe

REC 1885 (2009) 30 septembre 2009

*Elaboration d'un protocole additionnel à la Convention européenne des droits de
l'homme sur le droit à un environnement sain*

II. Droit communautaire / Europarecht

(JOCE L 206 (2009) à L 002 (2010) et JOCE C 188 à C 002 (2010))

Droit édicté / Erlassenes Recht

European Community. Consolidated versions of the Treaty on European Union and the Treaty on the Functioning of the European Union. (Official Journal of the European Union, No. C 115, 9 May 2008, pp. 1-388) EC.09.018

Part Three (Union policies and internal actions) of the Treaty on the Functioning of the European Union includes the following Titles: X. Social policy; XIV. Public health; XV. Consumer protection; and XX. Environment.

Directive 2009/120/CE de la Commission du 14 septembre 2009 modifiant la directive 2001/83/CE du Parlement européen et du Conseil instituant un code communautaire relatif aux médicaments à usage humain en ce qui concerne les médicaments de thérapie innovante

<http://eur->

[lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2009:242:0003:0012:FR:PDF](http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2009:242:0003:0012:FR:PDF) .

2009/C 231/03

Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 1er juillet 2009 au 31 juillet 2009[*Publication en vertu de l'article 13 ou de l'article 38 du règlement (CE) n° 726/2004 du Parlement européen et du Conseil*].

2009/C 231/04

Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 1er juillet 2009 au 31 juillet 2009[*Décisions prises en vertu de l'article 34 de la directive 2001/83/CE ou de l'article 38 de la directive 2001/82/CE*].

2009/C 231/05

Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 1er août 2009 au 31 août 2009[*Publication en vertu de l'article 13 ou de l'article 38 du règlement (CE) n° 726/2004 du Parlement européen et du Conseil*].

2009/C 231/06

Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 1 août 2009 au 31 août 2009[*Décisions prises en vertu de l'article 34 de la directive 2001/83/CE ou de l'article 38 de la directive 2001/82/CE*]

<http://eur-lex.europa.eu/JOHtml.do?uri=OJ:C:2009:231:SOM:FR:HTML> .

L 269

Règlement (CE) n° 953/2009 de la Commission du 13 octobre 2009 relatif aux substances qui peuvent être ajoutées dans un but nutritionnel spécifique aux denrées alimentaires destinées à une alimentation particulière.

L 277, p. 3.

Règlement (CE) n° 983/2009 de la Commission du 21 octobre 2009 concernant l'autorisation et le refus d'autorisation de certaines allégations de santé portant sur les denrées alimentaires et faisant référence à la réduction du risque de maladie ainsi qu'au développement et à la santé infantiles.

L 277, p. 13.

Règlement (CE) n° 984/2009 de la Commission du 21 octobre 2009 refusant d'autoriser certaines allégations de santé portant sur les denrées alimentaires, autres que celles faisant référence à la réduction du risque de maladie ainsi qu'au développement et à la santé infantiles.

L 283, p. 22.

Règlement (CE) n° 1024/2009 de la Commission du 29 octobre 2009 concernant l'autorisation et le refus d'autorisation de certaines allégations de santé portant sur les denrées alimentaires et faisant référence à la réduction d'un risque de maladie ainsi qu'au développement et à la santé des enfants.

L 283, p. 30.

Règlement (CE) n° 1025/2009 de la Commission du 29 octobre 2009 portant refus d'autorisation de certaines allégations de santé portant sur des denrées alimentaires, autres que celles faisant référence à la réduction du risque de maladie ainsi qu'au développement et à la santé infantiles.

C 259 E

Résolution du Parlement européen du 22 avril 2008 sur les actions politiques au niveau de l'Union européenne concernant le don et la transplantation d'organes (2007/2210(INI)).

Directive 2009/135/CE de la Commission du 3 novembre 2009 autorisant des dérogations temporaires à certains critères d'admissibilité des donneurs de sang total et de composants sanguins figurant à l'annexe III de la directive 2004/33/CE dans le contexte d'un risque de pénurie provoquée par la pandémie de grippe A(H1N1) .

Règlement (CE) n° 1167/2009 de la Commission du 30 novembre 2009 concernant le refus d'autoriser certaines allégations de santé portant sur les denrées alimentaires et faisant référence à la réduction d'un risque de maladie ainsi qu'au développement et à la santé des enfants.

Règlement (CE) n° 1168/2009 de la Commission du 30 novembre 2009 refusant d'autoriser une allégation de santé portant sur les denrées alimentaires, autre que celles faisant référence à la réduction d'un risque de maladie ainsi qu'au développement et à la santé des enfants.

Résolution législative du Parlement européen du 8 juillet 2008 sur la proposition modifiée de directive du Parlement européen et du Conseil concernant les prescriptions minimales de sécurité et de santé pour l'utilisation par les travailleurs au travail d'équipements de travail (deuxième directive particulière au sens de l'article 16, paragraphe 1, de la directive 89/391/CEE) (version codifiée) (COM(2008)0111 — C6-0127/2008 — 2006/0214(COD))

L 340

Décision de la Commission du 18 décembre 2009 concernant l'adoption du plan de travail 2010 pour la mise en œuvre du deuxième programme d'action communautaire dans le domaine de la santé (2008-2013), les critères de sélection et d'attribution et les autres critères applicables aux participations financières aux actions de ce programme, ainsi que la contribution financière de la Communauté à la convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac *[notifiée sous le numéro C(2009) 10183]*

**Rapports, Recommandations, Déclarations, Propositions, etc. /
Berichte, Empfehlungen, Erklärungen, Vorschläge, usw.**

Avis du contrôleur européen de la protection des données sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux normes de qualité et

de sécurité des organes humains destinés à la transplantation, 2009/C 192/02, p. 6.

[http://eur-](http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2009:192:0006:0013:FR:PDF)

[lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2009:192:0006:0013:FR:PDF](http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2009:192:0006:0013:FR:PDF)

Rapport spécial n° 2/2009 «Le programme de santé publique de l'Union européenne (2003-2007): un moyen efficace d'améliorer la santé?», 2009/C 201/07, p. 9.

[http://eur-](http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2009:201:0009:0009:FR:PDF)

[lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2009:201:0009:0009:FR:PDF](http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2009:201:0009:0009:FR:PDF)

et accès direct au rapport

<http://eca.europa.eu/portal/pls/portal/docs/1/2838318.PDF>

Avis du Comité économique et social européen sur la «Proposition de recommandation du Conseil relative à une action européenne dans le domaine des maladies rares», 2009/C 218/18, p. 91.

[http://eur-](http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2009:218:0091:0095:FR:PDF)

[lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2009:218:0091:0095:FR:PDF](http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2009:218:0091:0095:FR:PDF)

Avis du Comité économique et social européen sur la «Proposition de recommandation du Conseil relative à la sécurité des patients, y compris la prévention des infections associées aux soins et la lutte contre celles-ci», 2009/C 228/22, p. 113.

[http://eur-](http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2009:228:0113:0115:FR:PDF)

[lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2009:228:0113:0115:FR:PDF](http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2009:228:0113:0115:FR:PDF)

Avis du contrôleur européen de la protection des données sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant, en ce qui concerne la pharmacovigilance des médicaments à usage humain, le règlement (CE) n° 726/2004 établissant des procédures communautaires pour l'autorisation et la surveillance en ce qui concerne les médicaments à usage humain et à usage vétérinaire, et instituant une Agence européenne des médicaments, et sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant, en ce qui concerne la pharmacovigilance, la directive 2001/83/CE instituant un code communautaire relatif aux médicaments à usage humain, 2009/C 229/04. p. 19.

2009/C 245/01

Avis de la Commission dans le cadre de l'article 17, paragraphe 5, de la directive 2003/88/CE du Parlement européen et du Conseil concernant certains aspects de l'aménagement du temps de travail («la directive sur le temps de travail») — Prorogation du régime transitoire relatif au temps de travail des médecins en formation au Royaume-Uni

2009/C 245/02

Avis de la Commission dans le cadre de l'article 17, paragraphe 5, de la directive 2003/88/CE du Parlement européen et du Conseil concernant certains aspects de l'aménagement du temps de travail («la directive sur le temps de travail») — Prorogation du régime transitoire relatif au temps de travail des médecins en formation aux Pays-Bas

2009/C 245/03

Avis de la Commission dans le cadre de l'article 17, paragraphe 5, de la directive 2003/88/CE du Parlement européen et du Conseil concernant certains aspects de l'aménagement du temps de travail («la directive sur le temps de travail») — Prorogation du régime transitoire relatif au temps de travail des médecins en formation en Hongrie

<http://eur-lex.europa.eu/JOHtml.do?uri=OJ:C:2009:245:SOM:FR:HTML>

2009/C 293/02

Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 90/385/CEE du Conseil du 20 juin 1990 concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux dispositifs médicaux implantables actifs (Publication des titres et des références des normes harmonisées au titre de la directive).

2009/C 293/03

Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 93/42/CEE du Conseil du 14 juin 1993 relative aux dispositifs médicaux (Publication des titres et des références des normes harmonisées au titre de la directive).

2009/C 293/04

Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 98/79/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 octobre 1998 relative aux dispositifs médicaux de diagnostic in vitro (Publication des titres et des références des normes harmonisées au titre de la directive).

L 348

Recommandation du Conseil du 22 décembre 2009 concernant la vaccination contre la grippe saisonnière 2009/1020/UE.

C 317

Avis du Comité économique et social européen sur la «Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions concernant la télémédecine au service des patients, des systèmes de soins de santé et de la société» COM(2008) 689 final

III. Droit étranger (sélection) / Ausländisches Recht (Auswahl)

Les textes législatifs mentionnés ici représentent notamment une sélection subjective parmi la pléthore de documents recensés par l'OMS, avec l'indication des références aux recueils de lois nationaux en langue originale, sur son site Internet (continuation électronique du Recueil international de législation sanitaire), à l'adresse: <http://www.who.int/idhl-rils/index.cfm>.

Droit édicté / Erlassenes Recht

Denmark. Order No. 1068 of 6 November 2008 promulgating the Penal Code.

<https://www.retsinformation.dk/Forms/R0710.aspx?id=121398>

Denmark. Order No. 1020 of 21 October 2008 promulgating the Law prohibiting the sale of tobacco and alcohol to persons under 16 years of age.

<https://www.retsinformation.dk/Forms/R0710.aspx?id=121328>

Denmark. Order No. 748 of 1 July 2008 promulgating the Law on dependence-producing substances. (Internet address below in Danish)

Den.09.005

This is a consolidated version of the Law promulgated by Order No. 391 of 21 July 1969 (see IDHL, 1970, 21, 568), incorporating amendments up to and including those introduced by Law No. 535 of 17 June 2008.

<https://www.retsinformation.dk/Forms/R0710.aspx?id=120356>

Portugal. Decree-Law No. 229/2008 of 27 November 2008 establishing the Observatory on the Trafficking of Human Beings. (*Diário da República, Part I, 27 November 2008, No. 231, pp. 8538-8540*)

**Rapports, Recommandations, Déclarations, Propositions, etc./
Berichte, Empfehlungen, Erklärungen, Vorschläge, usw.**

(pas de notice pour cette rubrique)

IV. Droit fédéral / Bundesrecht

Droit édicté / Erlassenes Recht

[RO/AS N° 30-52 2009]

Accessible sur le site : <http://www.admin.ch/ch/f/as/index.html>

Ordonnance de l'Institut suisse des produits thérapeutiques concernant l'édition de la pharmacopée et la reconnaissance d'autres pharmacopées (812.214.11), RO 2009 7091.

Article constitutionnel « Pour la prise en compte des médecines complémentaires » (art. 118a). Acceptée par le peuple et les cantons le 17 mai 2009, la modification constitutionnelle entre en vigueur le même jour, RO 2009 5325.

Loi fédérale sur la protection contre le tabagisme passif du 3 octobre 2008, en vigueur dès le 1^{er} mai 2010, RO 2009 6285.

Ordonnance sur la protection contre le tabagisme passif du 28 octobre 2009, en vigueur dès le 1^{er} mai 2010, RO 2009 6289.

Loi fédérale sur l'assurance-maladie (LAMal) du 18 mars 1994.

- Modification du 21 décembre 2007, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2012, RO 2009 4755 (*compensation des risques*).

- Modification du 12 juin 2009, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2010 et jusqu'au 31 décembre 2011, RO 2009 5265 (*limitation de l'admission des fournisseurs de prestations*).

Ordonnance sur l'assurance-maladie (OAMal) du 27 juin 1995.

- Modification du 1^{er} juillet 2009, en vigueur dès le 1^{er} octobre 2009, RO 2009 4245 (*art. 65ss : médicaments*).

- Modification du 11 septembre 2009 de la modification du 1^{er} juillet, en vigueur dès le 1^{er} octobre 2009, RO 2009 4759.

Ordonnance sur la compensation des risques du 12 avril 1995. Modification du 26 août 2009, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2012, RO 2009 4761.

Ordonnance sur la limitation de l'admission des fournisseurs de prestations à pratiquer à la charge de l'assurance-maladie obligatoire du 3 juillet 2002. Modification du 21 octobre 2009, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2010, RO 2009 5339.

Ordonnance du DFI sur les prestations dans l'assurance obligatoire des soins en cas de maladie (Ordonnance sur les prestations de l'assurance des soins, OPAS) du 29 septembre 1995.

- Modification du 1^{er} juillet 2009, en vigueur dès le 1^{er} octobre 2009, RO 2009 4251 (*prise en charge des médicaments*).

- Modification du 27 octobre 2009, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2010, RO 2009 6083.

- Modification du 4 décembre 2009, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2010, RO 2009 6849.

Ordonnance du DFI relative aux primes moyennes 2010 de l'assurance obligatoire des soins pour le calcul des prestations complémentaires du 28 octobre 2009, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2010 jusqu'au 31 décembre 2010, RO 2009 6079.

Ordonnance sur la modification de la date d'entrée en vigueur du nouveau régime de financement des soins du 4 décembre 2009 (la loi entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2011), RO 2009 6847.

Ordonnance concernant les infirmités congénitales du 9 décembre 1985. Modification du 24 novembre 2009, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2010, RO 2009 6553.

Ordonnance concernant la remise de moyens auxiliaires par l'assurance-invalidité du 29 novembre 1976. Modification du 24 novembre 2009, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2010, RO 2009 6555.

Ordonnance sur la formation professionnelle initiale d'assistante médicale/assistant médical avec certificat fédéral de capacité (CFC) du 8 juillet 2009, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2010, RO 2009 4545.

Ordonnance sur les épizooties du 27 juin 1995. Modification du 19 août 2009, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2010, RO 2009 4255.

Ordonnance de l'Institut suisse des produits thérapeutiques concernant l'édition de la pharmacopée et la reconnaissance d'autres pharmacopées du 17 octobre 2001. Modification du 4 septembre 2009, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2010, RO 2009 4563.

Messages, Rapports et Décisions Officiels / Botschaften, Amtliche Berichte und Beschlüsse

[FF/BBL N° 30-52 2009]

Arrêté fédéral relatif à un article constitutionnel concernant la recherche sur l'être humain du 25 septembre 2009 (art. 118b Cst.), FF 2009 6005.

Initiative populaire fédérale «Oui à la médecine de famille ». Examen préliminaire du 15 septembre 2009 par la Chancellerie fédérale, FF 2009 5919.

Message sur la loi fédérale relative à la recherche sur l'être humain du 21 octobre 2009 et Projet de Loi fédérale relative à la recherche sur l'être humain (Loi relative à la recherche sur l'être humain, LRH), FF 2009 7259 et 7377.

Message relatif à la loi fédérale sur la prévention et la promotion de la santé (Loi sur la prévention, LPrév) du 30 septembre 2009 et Projet de Loi fédérale sur la prévention et la promotion de la santé (Loi sur la prévention, LPrév), FF 2009 6389 et 6507.

Message relatif à la loi fédérale sur les professions relevant du domaine de la psychologie du 30 septembre 2009 et Projet de Loi fédérale sur les professions relevant du domaine de la psychologie (Loi sur les professions de la psychologie; LPsy), FF 2009 6235 et 6297.

Message concernant la modification de la loi fédérale sur l'assurance-maladie (Mesures pour endiguer l'évolution des coûts) du 29 mai 2009 et Projet de modification de la Loi fédérale sur l'assurance-maladie (LAMal) (Mesures pour endiguer l'évolution des coûts), FF 2009 5207 et 5231

Initiative parlementaire. Article 64a LAMal et primes non payées. Rapport de la Commission de la sécurité sociale et de la santé publique du Conseil national du 28 août 2009 et Projet de modification de la Loi fédérale sur l'assurance-maladie (LAMal), FF 2009 5973 et 5983.

Initiative parlementaire. Art. 64a LAMal et primes non payées. Rapport du 28 août 2009 de la Commission de la sécurité sociale et de la santé publique du Conseil national. Avis du Conseil fédéral du 18 septembre 2009, FF 2009 5987.

Initiative parlementaire. Loi fédérale sur l'assainissement de l'AI. Modification. Rapport de la Commission de la sécurité sociale et de la santé publique du Conseil des Etats du 10 novembre 2009 et Projet de Loi fédérale sur l'assainissement de l'assurance-invalidité (AI), FF 2009 7881 et 7885.

Initiative parlementaire. Loi fédérale sur l'assainissement de l'AI. Modification. Rapport du 10 novembre 2009 de la commission de la sécurité sociale et de la santé publique du Conseil des Etats (CSSS-E). Avis du Conseil fédéral du 4 décembre 2009, FF 2009 7887.

Autorisation générale de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, du 22 septembre 2009, octroyée à l'Hôpital de l'île à Berne, FF 2009 5617.

Autorisation générale de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, du 17 novembre 2009,

octroyée à l'Hôpital Universitaire Ophtalmique Jules Gonin à Lausanne, FF 2009 7074.

Autorisation générale de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, du 22 décembre 2009, octroyée à l'Universitätsklinik Balgrist à Zurich, FF 2009 8021.

Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, du 28 juillet 2009, octroyée pour le projet «*Auswertung von standardisierten Befragungen von Kindern im Alter von 4 bis 7 Jahren; durchgeführt von der Kinderschutzgruppe des Inselspitals Bern in den Jahren 2002–2007*» *Swiss Observational Bone Study: a substudy of BIG 1-98*», FF 2009 5126.

Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, du 6 octobre 2009, octroyée pour le projet «*Krankheitsverlauf von Hodgkin-Patienten, welche innerhalb resp. ausserhalb eines Studienprotokolls in den Kantonen St. Gallen/Appenzell resp. Graubünden/Glarus behandelt wurden*», FF 2009 6043.

Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, du 6 octobre 2009, octroyée pour le projet «*Psychopharmaka in Klinik und Gesellschaft: Wirkstoffe, medikamentengestützte Therapie und Persönlichkeitskonzepte in der Nordostschweiz (1950–1990)*», FF 2009 6046.

Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, du 6 octobre 2009, octroyée pour le projet «*Tuberkulosestudie in der Schweiz: Molecular and clinical epidemiology of tuberculosis in Switzerland 2000–2008: Studies of populations infected and not infected with HIV* », FF 2009 6049.

Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, du 20 octobre 2009, octroyée pour le projet «*Suizidmethoden in der Schweiz: Eine detaillierte Erfassung*», FF 2009 6363.

Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, du 20 octobre 2009,

octroyée pour le projet «*Schweizerisches Pädiatrisches Nierenregister SPNR*», FF 2009 6366.

Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, du 17 novembre 2009, octroyée pour le projet «*Evolution de la qualité en mammographie de 1999–2007: impact de l'Ordonnance sur la garantie de la qualité des programmes de dépistage du cancer du sein réalisé par mammographie*», FF 2009 7071.

Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, du 24 novembre 2009, octroyée pour le projet «*Capecitabin und Oxaliplatin vor und zusammen mit einer präoperativen Radiotherapie des Beckens bei Patienten mit lokal fortgeschrittenem kolorektalem Karzinom: Eine Überlebensanalyse (étude ML21875 (CORESS))*», FF 2009 7244.

Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique, du 17 novembre 2009, octroyée pour le projet «*Zur Epidemiologie von Suiziden in einer psychiatrisch unterversorgten Region in den Jahren 2002–2006*», FF 2009 7247.

Réduction de primes dans l'assurance-maladie. Répartition des subsides fédéraux entre les cantons pour 2010, FF 2009 7078.

Inspection «Définition des nouveaux tarifs des analyses de laboratoire (LAMal)». Rapport de la Commission de gestion du Conseil national du 5 juin 2009 et Inspection «Définition des nouveaux tarifs des analyses de laboratoire (LAMal)» – lettre de la CdG-N du 5 juin 2009. Avis du Conseil fédéral du 21 octobre 2009, FF 2009 7029 et 7037.

Procédure de consultation. DFI. Révision ordinaire de la loi sur les produits thérapeutiques - 2ème étape (jusqu'au 5 février 2010), RO 2009 6872.

Procédure de consultation. DFJP. Modification du Code pénal et du Code pénal militaire relative à l'assistance organisée au suicide (jusqu'au 1^{er} mars 2009), FF 2009 7242.

Les interventions parlementaires sont publiées intégralement sur <http://www.parlement.ch/> . En outre, la Feuille fédérale est disponible à l'adresse suivante : <http://www.admin.ch/ch/f/ff/index.html>.

V. Droit cantonal (sélection) / Kantonaes Recht (Auswahl)

(Selon les informations disponibles sur le site de l'Institut du fédéralisme <http://www.lexfind.ch/>)

Argovie / Aargau

Gesundheitsgesetz (GesG)

(Version in Kraft seit 01.01.2010)

<http://www.lexfind.ch/dtah/66449/2/301-100.pdf>

Verordnung über die Rechte und Pflichten der Patientinnen und Patienten (Patientenverordnung, PatV)

(Version in Kraft seit 01.01.2010)

<http://www.lexfind.ch/dtah/66425/2/333-111.pdf>

Verordnung zum Gesundheitsgesetz (GesV)

(Version in Kraft seit 01.01.2010)

<http://www.lexfind.ch/dtah/66428/2/301-111.pdf>

Heilmittel- und Betäubungsmittelverordnung (HBV)

<http://www.lexfind.ch/dtah/66416/2/351-115.pdf>

(Version in Kraft seit 01.01.2010)

Verordnung über das Bestattungswesen (Bestattungsverordnung)

(Version in Kraft seit 01.01.2010)

<http://www.lexfind.ch/dtah/66429/2/371-112.pdf>

Verordnung über die Berufe, Organisationen und Betriebe im Gesundheitswesen (VBOB)

(Version in Kraft seit 01.01.2010)

<http://www.lexfind.ch/dtah/66431/2/311-121.pdf>

Verordnung über den Vollzug der Bundesgesetzgebung über Lebensmittel und Gebrauchsgegenstände (Lebensmittelverordnung)

<http://www.lexfind.ch/dtah/66457/2/361-111.pdf>

(Version in Kraft seit 01.01.2010)

Spitalgesetz (SpiG)

(Version in Kraft seit 01.01.2010)

<http://www.lexfind.ch/dtah/66456/2/331-200.pdf>

Verordnung über die Kantonale Ethikkommission (VKEK)

(Version in Kraft seit 01.01.2010)

<http://www.lexfind.ch/dtah/66451/2/301-171.pdf>

Genève

Loi générale relative au personnel de l'administration cantonale et des établissements publics médicaux (LPAC)

(Version en vigueur depuis 25.08.2009)

http://www.lexfind.ch/dtah/64170/3/rsg_b5_05.html

Loi concernant le traitement et les diverses prestations alloués aux membres du personnel de l'Etat et des établissements hospitaliers (LTrait)

(Version en vigueur depuis 25.08.2009)

http://www.lexfind.ch/dtah/64927/3/rsg_b5_15p01.html

Règlement d'application relatif à la loi sur l'interdiction de fumer dans les lieux publics (RIF)

(Version en vigueur depuis 31.10.2009)

http://www.lexfind.ch/dtah/65956/3/rsg_k1_18p01.html

Loi concernant le traitement et les diverses prestations alloués aux membres du personnel de l'Etat et des établissements hospitaliers (LTrait)

(Version en vigueur depuis 25.08.2009)

http://www.lexfind.ch/dtah/64274/3/rsg_b5_15.html

Règlement sur les produits thérapeutiques(RPTh)

(Version en vigueur depuis 03.09.2009)

http://www.lexfind.ch/dtah/64434/3/rsg_k4_05p12.html

Jura

Arrêté d'approbation du plan hospitalier

(Version en vigueur depuis 01.09.2009)

http://www.lexfind.ch/dtah/64466/3/pdf_loi_3883261.pdf

Arrêté portant reconnaissance de l'association "Centre jurassien de planning familial et de consultation en matière de grossesse" en qualité de centre de consultation en matière de grossesse et de planisme familial (Version en vigueur depuis 01.10.2009)

http://www.lexfind.ch/dtah/64483/3/pdf_loi_3885610.pdf

Lucerne / Luzern

Règlement über die Ausbildung zur diplomierten Pflegefachfrau HF oder zum diplomierten Pflegefachmann HF an der Höheren Fachschule Gesundheit Zentralschweiz

(Version in Kraft seit 15.09.2008)

<http://www.lexfind.ch/dtah/65269/2/enactmentDetail.jsp%3Fsr%3D1%26enactment%3D808c.html>

Règlement über die Ausbildung zur diplomierten Biomedizinischen Analytikerin HF oder zum diplomierten Biomedizinischen Analytiker HF an der Höheren Fachschule Gesundheit Zentralschweiz

(Version in Kraft seit 15.09.2008)

<http://www.lexfind.ch/dtah/65270/2/enactmentDetail.jsp%3Fsr%3D1%26enactment%3D809.html>

Neuchâtel / Neuenburg

Règlement de la filière ES de technicien et de technicienne en analyses biomédicales

(Version en vigueur depuis 01.08.2009)

<http://www.lexfind.ch/dtah/64956/3/414283.pdf>

Directive concernant la procédure de renouvellement et de retrait des autorisations d'exploiter des homes et homes médicalisés

(Version en vigueur depuis 01.09.2009)

<http://www.lexfind.ch/dtah/64966/3/800100011.pdf>

Saint-Gall / St. Gallen

Gesundheitsgesetz

(Version in Kraft seit 01.10.2009)

<http://www.lexfind.ch/dta/11218/2/311.1.html>

Thurgovie / Thurgau

Verordnung des Regierungsrates über Berufe des Gesundheitswesens
(Version in Kraft seit 01.10.2009)

http://www.lexfind.ch/dtah/64428/2/811_121f10.pdf

Vaud

Loi sur l'interdiction de fumer dans les lieux publics (LIFLP)
(Version en vigueur depuis 15.09.2009)

http://www.lexfind.ch/dta/29974/3/doc.fo.html%3FdocId%3D699228%26Pcurrent_version%3D0%26PetatDoc%3Dvigueur%26docType%3Dloi%26page_format%3DA4_3%26isRSV%3Dtrue%26isSJL%3Dtrue%26outformat%3Dhtml%26isModifiant%3Dfalse%26with_link%3Dtrue.html

Règlement d'application de la loi du 23 juin 2009 sur l'interdiction de fumer dans les lieux publics (RLIFLP)
(Version en vigueur depuis 15.09.2009)

http://www.lexfind.ch/dtah/66376/3/doc.fo.html%3FdocId%3D701443%26Pcurrent_version%3D0%26PetatDoc%3Dvigueur%26docType%3Dreglement%26page_format%3DA4_3%26isRSV%3Dtrue%26isSJL%3Dtrue%26outformat%3Dhtml%26isModifiante%3Dfalse%26with_link%3Dtrue.html

Règlement précisant les conditions à remplir par les établissements sanitaires privés pour être reconnus d'intérêt public au sens de la loi du 5 décembre 1978 sur la planification et le financement des établissements sanitaires d'intérêt public (RCLPFES)

(Version en vigueur depuis 01.01.2010)

http://www.lexfind.ch/dtah/66364/3/doc.fo.html%3FdocId%3D655716%26Pcurrent_version%3D0%26PetatDoc%3Dvigueur%26docType%3Dreglement%26page_format%3DA4_3%26isRSV%3Dtrue%26isSJL%3Dtrue%26outformat%3Dhtml%26isModifiante%3Dfalse%26with_link%3Dtrue.html

Zoug / Zug

Verordnung über das Gesundheitswesen im Kanton Zug (Gesundheitsverordnung, GesV)

<http://www.lexfind.ch/dta/16161/2/821-11.pdf>

Tous ces textes sont en vigueur / Alle Texte in Kraft.

VI. Déclarations et directives éthiques et professionnelles / Ethische und berufliche Erklärungen und Richtlinien

Suisse/Schweiz

Voir notamment : <http://www.samw.ch/fr/Ethique/Directives/actualite.html>

« Directives anticipées » : Version abrégée et questions types

La « praticabilité au quotidien » des directives est un facteur primordial pour leur application dans la pratique

(pas d'autre notice pour cette rubrique)

Etranger/Ausland

(pas de notice pour cette rubrique)

Jurisprudence / Rechtsprechung

I. Jurisprudence CEDH (sélection) / Rechtsprechung EMRK (Auswahl)

<http://www.echr.coe.int>

Europäische Grundrechte-Zeitschrift, August 2009, H. 12-16, p. 299. S. und Marper / GB. 4.12.08.

Undifferenzierte Speicherung von Fingerabdrücken Zellproben und DNA-Profilen von nicht verurteilten Personen verletzt Art. 8 EMRK.

Human Rights Law Journal (2009), volume 28 , issue 5-8 , p. 228. European Court of Human Rights (EurCourtHR), Strasbourg - 20. III. 07

Refusal to perform a therapeutic abortion despite risk of serious deterioration of the mother's eyesight

II. Jurisprudence des juridictions communautaires (sélection) / Rechtsprechung der Gerichte der EG (Auswahl)

<http://curia.eu.int/fr/index.htm>

Affaire C-356/08: Arrêt de la Cour (première chambre) du 25 juin 2009 — Commission des Communautés européennes/République d'Autriche (Manquement d'État — Libre prestation des services — Liberté d'établissement — Libre circulation des capitaux — Réglementation nationale imposant aux médecins établis sur le territoire du Land de Haute-Autriche d'ouvrir un compte bancaire auprès d'une banque déterminée)

Affaire C-482/07: Arrêt de la Cour (troisième chambre) du 3 septembre 2009 (demande de décision préjudicielle du Rechtbank te 's-Gravenhage — Pays-Bas) — AHP Manufacturing BV/Bureau voor de Industriële Eigendom [Droit des brevets — Spécialités pharmaceutiques — Règlements (CEE) n° 1768/92 et (CE) n° 1610/96 — Certificat complémentaire de protection pour les médicaments —

Conditions d'octroi de certificats à deux ou à plusieurs titulaires de brevets de base portant sur le même produit — Précision relative à l'existence de demandes pendantes]

[http://eur-](http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2009:256:0003:0004:FR:PDF)

[lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2009:256:0003:0004:FR:PDF](http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2009:256:0003:0004:FR:PDF)

Affaires jointes C-501/06 P, C-513/06 P, C-515/06 P et C-519/06 P: Arrêt de la Cour (troisième chambre) du 6 octobre 2009 — GlaxoSmithKline Services Unlimited, anciennement Glaxo Wellcome plc (C-501/06 P), Commission des Communautés européennes (C-513/06 P), European Association of Euro Pharmaceutical Companies (EAEPC) (C-515/06 P), Asociación de exportadores españoles de productos farmacéuticos (Aseprofar) (C-519/06 P)/Commission des Communautés européennes, European Association of Euro Pharmaceutical Companies (EAEPC), Bundesverband der Arzneimittel-Importeure eV, Spain Pharma SA, Asociación de exportadores españoles de productos farmacéuticos (Aseprofar) (Pourvois — Ententes — Limitation du commerce parallèle de médicaments — Article 81, paragraphe 1, CE — Restriction de la concurrence par objet — Réglementations nationales des prix — Substitution des motifs — Article 81, paragraphe 3, CE — Contribution à la promotion du progrès technique — Contrôle — Charge de la preuve — Motivation — Intérêt à agir)

[http://eur-](http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2009:282:0002:0002:FR:PDF)

[lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2009:282:0002:0002:FR:PDF](http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2009:282:0002:0002:FR:PDF)

Europäische Grundrechte-Zeitschrift, August 2009, H. 12-16, p. 318. Apothekerkammer des Saarlandes. 19.05.09.

Fremdbesitzverbot von Apotheken keine Verletzung der Niederlassungsfreiheit ausl. Handelsgesellschaften („DocMorris“).

Europäische Grundrechte-Zeitschrift, August 2009, H. 12-16, p. 323. Kommission / Italien. 19.05.09.

Fremdbesitzverbot von Einzelhandelsapotheken und Zulässigkeit kommunaler Apotheken / Vertragsverletzungsklage abgewiesen.

Revue Droit & Santé, N° 32, novembre 2009, p. 508. La libre circulation des médecins dans l'Union Européenne, CJCE, 25 juin 2009, Commission / Autriche C 356/08

Examen de la législation autrichienne imposant à tout médecin s'installant en Haute-Autriche d'ouvrir auprès d'une banque prédéfinie un compte bancaire sur lequel doivent être versés les honoraires de prestation en nature perçus des caisses d'assurance maladie dans le cadre de l'exercice de l'activité

*professionnelle ; violation du principe de la libre prestation des services ;
commentaire de Gildine Croize.*

III. Jurisprudence étrangère (sélection) / Ausländische Rechtsprechung (Auswahl)

Autriche / Österreich

- *Recht der Medizin (RdM)*, 04, 2009, p. 158. VwGH 27.2.2009, 2008/17/0054
Transsexualität. Änderung des Geschlechts auch ohne schwerwiegende (genitalverändernde) Operation.

Allemagne / Deutschland

- *Medien und Recht*, 6/09, p. 302. OGH 17.12.2008, 6 Ob 256/08b
Bericht über anonyme Strafanzeige – Blutdoping im Spitzensport – Persönlichkeitsrechte der betroffenen Sportler– Anonyme Strafanzeige
- *Medizinrecht*, H. 12, 2009, p. 731. BGH, Urt. v. 10. 3. 2009 – VI ZR 39/08 (OLG Köln)
Haftung für Verrichtungsgehilfen bei Notfalldienst BGB § 831 Zur Frage der Haftung des für den Notfalldienst verpflichteten niedergelassenen Arztes, an dessen Stelle ein anderer Arzt tätig wird.
- *Medizinrecht*, H. 12, 2009, p. 736. OLG Köln, Beschl. v. 12. 1. 2009 – 5 U 163/08 (LG Aachen)
Gebühr für Lebertransplantation nach GOÄ, GG Artt. 12 Abs. 1, 3 Abs. 1; BGB §§ 611, 612; GOÄ § 6 Abs. 2
 1. *Der Ordnungsgeber hat die Lebertransplantation ausdrücklich in das Gebührenverzeichnis der GOÄ (Nr. 3184) aufgenommen und bis heute bewusst von einer Änderung des Gebührentatbestandes abgesehen (keine Regelungslücke, gegen: OLG Düsseldorf, MedR 2002, 310).*
 2. *Die in Nr. 3184 des Gebührenverzeichnisses zur GOÄ vorgesehene Vergütung ist nicht so unangemessen niedrig, dass diese Bestimmung ihren Regelungscharakter verloren hätte.*

- *Medizinrecht*, H. 11, 2009, p. 669. OLG Köln, Urt. v. 29. 10. 2008 – 5 U 88/08 (LG Köln)
Risikoaufklärung bei Hepatitis-A-Impfung, BGB §§ 280, 823
Der Impfarzt war jedenfalls im Jahre 2001 nicht verpflichtet, den Patienten vor einer Hepatitis-A-Impfung über das Risiko aufzuklären, er könne dadurch eine Multiple Sklerose erleiden.
- *Medizinrecht*, H. 18, 2009, p. 474. OLG Karlsruhe, Urt. v. 18. 10. 2008 – 7 U 200/07 (LG Baden-Baden)
Ablehnung der Haftung für die Verordnung von Vioxx AMG §§ 5, 84
1. § 84 AMG begründet keine Haftung des Arzneimittelherstellers oder des das Medikament vertreibenden Unternehmers für solche Nebenwirkungen, die bereits bei der Zulassung bekannt und im Hinblick auf den Nutzen des Arzneimittels im Zulassungsverfahren hingenommen wurden, soweit in der Fachinformation und der Packungsbeilage darauf hingewiesen ist.
2. Ein bestimmungsgemäßer Gebrauch des Medikaments liegt bei einer Überdosierung um 200 % nicht mehr vor.

Belgique / Belgien

- *Revue de droit de la santé*, n° 1, 09/10, p. 19. Mons 3^{ème} chambre, 19 novembre 2008.
Violation du secret médical. Etat de nécessité. Sauvegarde de l'intégrité d'un mineur. Les constatations médicales relatives à l'état d'un enfant maltraité dont un médecin a connaissance par un confrère relèvent du secret médical dont la violation est sanctionnée par l'art. 458 du CP. Le secret n'est toutefois pas absolu et a pour but de protéger le patient.

France / Frankreich

- *Semaine juridique*, n° 48, 2009, p. 465. CA Aix-en-Provence, 6^e Chambre B, 28 mai 2009.
Autorité parentale. Exercice. Droit de visite. Insémination artificielle entre parents homosexuels.
- *Revue Droit & Santé*, n° 30, juillet 2009, p. 323, CA Amiens, 7 janvier 2009, Juris-data n° 2009-001132 (commentaire de A. Ponceille et M. Guigue)
Mise en danger par l'infirmier de son patient ou ... de la désinvolture à l'incompétence professionnelle.

- *Revue Droit & Santé*, n° 30, juillet 2009, p. 332, CA Paris, 5 février 2009, Juris-data n° 2009-000682
Exercice illégal de professions de la santé et usurpation de titre.
- *Revue Droit & Santé*, n° 30, juillet 2009, p. 341, CE, 10 avril 2009, req. n° 289793, 289794, 289795
Les restrictions d'accès au dossier médical.
- *Revue Droit & Santé*, n° 32, novembre 2009, p. 491, Cass. 1^{ère} civile, 9 juillet 2009, n° 08-12.457
Interruption médicale de grossesse (hors délai), critère de gravité exigé.

IV. Jurisprudence fédérale / Bundesrechtsprechung

La jurisprudence des autorités administratives de la Confédération (JAAC) est accessible en texte intégral sur internet à l'adresse suivante :

<http://www.jaac.admin.ch> et

<http://www.bk.admin.ch/dokumentation/02574/index.html?lang=fr>

La jurisprudence du Tribunal fédéral est accessible à l'adresse suivante :

<http://www.bger.ch/> pour tous les arrêts publiés par le Tribunal fédéral.

Pour les arrêts concernant les assurances maladie et accident, voir aussi le site du Tribunal administratif fédéral :

<http://www.bundesverwaltungsgericht.ch/fr/index/entscheide/jurisdiction-datenbank.htm>

AJP/PJA 9/2009, p. 1191. Arrêt du TF du 26 mai 2009, 4A_86/2009, A.c. B., Mit Bemerkungen von L. Ferrari Hofer.

Droit de la propriété immatérielle. Droit de la propriété industrielle. Droit de propriété de marques. Ausstattungsschutz von Lebensmittelverpackungen

Droit et politique de la concurrence, 2009/03, p. 173.

Sun Store SA/Aristea SA/Distripharm SA/Galenica AG, Examen préalable; art. 4 al. 3, art. 10 et art. 32 al. 1 Lcart

Gegenstand der vorläufigen Prüfung war eine Meldung der Galenica AG und der Sun Store Gruppe über die beabsichtigte Übernahme der Sun Store Gruppe durch

die Galenica AG. Aus den im Folgenden zusammengefassten Gründen hat die Wettbewerbskommission (WE-KO) auf eine Prüfung gemäss Art. 32 Abs. 1 KG verzichtet.

ATF 135 I 169 – Arrêt de la 1^{ère} Cour de droit social du 15 juin 2009.

L'assurance-accidents est autorisée à faire surveiller une personne assurée par un détective privé (art. 43 LPGA).

ATF 135 V 201 – Arrêt de la 1^{ère} Cour de droit social du 26 mars 2009, confirmé par l'arrêt de la 2^e Cour de droit social du 1^{er} mai 2009, ATF 135 V 215

Une décision entrée en force, relative à une prestation durable, ne doit qu'exceptionnellement être adaptée à une nouvelle jurisprudence moins favorable à l'assuré. L'ATF 130 V 352 sur les troubles somatoformes douloureux ne justifie pas la diminution ni la suppression d'une rente AI en cours.

• ATF 135 V 237 – Arrêt de la 2^e Cour de droit social du 20 avril 2009.

Les institutions de soins ambulatoires (art. 35/2n LAMal) constituées en personnes morales ont droit à l'attribution d'un numéro RCC. Cela n'exclut pas l'examen des conditions légales d'admission de leurs médecins salariés ni la mise en oeuvre d'un contrôle efficace du caractère économique des prestations.

ATF 135 V 254 – Arrêt de la 2^e Cour de droit social du 6 juillet 2009.

Les droits de participation (communication de l'identité de l'« expert indépendant » appelé par l'assureur, récusation, droit de contre-propositions) que l'art. 44 LPGA garantit à l'assuré valent dans les procédures de l'assurance-invalidité mais pas pour les examens médicaux réalisés par les services médicaux régionaux des offices AI.

ATF 135 V 269 – Arrêt de la 1^{ère} Cour de droit social du 6 juillet 2009.

La sensibilisation à des substances nocives est une maladie professionnelle si elle est due à l'exercice de l'activité professionnelle. La diminution de la capacité de gain due au changement de profession imposé par cette sensibilisation peut ouvrir droit à une rente de l'assurance-accident. Appréciation de la causalité.

ATF 135 V 333 – Arrêt de la 1^{ère} Cour de droit social du 5 août 2009.

Rechute d'un premier accident, suivie d'un nouvel accident. Désignation de l'assurance compétente. L'art. 100/2 OLAA applicable par analogie ne déroge pas à l'art. 100/1 OLAA (modification de l'ATF 120 V 65).

ATF 135 V 339 – Arrêt de la 1^{ère} Cour de droit social du 7 septembre 2009.

La personne résidant en France, travaillant en Suisse et affiliée à un assureur-maladie privé en France, ne peut déduire un droit au remboursement, même provisoire, par la CNA des frais de traitement consécutifs à une atteinte à sa santé qui n'était pas due à un accident.

JDT 2009 I p. 209. Ire Cour de droit civil. - X Compagnie d'assurance c. Assurance-invalidité fédérale (recours en matière civile) 4A_246/2008, 23 septembre 2008

Art. 48quater al. 3, 2e phrase aLAVS; art. 73 al. 3, 2e phrase LPGa. Le tiers responsable ne peut se prévaloir, envers l'assureur social qui exerce son droit de recours (en vertu d'une subrogation), du droit préférentiel de couverture du lésé, lorsqu'il excipe de la prescription de la prétention directe de celui-ci.

JDT 2009 I p. 364. Ile Cour de droit public. - Canton de Zurich c. X et Commission de la concurrence; 12 octobre 2008, 2C_15/2008; ATF 135 II 12.

Demande d'autorisation d'exercer la profession de psychologue dans le canton de Zurich, présentée par une personne déjà autorisée dans le canton des Grisons; autorisation subordonnée à l'exigence d'effectuer la formation de base prévue par la réglementation zurichoise; recours de la psychologue et de la Commission de la concurrence admis par le Tribunal administratif cantonal sur la base de la loi fédérale sur le marché intérieur (LMI); recours du canton de Zurich au TF, rejeté dans la mesure où cette collectivité publique a qualité pour recourir.

JDT 2009 IV p. 17. Cour de cassation.- X c. Procureur général du canton de Zurich (pourvoi en nullité), 15 février 2007; ATF 133 IV 49 (6S.171/2006). Cour de cassation.- X c. Procureur général du canton de Zurich (pourvoi en nullité), 15 février 2007; ATF 133 IV 49 (6S.171/2006).

Art. 189, 191 et 193 CP.

Atteinte à la liberté et à l'honneur sexuels; systématique de la loi (c. 4). En règle générale, un traitement physiothérapeutique ne crée pas un lien de dépendance au sens de l'art. 193 CP (c. 5). Le thérapeute qui trompe sa patiente sur le contenu du traitement et commet soudainement sur elle un acte d'ordre sexuel, ne se rend pas coupable de contrainte sexuelle selon l'art. 189 CP (c. 6).

La patiente est incapable de résistance au sens de l'art. 191 CP, lorsqu'en raison de la position particulière de son corps elle se trouve dans l'incapacité de

discerner l'atteinte du thérapeute à son intégrité sexuelle et que, par surprise, il abuse sexuellement d'elle (confirmation de la jurisprudence; c. 7).

Plädoyer 5/09, p. 60. Arrêt du Tribunal fédéral du 30 juin 2009, 6B_260/2009, dans la cause Y.c.A. et procureur général du Canton de Genève

Arrêt du TF qui fait suite au recours de la partie civile contre l'arrêt de la Cour de justice du canton de Genève du 23 juin 2009. La Cour avait acquitté un prévenu séopositif dès lors que suite à son traitement il présentait une virémie indétectable. Le TF déclare le recours irrecevable pour des motifs formels.

Rivista ticinese di diritto, I – 2009 p. 696 n° 48c, TF 24.6.2008 N. 4°_403/2007
Art. 398, 91 cpv. 1 CO ; 8 CC. *Responsabilità del medico – valutazione dell'obbligo di diligenza che incombe al medico. Sapere se il medico ha violato il proprio obbligo di diligenza è una questione di diritto. Stabilire se esiste una regola dell'arte medica comunemente ammessa (che il medico avrebbe violato), quale fosse lo stato del paziente nel momento in cui è stato richiesto l'intervento del professionista e come si sono svolti i fatti attiene invece all'accertamento dei fatti. Incombe al paziente – che se ne prevale per giustificare la propria richiesta di risarcimento e/o riparazione del torto morale – l'onere di fornire la prova degli elementi suscettibili di dimostrare che il medico ha violato il suo dovere di diligenza, Anche da un'omissione può derivare un pregiudizio. Dovendosi dimostrare l'esigenza del nesso di causalità naturale rispettivamente ipotetico fra un'omissione e un certo risultato, il grado della prova richiesta è di principio quello della verosimiglianza preponderante. Presupposti non ammessi in casu.*

Semaine judiciaire 2009 I 446, Arrêt du 28 janvier 2009, Art. 2 CC, 22 LCA. Contrat d'assurance. Indemnités journalières convenues pour durée maximum de 720 jours par sinistre. Conditions générales.

Lorsque la couverture d'un contrat d'assurance est convenue dans la police pour une durée de trois ans et que l'assurance donne au preneur le droit de recevoir au maximum 720 indemnités journalières, la clause des conditions générales qui permet à l'assureur de refuser après la fin du contrat tout ou partie de ces versements pour un sinistre intervenu pendant la durée contractuelle de la couverture est insolite et n'est pas opposable à l'assuré.

sic!, 2009 p. 816.

"Oxycontin retard II" Bundesverwaltungsgericht vom 6. Mai 2009

Keine Parteistellung der Erstanmelderin im Zulassungsverfahren der Zweitanmelderin. LPTh 12 I; PA 25. HMG 12 I; VwVG 25. Die Zulassungsinhaberin, auf deren Zulassungsunterlagen Dritte zugreifen wollen, hat

ein Feststellungsinteresse betreffend den Bestand oder Nichtbestand des Erstanmelderschutzes für das betroffene Präparat Le détenteur d'une autorisation de mise sur le marché dont les pièces liées à la requête d'autorisation sont convoitées par des tiers, a un intérêt à l'obtention d'une décision en constatation au sujet de l'existence ou de l'absence de la protection du premier requérant pour la préparation en cause.

sic!, 11/2009, p. 892.

"Passwortschutz". Bundesverwaltungsgericht vom 24. April 2009 arrêt C-4173/2007

Passwortschutz bei Internet-Werbung für verschreibungspflichtige Arzneimittel. Abweisung der Beschwerde; Droit des produits thérapeutiques.

OPMéd 2 let. b. La publicité sur Internet qui est accessible en cliquant simplement sur une déclaration de consentement est considérée comme étant accessible à tous (consid. 6.3.4).

LPT 32 al. 2 let. a. Au regard de l'interdiction de la publicité destinée au public pour des médicaments délivrés sur ordonnance, de simples avertissements constituent un moyen insuffisant pour limiter l'accès (consid. 6.3.4).

Cst. 36 al. 3, Cst. 5 al. 2. Lorsque la publicité destinée au public est interdite, l'exigence d'une limitation d'accès avec un mot de passe pour la publicité sur Internet destinée aux professionnels repose sur une base juridique suffisante, est dans l'intérêt public et répond au principe de la proportionnalité (consid. 6.4.2-6.4.5).

ZBL 2009 p. 571. Bundesgericht, II. öffentlich-rechtliche Abteilung, 6. November 2008, 2C_561/2007.

Gesundheitswesen - Wirtschaftsfreiheit. Abstrakte Normenkontrolle des Prüfungsreglements für Osteopathen. Zulässigkeit der Beschwerde in öffentlich-rechtlichen Angelegenheiten gegen den Erlass eines interkantonalen Organs (E. 1). Das von der Gesundheitsdirektorenkonferenz erlassene Prüfungsreglement greift in keine wohlerworbenen Rechte der bereits berufstätigen Osteopathen ein (E. 3). Es ist rechtsungleich und verletzt den Grundsatz der Gleichbehandlung der Gewerbetreibenden, die Zulassung zur Prüfung bei Teilzeitaktivität von einer überproportional längeren Berufserfahrung abhängig zu machen als bei einer vollzeitlichen Erwerbstätigkeit (E. 5). Ist einer Gruppe von im gleichen Beruf Tätigen statutarisch die Mitgliedschaft im repräsentativen Berufsverband verwehrt,

muss darauf geachtet werden, dass auch diese angemessen in der Prüfungskommission vertreten sind (E. 6). Mit Bemerkungen von Giovanni Biaggini.

V. Jurisprudence cantonale / Kantonale Rechtsprechung

Argovie / Aargau

Generalregister der Aargauischen Gerichts- und Verwaltungsentscheide 2008 p. 207. Entscheid des Verwaltungsgerichts, 1. Kammer vom 15. Juli 2008 in Sachen P. B. gegen Entscheid der Klinik Königsfelden betreffend Zwangsmassnahmen (WBE.2008.218).

Zwangsmassnahmen gemäss §241a StPO :

- *Isolation ist keine zusätzliche Zwangsmassnahme beim Haft (Erw III/2)*
- *Strenge Voraussetzungen für Zwangsmedikation (Erw. V)*

Berne / Bern

JAB/BVR 9 - 2009, p. 426. Urteil des Verwaltungsgerichts (Sozialversicherungsrechtliche Abteilung) vom 12. März 2009 i.S. Z. gegen SUVA (UV 200.2008.69615).

Assurance accident : obligation de payer les primes incombant au travailleur ; libre circulation des personnes (Art. 92 LAA ; art. 14 du règlement (CEE) n° 1408/71)

JAB/BVR 11 - 2009, p. 525. Urteil des Verwaltungsgerichts (Sozialversicherungsrechtliche Abteilung) vom 12. Juni 2009 i.S. M. gegen Krankenkasse C. (KV 200.09.351).

Assurance-maladie : obligation de prise en charge par l'assurance obligatoire des soins en cas de traitement médical ordonné par une autorité (art. 25 al. 1 et 2 LAMal)

JAB/BVR 12 - 2009, p. 570. Urteil des Verwaltungsgerichts (Sozialversicherungsrechtliche Abteilung) vom 23. Juli 2009 i.S. W. gegen Krankenkasse A. (KV 200.2008.70071).

Assurance-maladie : obligation de prise en charge par l'assurance obligatoire des soins d'une psychothérapie déléguée (art. 25 al. 2 let. a LAMal ; art. 2 OPAS)

Lucerne / Luzern

SJZ 105, (2009) N° 19, p. 442, Luzern, Obergericht, II. Kammer, 18. März 2008 (21 07 156)

§ 21 Loi sur la santé/LU. Compte tenu des circonstances du cas, le médecin responsable d'un home pour personnes âgées, dans lequel un soignant a tué huit

résidants, aurait dû annoncer au médecin de service ainsi qu'au préfet deux des décès survenus de manière surprenante, comme étant inhabituels.

Tessin/Ticino

Rivista ticinese di diritto, I – 2009 p. 59 n° 13, TRAM 9.7.2008 N. 52.2007.304

Art. 71, 73 LSan ; 60 LPAm ; 40 segg. LATer ; 17 ODMed ; 6 CEDU. Libera commercializzazione di occhiali – medici oftalmologi. La legislazione federale non permette più ai Cantoni di mantenere in vigore o addirittura emanare nuove disposizioni intese a limitare la cerchia dei professionisti legittimati a vendere occhiali o a sottoporre ad un regime autorizzativo tale genere di attività. L'art. 71 LSan non è più applicabile ; l'art. 40 LPMed potrebbe applicarsi ai medici in ragione del legame contrattuale che verrebbe ad instaurarsi tra fabbricante di occhiali e oftalmologo, come pure il fatto che quest'ultimo acquisirebbe un interesse economico personale nella commercializzazione dei prodotti da lui stesso prescritti ai propri pazienti. Questione in casu lasciata aperta, in quanto tale norma vincola unicamente le persone che esercitano una professione medica universitaria e non l'impresa che commercializza i prodotti. Stante il ritardo accumulato dal legislatore ticinese nell'adeguare la normativa summenzionata, il TRAM applica direttamente l'art. 6 CEDU.

Rivista ticinese di diritto, I – 2009 p. 245 n° 57, TCA 8.10.2008 N. 32.2007.321

Art. 43 LPG. Perizia psichiatrica – medico non cognito della lingua dell'assicurata. Caso di un'assicurata che, benché non abbia domandato né all'assicuratore, né al medico di poter essere indagata nella sua lingua madre o perlomeno beneficiare di un traduttore e si sia, invece, presentata alla visita medica psichiatrica accompagnata da un figlio, in sede ricorsuale ha contestato il fatto di essere stata periziata dal profilo psicologico da un medico non cognito della sua lingua, né del suo contesto culturale. Dagli atti non è emerso alcun elemento atto a fare dubitare dell'attendibilità della traduzione, o comunque dell'aiuto apportato dal figlio nella traduzione di certe domande e risposte. L'indagine non è, quindi stata falsata dall'intervento del figlio. Al riguardo è stato, del resto, evidenziato che l'assicurata – che ha altre due figlie, se non si fosse sentita libera e tranquilla in presenza del figlio, avrebbe cercato di organizzarsi in modo tale da recarsi dal medico con una delle figlie. La valutazione del perito psichiatra è stata, peraltro, effettuata sulla base di accertamenti approfonditi ed è risultata convincente. Il medico, infatti, nonostante l'assicurata parlasse e capisse

poco la lingua italiana, ha potuto ben accertare il suo stato psichico. Il TCA, non rivelandosi necessario procedere a nuovi accertamenti nella lingua dell'assicurata o in presenza di un traduttore, non si è, di conseguenza, distanziato dalla perizia del medico psichiatra.

Rivista ticinese di diritto, I – 2009 p. 750 n° 73c, II CCA 13.5.2008 N. 12.2008.3
 Art. 89 LAMal ; 1 CPC ; 77 LCAMal. *Competenza giurisdizionale civile – vertenza tra due fornitori di prestazioni LAMal. La causa con cui un fornitore di prestazioni (trasporto di pazienti) chiede a un ospedale il pagamento dei trasporti da lui eseguiti non è di competenza del tribunale arbitrale previsto dall'art. 89 cpc. 1 LAMal ma dei tribunali civili, trattandosi di vertenza tra due fornitori di prestazioni.*

Zurich / Zürich

VB.2009.00260 (URT.2009.11841) 3. Abteilung/3. Kammer

Bewilligung zur selbständigen Berufsausübung. Heilpraktiker: Bewilligung zur Durchführung von intra- und subkutanen Injektionen, Entnahme von Blutproben und Akupunktur.

Der Kanton Zürich lässt nur ausgebildete Ärzte und Pflegefachpersonen Injektionen und Blutentnahmen durchführen, damit strebt er ein höheres Schutzniveau als der Kanton Appenzell Ausserrhoden an, in welchem dies nach bestandener Prüfung auch Heilpraktiker dürfen (E. 4.2.2). Erweisen sich zwei Marktzugangsordnungen als nicht gleichwertig, darf der Zugang zum Markt unter den Voraussetzungen von Art. 3 BGBM beschränkt werden (E. 4.3.1). Es kann offen bleiben, ob es mit dem Binnenmarktgesetz vereinbar ist, für die Durchführung von Injektionen und Blutentnahmen eine Berufsausübungsbewilligung als Arzt oder ein Diplom der Krankenpflege zu verlangen (E. 4.3.2).

Die Gleichwertigkeitsvermutung von Art. 2 Abs. 5 BGBM bezieht sich auch auf die persönliche Voraussetzung der Vertrauenswürdigkeit. Diese darf - wenn das MedBG nicht anwendbar ist - durch den Bestimmungskanton grundsätzlich nicht überprüft werden. Stützt sich der Vorwurf mangelnder Vertrauenswürdigkeit aber auf Vorfälle, die den Behörden des Herkunftskantons nicht bekannt waren, darf der Bestimmungskanton die Vertrauenswürdigkeit erneut überprüfen (E. 5.2). Die Vertrauenswürdigkeit ist nicht bereits erstellt, wenn keine berufsrelevante Straftat vorliegt. Vielmehr sind bei der Beurteilung weitere Faktoren zu berücksichtigen, worunter auch eine abstrakte Gefährdung der Patienten oder ein beharrliches Verweigern des Gesuchstellers zur Zusammenarbeit mit den Aufsichtsbehörden fallen können (E. 5.3). Es ist nicht zu beanstanden, dass die Beschwerdegegnerin die Vertrauenswürdigkeit des Beschwerdeführers verneint hat (E. 5.4). Sein

Verhalten kann ihm aber nicht ewig vorgehalten werden; ihm muss es möglich sein, seine Vertrauenswürdigkeit wieder erlangen zu können (E. 5.6).

Keine Anwendung von Art. 3 Abs. 4 BGBM im Beschwerdeverfahren, weshalb dieses nicht kostenlos ist (E. 6).

VB.2009.00005 (URT.2009.11809) 3. Abteilung/Einzelrichter

Versetzung in die geschlossene Massnahmestation. Massnahmevollzug: Versetzung in die geschlossene Massnahmestation/ Abweisung der bedingten Entlassung. Vereinigung der Beschwerdeverfahren VB.2009.00005 und VB.2009.00186 (E. 1.5).

Auf die Beschwerde VB.2009.00005, welche sich gegen die Versetzung in die Sicherheitsabteilung richtet, ist mangels aktuellen Rechtsschutzinteresses in der Hauptfrage nicht einzutreten (E. 2.2).

Das rechtliche Gehör der Beschwerdeführerin wurde nicht verletzt (E. 3).

Rechtsgrundlagen der bedingten Entlassung aus einer stationären therapeutischen Massnahme (E. 4).

Das Erfordernis der Unabhängigkeit eines Sachverständigen im Massnahmevollzugsrecht bedeutet in erster Linie, dass gutachterliche und therapeutische Funktionen unvereinbar sind (E. 5.2).

Das Gutachten vom 8. August 2005 wurde nicht von einem unabhängigen Sachverständigen im Sinn von Art. 62d Abs. 2 StGB erstellt. Das Psychiatriezentrum Rheinau war schon seit längerer Zeit mit der Therapie der Beschwerdeführerin befasst. Zudem wurde das Gutachten vom behandelnden Arzt der Beschwerdeführerin erstellt. Die Bezeichnung als "Gutachten" wurde anscheinend nur deshalb gewählt, weil konkrete Fragen des Einzelrichters in Strafsachen zu beantworten waren (E. 5.3).

Die Ausgangslage hat sich seit der Erstellung des einzigen Gutachtens eines unabhängigen Sachverständigen vom 12. Januar 2001 wesentlich verändert und das Gutachten hat teilweise erheblich an Aktualität verloren. Damit die Frage der bedingten Entlassung der Beschwerdeführerin zuverlässig beurteilt werden kann, ist die Erstellung eines neuen Gutachtens durch einen unabhängigen Sachverständigen im Sinn von Art. 62d Abs. 2 StGB unabdingbar (E. 5.6).

Bis ein neues Gutachten vorliegt, erweist sich die stationäre Massnahme - im Rahmen der Interessenabwägung kommt den öffentlichen Sicherheitsinteressen überwiegendes Gewicht zu - als verhältnismässig (E. 5.8)

Die Sache ist daher zur Einholung eines neuen Gutachtens eines unabhängigen Sachverständigen und zu neuer Entscheidung an die Vorinstanz zurückzuweisen (E. 5.10). Kosten- und Entschädigungsfolgen und UP/URB (E. 6). VB.2009.00005: Teilweise Gutheissung, soweit Eintreten. VB.2009.00186: Teilweise Gutheissung und Rückweisung.

VB.2009.00349 (URT.2009.11803) 3. Abteilung/3. Kammer

Bewilligung zur selbständigen Berufsausübung. Verweigerung der Bewilligung zur selbständigen Tätigkeit als Zahnarzt.

Ein Schreiben, mit dem die Behörde ein eingeleitetes Bewilligungsverfahren zum Abschluss bringt, kann als anfechtbare Verfügung gelten, auch wenn es nicht als solche bezeichnet ist und keine Rechtsmittelbelehrung enthält (E. 1.1).

Voraussetzungen der Bewilligungserteilung gemäss Art. 36 Abs. 1 MedBG (E. 2.2).

Das Binnenmarktgesetz kommt nur ergänzend zum Medizinalberufegesetz zur Anwendung. Ein Kanton darf sämtliche Voraussetzungen der Bewilligungserteilung überprüfen, ohne den Entscheid eines andern Kantons berücksichtigen zu müssen. Dies hat zwar eine Beschränkung des freien Marktzugangs zur Folge, ist aber gerechtfertigt, weil ein übergeordnetes Interesse am Schutz von Leben und Gesundheit von Menschen und Tieren besteht (E. 4.1). Im Ergebnis dasselbe ergibt sich daraus, dass die öffentliche Gesundheit als wichtiges Schweizer Polizeigut erachtet wird, weshalb es den Kantonen in extremen Fällen möglich sein muss, aus Gründen der öffentlichen Gesundheit Beschränkungen des Zugangs von ausserkantonalen Anbietern vorzunehmen (E. 4.2). Der Beschwerdeführer erweist sich nach wie vor nicht als vertrauenswürdig (E. 4.2.2 und 4.3). Die Verweigerung der Bewilligung ist zudem verhältnismässig, da der Beschwerdeführer als Assistenz Zahnarzt arbeiten darf, er seine Praxis im Ausland weiterführt und ihm eine Bewilligungserteilung durch einen anderen Kanton in Aussicht gestellt wurde, weshalb er nicht aus existenziellen Gründen auf eine Bewilligung im Kanton Zürich angewiesen ist (E. 4.7). Abweisung der Beschwerde.

VB.2009.00298 (URT.2009.11799) 3. Abteilung/3. Kammer

Betäubungsmittelabgabe. Begehren um Abgabe von Natrium-Pentobarbital zum Zweck des Suizids einer sterbewilligen Person: Bestätigung der Rechtsprechung (BGE 133 I 58). Die Abgabe von Natrium-Pentobarbital ist gemäss Heil- und Betäubungsmittelgesetz rezeptpflichtig und darf deshalb nicht ohne ärztliche Verschreibung erfolgen. Die Freiheitsrechte verpflichten den Staat nicht dazu, einer sterbewilligen Person den Zugang zu Natrium-Pentobarbital bzw. zu einem

entsprechenden Rezept zu verschaffen, und auch weder die Oviedo-Konvention noch die Artico-Rechtsprechung stehen einer Rezeptpflicht entgegen (E. 3). Im vorliegenden Fall ist somit nicht zu beanstanden, dass die Gesundheitsdirektion das Gesuch der Beschwerdeführerin um Abgabe von Natrium-Pentobarbital bzw. eines entsprechenden Rezeptes abwies. Daran ändert auch ein Gutachten nichts, gemäss dem der Sterbewunsch der 1931 geborenen, körperlich und psychisch gesunden Beschwerdeführerin wohlwogen und von dauerhafter Geltung ist. Dass die Beschwerdeführerin bisher keinen Arzt fand, der zur Ausstellung eines Rezepts zum Bezug von Natrium-Pentobarbital bereit war, führt nicht zu einer positiven staatlichen Pflicht, eine rezeptfreie Abgabe dieses Mittels zu gewähren bzw. den Zugang dazu zu verschaffen (E. 4). Abweisung der Beschwerde.

VB.2009.00401 (URT.2009.11696) 3. Abteilung/3. Kammer
Bewilligung zur selbständigen Berufsausübung. Nichterneuerung einer abgelaufenen Bewilligung zur selbständigen ärztlichen Tätigkeit. Rechtsgrundlagen für die Bewilligungserteilung im Medizinalberufegesetz und in der kantonalen Medizinalberufeverordnung (E. 2). Dass der Beschwerdeführer bereits Inhaber einer Berufsausübungsbewilligung war, führt zu einer stärkeren Gewichtung seines Interesses an einer erneuten Bewilligungserteilung, als wenn er erstmals um eine Berufsausübungsbewilligung ersucht hätte (E. 4.1). Dass der Beschwerdeführer einen operativen Eingriff vornahm, ohne dass er im Besitz einer neuen Bewilligung war, erscheint als nicht so gravierend, um allein daraus seine Vertrauenswürdigkeit in Frage zu stellen. Den finanziellen Problemen des Beschwerdeführers, welche im Jahr 2007 bestanden, kommt für die Beurteilung der Vertrauenswürdigkeit keine Bedeutung zu. Ebenso wenig ist die im Jahr 1997 erfolgte Verurteilung wegen einfacher Körperverletzung von entscheidrelevanter Bedeutung. Die sich im Jahr 2005 zugetragenen Verfehlungen (Herausgabe von Krankengeschichten erst nach zweimaliger Aufforderung) waren nicht massiv (E. 4.2). Es ist kein gewichtiges öffentliches Interesse an der Bewilligungsverweigerung ersichtlich (E. 4.3) Gutheissung der Beschwerde.

Zoug / Zug

Gerichts- und Verwaltungspraxis 2008, p. 243.

Beweiswert ausländischer Arztzeugnisse. Erfüllt ein ausländisches Arztzeugnis dieselben formellen und materiellen Voraussetzungen wie ein inländisches, kommt ihm grundsätzlich der gleiche Beweiswert zu. Anderes gilt, wo gegenteilige Indizien bestehen. So ist etwa die Beweiskraft von Arbeitsunfähigkeitszeugnissen aus wirtschaftlich instabilen Ländern oder aus dem Heimaturlaub aufgrund der leichten Erhältlichkeit und der erhöhten Missbrauchsgefahr solcher Zeugnisse Begrenzt.

Doctrine / Lehre

I. Doctrine internationale et étrangère (sélection) / Internationale und ausländische Lehre (Auswahl)

(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

Articles / Aufsätze

Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux

ANNAS GJ., Good Law from Tragic Facts – Congress, the FDA, and pre-emption. *New England Journal of Medicine*, 361 (2009), p. 1206.

BUCHNER B., The pharmaceutical package of the European Commission : empowerment for patients ?, *European journal of health law*, vol. 16, no. 3, September 2009, p. 201.

CHEMTOB CONCÉ M.-C., Réflexion sur l'extension du terme du brevet : Europe, États-Unis, Japon, *Médecine & droit*, n° 98-99, p. 146.

KUEHN BM., Despite Health Claims by Manufacturers, Little Oversight fo Homeopathic Products. *Journal of American Medical Association*, 302 (2009), p. 1631.

LASO LR., ALFONSO-GALÁN MT., European Union directives and their effect on the registration and authorisation of anthroposophic and homeopathic medicines, *Medicine and Law*, 28(2), 2009, p. 269.

MÜLLER R.-G., Aktuelle Fragen zum europäischen Arzneimittelbegriff, *EuZW*, 17, 2009, p. 603.

PEIGNÉ J., La propriété des pharmacies d'officine: quand capitalisme ne rime pas avec libéralisme (Note CJCE 19 mai 2009, Commission c/ Italie, aff. C-531/06 et

CJCE 19 mai 2009, Apothekerkammer des Saarlandes, aff. C-171/07 et C-172/07), *Revue de droit sanitaire et social*, N°5, septembre-octobre 2009, p. 903

SCHNEIDER C. E., Constitutional flaw? [accès à de nouveaux médicaments], *Hastings center report*, vol. 39, no. 4, July-August 2009, p. 9.

SYMPOSIUM, Access to HPV vaccines : human rights and global health, *American journal of law & medicine*, vol. 35, n. 263, 2009.

Assurances sociales

NEUMAN P. AND AL., Medicare Part D Update – Lessons Learned and Unfinished Business. *New England Journal of Medicine*, 361 (2009), p. 406.

REBECQ G., Le parcours de soins institué par la loi du 13 août 2004, cinq ans après, *Revue de droit sanitaire et social*, n° 4, 2009, p. 610.

Droits des patients, droit de la personnalité

ANDORNO R., BILLER-ANDORNO N., BRAUER S., Advance health care directives: towards a coordinated European policy?, *European journal of health law*, vol. 16, no. 3, September 2009, p. 207.

ANNAS GJ. Protecting Privacy and the Public – Limits on Police Use of Bioidentifiers in Europe. *New England Journal of Medicine*, 361 (2009), p. 196.

ARHAB-GIRARDIN F., La décision médicale du majeur protégé: une articulation complexe des dispositions du code de santé publique avec la loi du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs, *Revue de droit sanitaire et social*, N°5, septembre-octobre 2009, p. 875.

ARRAS J. D., FENTON E. M., Bioethics and human rights, *Hastings center report*, vol. 39, no. 5, September-October 2009, p. 39.

BECKMANN R., Patientenverfügungen: Entscheidungswege nach der gesetzlichen Regelung, *Medizinrecht*, H. 10, 2009, p. 582.

BOUTEILLE M., La mort ravivée, *Revue Droit & Santé*, N° 30, juillet 2009, p. 290.

CALLU M.-F., Droits des patients, quel cadre législatif?, *Droit déontologie & soin*, vol. 9, n° 4, Décembre 2009, p. 480.

DEVERS G., *Our body* : l'exposition interdite, *Droit, déontologie & soin*, vol. 9, n° 2, p. 117.

DEVERS G., Une approche des droits des patients, le point de vue de l'avocat, *Droit déontologie & soin*, vol. 9, n° 4, Décembre 2009, p. 500.

DI IORIO AND AL., Privacy impact assessment in the design of transnational public health information systems : the BIRO project. *Journal of Medical Ethics*, 35 (2009), p. 753.

DIVERS AUTEURS, Les droits des usagers des secteurs sanitaire et social : bilan et perspectives (actes d'un colloque), *Revue générale de droit médical*, N° 32 2009, p. 13

ELGER BS., Factors influencing attitudes towards medical confidentiality among Swiss physicians. *Journal of Medical Ethics*, 35 (2009), p. 517.

EPSTEIN RM. AND AL., Beyond Information: Exploring Patients' Preferences. *Journal of American Medical Association*, 302 (2009), pp. 195-197.

FRAYSSE P., un regard sur les droits des patients à l'hôpital, contraintes et libertés, *Droit déontologie & soin*, vol. 9, n° 4, Décembre 2009, p. 484.

HABOUBI C., Discrimination et santé, le temps d'agir, *Droit déontologie & soin*, vol. 9, n° 4, Décembre 2009, p. 426.

HENDRIKS A., Personal Autonomy, Good Care, Informed Consent And Human Dignity — Some Reflections From A European Perspective, *Medicine and Law*, 28(3), 2009, p. 469.

HOFFMANN D. E., Teaching Health Law: A Health Law Practice Workshop: Bridging Externship Placements and the Classroom, *The journal of Law, medicine & ethics*, 2009; 37 (3), p. 513.

HOPE T. AND AL., Best interests, dementia and the Mental Capacity Act (2005). *Journal of Medical Ethics*, 35 (2009), p. 733.

LEGENDRE B., L'obligation d'information, pierre angulaire du consentement dans la relation de soins, *Revue générale de droit médical*, N° 31 2009, p. 227.

MONNIER A., Le Dossier Médical Personnel : histoire, encadrement juridique et perspectives, *Revue de droit sanitaire et social*, n° 4, 2009, p. 625.

MORRIS A., Selective Treatment of Irreversibly Impaired Infants : Decision-Making at the Threshold, *Medical Law Review*, 2009, vol. 17, N° 3, p. 347.

MORRIS K., UK doctors begin reporting gun and knife crime. *Lancet*, 374 (2009), p. 2041.

NEMIR L., Consentement aux soins des mineurs, le régime très novateur du Canada, *Droit, déontologie & soins*, vol. 9, n° 3, septembre 2009, p. 337.

PERRY J. E. ET AL., The Ethical Health Lawyer: An Empirical Assessment of Moral Decision Making, *The journal of Law, medicine & ethics*, 2009; 37 (3), p. 461.

ROTHMAR H. J., Legal hybrids : on the legal status of embryos and fetuses, *Medical law international*, vol. 10, no. 1, 2009, p. 1.

SALZER H. BERNAT E., 15-Jährige, die "Pille danach" und der Schutz des ärztlichen Berufsgeheimnisses, *Recht der Medizin (RdM)*, 04, 2009, p. 154.

STONE L. ET AL., Neuroimaging and the Withdrawal of Life-Sustaining Treatment from Patients in Vegetative State, *Medical Law Review*, 2009, vol. 17, N°2, p. 245.

THOMMEN M., Medizinischer Standard und experimentelle Heilmitteltherapie : Rechtliche und ethische Fragen bei der Heilmittelforschung an Urteilsunfähigen, In: *Etik ve hukuk : uluslararası sempozyumu = Internationales Symposium Ethik und Recht im Bereich der Gesundheit 17-19 April 2008, Istanbul*, Yeditepe Üniversitesi, Istanbul, p. 231.

TRACEY E., Dysmorphic, Radical Surgery and the Limit of Consent, *Medical Law Review*, 2009, vol. 17, N°2, p. 149.

VIALLA F., Présentation du Rapport de la Mission d'information commune sur l'indemnisation des victimes d'infections nosocomiales et l'accès au dossier médical, *Revue Droit & Santé*, N° 31, septembre 2009, p. 435.

Ethique biomédicale

AMIEL PH. VIALLA F., La vérité perdue du "code de Nuremberg" : réception et déformations du "code de Nuremberg" en France, *Revue de droit sanitaire et social*, n° 4, 2009, p.

BEGOIGNAN ESPER C., Les états généraux de la bioéthique : un tournant dans la réflexion, *Dalloz*, 27, juillet 2009, p. 1837.

BRACQ S., Ethique et santé dans le contexte de l'intégration juridique européenne – limites et facteurs de développement d'un droit communautaire de la bioéthique, *Revue générale de droit médical*, N° 32 2009, p. 153.

BROWNING J. G., Reviews: Justice Red in Tooth and Claw: A Review of Three Generations, No Imbeciles: Eugenics, the Supreme Court, and Buck v. Bell by Paul A. Lombardo, *The journal of Law, medicine & ethics*, 2009; 37 (3), p. 519.

BYK C., La révision de la loi de bioéthique : une quête de légitimité sociale pour les détenteurs du pouvoir biomédical, *Revue générale de droit médical*, N° 32, 2009, p. 175.

DANTAS E., Dilemmes bioéthiques : consentement informé, exercice de l'autonomie et analphabétisme fonctionnel – le problème dans le contexte social brésilien, *Revue générale de droit médical*, N° 32, 2009, p. 243.

DICKENS BM., Legal protection and limits of conscientious objection: when conscientious objection is unethical, *Medicine and Law*, 28(2), 2009, p. 337.

DUPUY P.-M., Biotechnologies, éthique et droit international, *Archives de philosophie du droit*, t. 52, 2009, p. 367.

GIL R., Loi, bioéthique et responsabilité, *Revue générale de droit médical*, N° 31 2009, p. 219.

LAMBERT-GARELL L., Gestation pour autrui ; régime juridique du don, des prélèvements et collections d'éléments du corps humain ; recherche sur l'embryon, *Revue Droit & Santé*, N° 31, septembre 2009, p. 425.

LAMBERT-GARELL L., Faut-il autoriser l'insémination post-mortem ?, *Revue Droit & Santé*, N° 32, novembre 2009, p. 505.

MAZEN J.-N., BINET J.-R., Quel champ pour les lois de bioéthique ?, *Revue générale de droit médical*, N° 31, 2009, p. 317.

ROTHSTEIN M. A., Currents in Contemporary Ethics: Improve Privacy in Research by Eliminating Informed Consent? IOM Report Misses the Mark, *The journal of Law, medicine & ethics*, 2009; 37 (3), p. 507.

RWABIJAMA J.-P. ET AL., Mise en place de comités d'éthique pour la recherche biomédicale dans les pays émergents : le cas du Rwanda, *Droit, déontologie & soin*, vol. 9, n° 2, p. 209.

SNEAD OC., Bioethics and self-governance: the lessons of the Universal Declaration on Bioethics and Human Rights, *Journal of medicine & philosophy*, Jun, 34(3), 2009. p. 204.

SPRUMONT D., Formation de base en éthique de la recherche: retour aux sources avec le projet TRREE, *Bioethica forum : Journal suisse d'éthique biomédicale*, vol. 2, no 2, 2009, p. 79.

TROTTER G., The UNESCO Declaration on Bioethics and Human Rights: a canon for the ages?, *Journal of medicine & philosophy*, Jun, 34(3), 2009. p. 195.

WICKS E., Religion, Law and Medicine : Legislating on Birth and Death in a Christian State, *Medical Law Review*, 2009, vol. 17, N°3, p. 410.

Euthanasie et fin de vie

COHEN-ALMAGOR R., Belgian euthanasia law: a critical analysis. *Journal of Medical Ethics*, 35 (2009), p. 436.

CONTI A., BARATTA A., The right to self-determination of minors with particular reference to the problem of euthanasia, *Medicine and Law*, 28(2), 2009, p. 401.

DIETRICH F., Legalisierung der aktiven Sterbehilfe – Förderung oder Beeinträchtigung der individuellen Autonomie?, *Ethik in der Medizin*, H. 4, 2009, p. 275.

DYER C., Purdy wins battle for clarity of law for people who accompany relatives abroad for assisted suicide, *BMJ*, 2009;339:b3131.

EDWARDS S. D., An Argument in Support of Suicide Centres, *Health Care Analysis*, 2009 (édition sur électronique)

<http://www.springerlink.com/content/h167vx0x025k86m0/fulltext.pdf>

GLASSON C., Le mandat de protection future: des dispositions conventionnelles pour la fin de vie, *Revue de droit sanitaire et social*, N°5, septembre-octobre 2009, p. 890.

LEMMENS C., End-Of-Life Decisions And Minors: Do Minors Have The Right To Refuse Life Preserving Medical Treatment? A Comparative Study, *Medicine and Law*, 28(3), 2009, p. 479.

MISLAWSKI R., Directives anticipées et autonomie de la personne en fin de vie, *Médecine & droit*, n° 97, p. 103.

MICHLAWSKI S., Legalising Active Voluntary Euthanasia through the Courts : Some Lessons from Colombia, *Medical Law Review*, 2009, vol. 17, N°2, p. 183.

SHAW J. J.A., Recent developments in the reform of English law on assisted suicide, *European journal of health law*, vol. 16, no. 4, December 2009, p. 333.

SLIGHT B. P., Could Physician-Assisted Suicide be Classified as a Service Under Article 49 of the European Community Treaty?, *Medical law international*, vol. 10, no. 2, p. 139.

TUFFS A., Swiss government considers stricter laws on assisted suicide, *BMJ*, 2009;339:b3061.

VAN DEN BLOCK L., Euthanasia and other end of life decisions and care provided in final three months of life: nationwide retrospective study in Belgium, *BMJ*, 2009;339:b2772

Exercice des professions de la santé, politique professionnelle

BODENBURG R., Alternative Medizin im Spannungsfeld von Heilungschancen und herzlichem Risiko, *NJW*, 38/2009, p. 2786.

CHWANG E., Futility Clarified, *The journal of Law, medicine & ethics*, 2009; 37 (3), p. 487.

COMITE DE LECTURE, Jurisprudence et pratique des soins infirmiers (cadre général de la pratique infirmière, pratique infirmière dans le secteur public), *Droit, déontologie & soin*, vol. 9, n° 2, 2009, p. 118.

DIVERS AUTEURS, Le droit de la profession de chiropraticien en France (actes d'une session d'études), *Revue générale de droit médical*, N° 32 2009, p. 109.

FILOCHE G., Les connaissances, innovations et pratiques traditionnelles en matière de biodiversité un kaléidoscope juridique, *Revue internationale de théorie du droit et de sociologie juridique*, 72, 2009, p. 433.

KASSIM P., Medicine Beyond Borders: The Legal And Ethical Challenges, *Medicine and Law*, 28(3), 2009, p. 439.

KINGREEN T., Die Entwicklung des Gesundheitsrechts 2008/2009, *NJW*, 49/2009, p. 3552.

SADE R. M. (Ed.), Dangerous Liaisons? Industry Relations with Health Professionals. *The journal of Law, medicine & ethics*, 2009; 37 (3), p. 398.

SHAW K. AND AL., Shared Medical Regulation in a Time of Increasing Calls for Accountability and Transparency. Comparison of Recertification in the United States, Canada, and the United Kingdom. *Journal of American Medical Association*, 302 (2009), p. 2008.

Génétique humaine et biotechnologies

KRONES T. ET AL., Das neue Gendiagnostikgesetz. Implikationen für die Beratung von Schwangeren zur vorgeburtlichen Diagnostik, *Ethik in der Medizin*, H. 4, 2009, p. 333.

KUEHN BM., Growing Calls in United States, Europe to Improve Regulation of Genetic Testing. *Journal of American Medical Association*, 302 (2009), p. 1405.

MILLER FA., Clinical obligations and public health programmes : healthcare provider reasoning about managing the incidental results of newborn screening. *Journal of Medical Ethics*, 35 (2009), p. 626.

Médecine légale

(pas de notice pour cette rubrique)

Médecine du sport

Anonyme Strafanzeige : angebliches Blutdoping im Spitzensport, *Medien und Recht*, novembre 2009, p. 302.

Mesures médicales spéciales

BENKEN D. E., REYNOLDS Meredith S., and HUNTER A. S. (Ed.), Proceedings of the National Summit on Legal Preparedness for Obesity Prevention and Control. *The journal of Law, medicine & ethics*. 2009; 37 (2), special supplement.

D'SILVA J., VAN CALSTER G., Taking temperature: A review of European Union regulation in nanomedicine, *European journal of health law*, vol. 16, no. 3, September 2009, p. 249.

HEYERS J., Prädiktive Gesundheitsinformationen, Persönlichkeitsrechte und Drittinteressen, insbesondere am Beispiel der Gendiagnostik bei Abschluß von Privatversicherungen, *Medizinrecht*, H. 9, 2009, p. 507.

SALGANIK I, BARAK P, RAUCHBERGER B, SEVI T., The ICIR: a clinical tool for assessment of critical incidents in various settings, *Medicine and Law*, 28(2), 2009, p. 257.

SWYNGHEDAUW B., Une introduction à la médecine évolutionniste: l'évolution biologique, grande absente de l'enseignement médical, *Bulletin de l'Académie nationale de médecine*, 193, n° 5, 2009, p. 1147.

Nouvelles techniques de l'information et santé

NAU Y., Va-t-on oser le diagnostic par téléphone?, *Revue médicale suisse*, n° 212, 2009, p. 1576.

SEEBERG-ELVERFELDT N.-J., Mail-order trade in medicines in Europe: a guide for legislators to protect consumers, *European journal of health law*, vol. 16, no. 4, December 2009, p. 351.

SITTIG DF. AND AL., Eight Rights of Safe Electronic Health Record Use, *Journal of American Medical Association*, 302 (2009), p. 1111.

Personnes âgées et santé

BOULMIER D., Travailleurs sociaux, défaut de self-control et maltraitance : la position du juge, *Revue de droit sanitaire et social*, n°6, 2009, p. 1147.

LIVET M., Principes pour la prise en charge de la personne âgée dépendante, *Droit, déontologie & soin*, vol. 9, n° 2, p. 196.

Procréation médicalement assistée

BROWN A., Therapeutic cloning: the ethical road to regulation part I: arguments for and against & regulations, *Human reproduction and genetic ethics*, vol. 15:2, 2009, p. 75.

CHABAULT-MARX C., La frilosité du juge français face à l'insémination post-mortem, *Dalloz*, n° 41, novembre 2009, p. 2758.

ESKANDARANI H. A., Pre-implantation genetic diagnosis in the Gulf cooperative Council countries : utilization and ethical attitudes, *Human reproduction and genetic ethics*, vol. 15:2, 2009, p. 68.

MCLACLAN H. V., Abortion and Dawkin's fallacious of the so-called „Great Beethoven fallacy“, *Human reproduction and genetic ethics*, vol. 15:2, 2009, p. 44.

LEISCHNER A., Gewinnung von Keimzellen zur medizinisch unterstützen Fortpflanzung, *Recht der Medizin (RdM)*, 04, 2009, p. 140.

NAU Y., Qui est le propriétaire du sperme d'un défunt?, *Revue médicale suisse*, n° 220 et 221, 2009, p. 2004 et p. 2066.

NAU Y., Quand il faut voyager pour pouvoir procréer, *Revue médicale suisse*, n° 211, 2009, p. 1536.

Recherche biomédicale

BLUM JA. AND AL., Requirements and Definitions in Conflict of Interest Policies of Medical Journals. *Journal of American Medical Association*, 302 (2009), p. 2230.

BOVENBERG J. ET AL., Biobank research: reporting results to individual participants, *European journal of health law*, vol. 16, no. 3, September 2009, p. 229.

CAULFIELD T., KAYE J., Broad Consent in Biobanking: Reflections on Seemingly Insurmountable Dilemmas, *Medical law international*, vol. 10, no. 2, p. 85.

CHENAUD C AND AL., Who should consent for research in adult intensive care ? Preferences of patients and their relatives: a pilot study, *Journal of Medical Ethics*, 35 (2009), p. 709.

DELAGE P.-J., Les recherches biomédicales non consenties devant la Chambre criminelle de la Cour de cassation, *Dalloz*, n° 30, septembre 2009, p. 2087.

DELAGE P.-J., Les recherches biomédicales non consenties devant la chambre criminelle de cassation, *Revue générale de droit médical*, N° 31 2009, p. 207.

FRANK KM AND AL., Investigation of the Cause of Death in a Gene-Therapy Trial, *New England Journal of Medicine*, 361 (2009), p. 161.

GIBBONS S. M. C., Regulating Biobanks : A Twelve-Point Typological Tool, *Medical Law Review*, 2009, vol. 17, N°3, p. 313.

HAUW J.-J., ARDAILLOU R., Modifications à apporter à la législation sur les centres de ressources biologiques, *Bulletin de l'Académie nationale de médecine*, 193, n° 3, p. 729.

HERNANDEZ R. AND AL., Harmonisation of ethics committees' practice in 10 European countries. *Journal of Medical Ethics*, 35 (2009), p. 696.

KOWALSKI Charles J., HEWETT Jan L., Data and Safety Monitoring Boards: Some Enduring Questions, *The journal of Law, medicine & ethics*, 2009; 37 (3), p. 496.

MIRKOVIC A., Recherche sur l'embryon : vers la fin d'un grand gâchis éthique ?, *Semaine juridique*, n° 47, novembre 2009, p. 448.

NAYANAH S., Top UCLA surgeon is demoted after failing to disclose conflicts of interests, *BMJ*, 2009;339:b3071.

OWEN SCHAEFER G., EMANUEL EJ. AND AL.. The Obligation to Participate in Biomedical Research. *Journal of American Medical Association*, 302 (2009), p. 67.

WEINFURT KP. AND AL., Disclosure of Financial Relationships to Participants in Clinical Research. *New England Journal of Medicine*, 361 (2009), p. 916.

Responsabilité médicale

BENNILOUCHE M., Sexologie : un mobile inopérant concernant les infractions sexuelles ?, *Revue générale de droit médical*, N° 31 2009, p. 197.

CHEVALIER P., Vérification des compétences du médecin libéral par l'établissement de santé privé et information du patient (Concl. sur Civ. 1re, 11 juin 2009, Société Clinique A c/ Mme X, n° 08-10.642), *Revue de droit sanitaire et social*, N°5, septembre-octobre 2009, p. 913.

DIVERS AUTEURS, L'indemnisation du dommage corporel : de la diversité à l'harmonisation (contributions d'une journée d'étude), *Revue générale de droit médical*, N° 31 2009, p. 11.

DOSSIER: le secret médical aujourd'hui, enjeux et perspectives : aspects juridiques, *Dalloz*, 39, novembre 2009, p. 2615.

DRESSER R., Irrational basis: the legal status of medical marijuana, *Hastings center report*, vol. 39, no. 6, November-December 2009, p. 7.

DYER C., Judges overturn ruling that doctors in NHS disciplinary hearings cannot have lawyer, *BMJ*, 2009;339:b3062.

JOUSSET N., ROUGE-MAILLART C., PENNEAU M., Le préjudice moral né du défaut d'information du patient, *Médecine & droit*, n° 97, p. 111.

KRASNER MS. AND AL., Association of resident Fatigue and Distress With Perceived Medical Errors. *Journal of American Medical Association*, 302 (2009), p. 1294.

MacCourt D., Medical Error Reduction and Tort Reform Through Private Contractually-Based Quality Medicine Societies, *American Journal of Law & Medicine*, 35, n. 4 (2009), p. 505.

NAU Y., Le mea culpa face à l'erreur médicale, *Revue médicale suisse*, n° 220, p. 2003.

POTACS M., Ist die Befassung von Strafgerichten mit ärztlichen Behandlungsfehlern noch zeigemäss ? Rechtspolitische Betrachtungen, *Recht der Medizin [RdM]*, 6a Dezember 2009, p. 251.

SALZER H., BERNAT E., 15-Jährige, die „Pille danach“ und der Schutz des ärztlichen Berufsgeheimnisses, *Recht der Medizin [RdM]*, 4, August 2009, p. 154.

WACHTER RM. AND AL., Balancing “No Blame” with Accountability in Patient Safety. *New England Journal of Medicine*, 361 (2009), p. 1401.

Santé mentale et psychique

DESCHAMPS J.-L., Questions sur la pertinence de l'illégalité de toutes les pratiques de censure qui affectent le caractère absolu du droit reconnu au malade hospitali-

sé sous contrainte d'émettre et de recevoir du courrier, *Revue Droit & Santé*, N° 32, novembre 2009, p. 527.

DIEU F., Hospitalisation sous contrainte et encadrement thérapeutique de l'information délivrée au malade, *Revue de droit sanitaire et social*, n° 4, 2009, p. 688.

NAU Y., De la France et de la trisomie 21, *Revue médicale suisse*, n° 211, 2009, p. 1531.

SAMANTA J., Lasting Powers of Attorney for Healthcare under the Mental Capacity Act 2005 : Enhanced Prospective Self-Determination for Future Incapacity or a Simulacrum?, *Medical Law Review*, 2009, vol. 17, N°3, p. 377.

SIDA, lutte contre les épidémies

DENNIN R. H., LAFRENZ M., SINN A., Die Prävention der HIV-Infektion: Ethik und Recht sind nicht mehr gefragt?, *Medizinrecht*, H. 18, 2009, p. 457.

Système de santé, politique de la santé

ANDERSON P. AND AL., Effectiveness and cost-effectiveness of policies and programmes to reduce the harm caused by alcohol *Lancet*, 3743 (2009), p. 2234.

BALTHAZARD B., Le droit du développement durable, comme hypothèse d'un droit « charnière » international, *Revue Droit & Santé*, N° 31, septembre 2009, p. 398.

BALTHAZARD B., Grenelle, vers quelle traduction législative ? Engagement ou nouvelle dictature ?, *Revue Droit & Santé*, N° 32, novembre 2009, p. 472.

BROWNWLL KD. AND AL., The Public Health and Economic Benefits of Taxing Sugar-Sweetened Beverages. *New England Journal of Medicine*, 361 (2009), p. 1599.

DRESSER R., FRADER J., Off-Label Prescribing: A Call for Heightened Professional and Government Oversight, *The journal of Law, medicine & ethics*, 2009; 37 (3), p. 476.

GUEGAN A., L'exposition à l'amiante indemnisée sur le fondement de la responsabilité civile de l'employeur, *Dalloz*, n° 30, septembre 2009, p. 2091

MARTENS WH., Vulnerable categories of homeless patients in Western societies: experience serious barriers to health care access, *Medicine and Law*, 28(2), 2009, p. 221.

MITKA M., FDA Exercises New Authority to Regulate Tobacco Products, But Some Limits Remain. *Journal of American Medical Association*, 302 (2009), p. 2078.

NGAMPIO-OBELE-BELE U., A propos de la nouvelle gouvernance hospitalière : vers une gestion entrepreneuriale des établissements publics de santé, *R.R.J.*, 2009-3, p. 1421.

NORDMANN R., Boissons alcooliques: responsabiliser le consommateur, *Bulletin de l'Académie nationale de médecine*, 193, n° 5, p. 1181.

PAGES J., VIALLA F., Premières vue sur loi « hôpital, patient, santé et territoire », *Revue Droit & Santé*, N° 31, septembre 2009, p. 386.

ROSCAM ABBING H. D. C., Problem doctors and patients' right to good quality care in the European Union, *European journal of health law*, vol. 16, no. 4, December 2009, p. 301.

Stuckler D. and al., The public health effect of economic crises and alternative policy responses in Europe: an empirical analysis, *Lancet*, 374 (2009), p. 315.

THIERRY J.-B., L'expression de la gravité dans le Code de la santé publique, *Revue générale de droit médical*, N° 32 2009, p. 253.

YAMIN A. E., Suffering and powerlessness: the significance of promoting participation in rights-based approaches to health, *Health and human rights*, vol. 11, no. 1, p. 5.

WESTMORLAND Timothy M., BURKE Sheila P. et al. (Ed.) Legal Solutions in Health Reform, *The journal of Law, medicine & ethics*, 2009; 37 (3), special supplement.

Transplantations

BAGINSKI W., Hastening Death: Dying, Dignity and the Organ Shortage Gap, *American Journal of Law & Medicine*, 35, n. 4 (2009), p. 562.

CHAPUIS Y., Le recours aux donneurs vivants en transplantation d'organes, *Bulletin de l'Académie nationale de médecine*, 193, n° 3, p. 751.

THEN S.-N., The legality of tissue transplants for the benefit of family members in the UK and Australia : implications for saviour siblings, *Medical law international*, vol. 10, no. 1, 2009, p. 23.

Ouvrages et Monographies / Bücher und Monographien

voir les acquisitions récentes de l'Institut de droit de la santé :

<http://www2.unine.ch/biblio/page3847.html>

II. Doctrine suisse / Schweizerische Lehre

(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

Articles / Aufsätze

Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux

BERTOSSA Y., Trafic de stupéfiants: les réseaux mondiaux et Genève, *Plädoyer* 6709, p. 56.

LACHENMEIER P., Die Anwendung « nicht Zugelassener » Arzneimittel in der Krebstherapie nach Schweizerischem Recht, In: *Etik ve hukuk : uluslararası sempozyumu = Internationales Symposium Ethik und Recht im Bereich der Gesundheit 17-19 April 2008, Istanbul*, Yeditepe Üniversitesi, Istanbul, p. 471.

SCHWEIZER M., EU-Sektoruntersuchung Arzneimittel: Tant de bruit pour une omelette?, *sic!*, 11/2009, p. 825.

Assurances sociales

BAERTSCHI B., Remboursement des médecines parallèles par l'assurance de base : une violation du principe de neutralité religieuse, *Revue médicale suisse*, n° 213, 2009, p. 1623.

CONNE R., Zur Qualität versicherungspsychiatrischer Gutachten, *SZS [Schweizerische Zeitschrift für Sozialversicherung und berufliche Vorsorge]*, 4/2009, p. 390.

DUC J.-L., Application rétroactive d'un tarif de soins dans le cadre de la LAMal, *AJP/PJA*, 10/09, p. 1315.

DUC J.-L., De l'interprétation de l'article 13 LPGa par le Tribunal fédéral, *AJP/PJA*, 12/2009, p. 1534.

GERMANN T., Die gerichtlichen Vorgaben an polydisziplinäre Gutachten bei Schleudertraumen und äquivalenten Verletzungen, *[Schweizerische Zeitschrift für Sozialversicherung und berufliche Vorsorge]*, 4/2009, p. 355.

HÜRZELER M. M., Urteil der II. sozialrechtlichen Abteilung des Bundesgerichts 9C_40/2008 vom 4. September 2008, *SZS [Schweizerische Zeitschrift für Sozialversicherung und berufliche Vorsorge]*, 5/2009, p. 476.

KAHIL-WOLFF B., L'arrêt de la CJCE du 11 septembre 2008 dans l'affaire C-228/07 «Petersen» et d'autres développements du droit social européen, *SZS [Schweizerische Zeitschrift für Sozialversicherung und berufliche Vorsorge]*, 5/2009, p. 485.

KIESER U., Entwicklungen im Sozialversicherungsrecht – Le point sur le droit des assurances sociales, *SJZ*, 105, (2009) N° 23, p. 545.

LANDOLT H., Soziale Sicherheit von pflegenden Angehörigen, *AJP/PJA*, 10/2009, p. 1233.

PRO MENTE SANA, La 6e révision de la loi sur l'assurance invalidité: « l'assainissement de l'assurance invalidité par la réintégration de l'assuré », *Lettre trimestrielle*, n° 46, décembre 2009, p. 1.

TAPPY D., Note sur le contentieux des assurances complémentaires à l'assurance-maladie de lege lata et de lege ferenda, *JDT*, 2009 III p. 21.

TRAUB A., Natürlicher Kausalzusammenhang zwischen Unfall und Gesundheitsschädigung bei konkurrierender pathogener Einwirkung: Abgrenzung der wesentlichen Teilursache von einer anspruchshindernden Gelegenheits- oder Zufallsursache, *SZS [Schweizerische Zeitschrift für Sozialversicherung und berufliche Vorsorge]*, 5/2009, p. 479.

WERTHMÜLLER V., Assurance-invalidité: au bord du gouffre, *Plädoyer*, 5/09, p. 50.

Droits des patients, droit de la personnalité

ASCHWANDEN R. U., Kastration: Eine Option in der Behandlung von Sexualstraftätern: Eine Übersichtsarbeit mit Darstellung der medikamentösen und chirurgischen Behandlung, *Schweizerische Zeitschrift für Kriminologie*, 2/2009, p. 21.

BAERISWYL B., Entwicklungen im Datenschutzrecht – Le point sur le droit de la protection des données, *SJZ*, 105, (2009) N° 19, p. 442.

MANGIN P. ET AL., Le secret médical en rapport avec la capacité ou l'aptitude à la conduite, *Revue médicale suisse*, n° 220, p. 1999.

MARTIN J., Actualité des directives anticipées : pas seulement en fin de vie, *Revue médicale suisse*, n° 228, 2009, p. 2474.

MARTIN J., La médiation, bien utile dans les litiges soigné-soignant, *Revue médicale suisse*, n° 216, 2009, p. 1798.

ZERMATTEN J., Protection versus Participation de l'enfant? : Réflexions à propos des champs de tensions entre l'article 3 et l'article 12 de la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant (CDE), *Revue suisse du droit de tutelle (RDT/ZVW)*, 2009 p. 297.

Ethique biomédicale

BRAUER S., Forschung mit Kindern: Zur Stellungnahme der nationalen Ethikkommission im Bereich Humanmedizin, *Bioethica forum*, vol. 2, no 2, 2009, p. 87.

Euthanasie et fin de vie

ARZT G., Sterbehilfe in der Grauzone: BGer vom 11. Juni 2009, 6B 48/2009, zweiter Basler Fall, *Recht*, 5/2009, p. 140.

AUBERT J., Directives anticipées, «surveillance» pathologique, demandes d'aide à mourir, *Bulletin des médecins suisses*, n° 48, 2009, p. 1894.

FAHRNI-NATER P., FANCONI S., Développement des soins palliatifs pédiatriques dans le canton de Vaud : rapport final, *Infokara*, 24(3), 2009, p. 105.

MARTIN J., Assistance au suicide : ne pas l'interdire, mais attention au « libre-service », *Revue médicale suisse*, n° 211, 2009, p. 1533.

Exercice des professions de la santé, politique professionnelle

AELLEN L., HAINARD F., Secret professionnel et surveillance des télécommunications, *Jusletter*, 23 mars 2009.

GRAUER D., Interactions entre le corps médical et les entreprises de l'industrie: chances et risques, *Bulletin des médecins suisses*, n° 48, 2009, p. 1873.

HODEL M., Le registre des professions médicales (registre), *Bulletin des médecins suisses*, n° 48, 2009, p. 1875.

Génétique humaine et biotechnologies

(pas de notice pour cette rubrique)

Médecine légale

MICHIELS W., JAGUSIEWICZ A., NIVEAU G., L'expertise d'aptitude à la conduite dans les cas liés à l'alcool, *Revue médicale suisse*, n° 230, 2009, p. 2582

Médecine du sport

(pas de notice pour cette rubrique)

Mesures médicales spéciales

(pas de notice pour cette rubrique)

Nouvelles techniques de l'information et santé

BURGAT S., Dans le cadre de l'e-health et la télémédecine, quid de la téléconsultation médicale ?, *Jusletter*, 18. August 2008, *Revue suisse de droit de la santé*, 2009, N° 12, p. 43.

Personnes âgées et santé

(pas de notice pour cette rubrique)

Procréation médicalement assistée

(pas de notice pour cette rubrique)

Recherche biomédicale

KIND C., Evaluation of risk in research with children : it's time to clear the misconceptions, *Bioethica forum*, vol. 2, no 2, 2009, p. 74.

MARTIN J., Dilemmes dans la divulgation des données génétiques – Evolutions actuelles, *Bulletin des médecins suisses*, n° 48, 2009, p. 1558.

WILDHABER I., Ungewollte Auskreuzungen und die Schwellenwerts-Debatte im Gentechnikrecht, *AJP/PJA*, 7/2009, p. 849.

Responsabilité médicale

KNODEL T., Strafuntersuchung gegen Ärzte – wie sollen sich Betroffene verhalten?, *Bulletin des médecins suisses*, n° 46, 2009, p. 1804.

MÜLLER C., La responsabilité civile du médecin, In : *Quelques actions en responsabilité*, Neuchâtel, 2009, p. 99.

ROSE N. ET AL., Die Patientensicherheit in der Schweiz, *Bulletin des médecins suisses*, n° 48, 2009, p. 1890.

SCHWAPPACH D., La deuxième victime: gestion interne des incidents critiques, *Bulletin des médecins suisses*, n° 51/52, 2009, p. 1993.

Santé mentale et psychique

GUÉX P. ET AL., 6ème révision LAI: des conséquences délétères pour les patients psychiatriques? *Bulletin des médecins suisses*, n° 51/52, 2009, p. 2018.

VON GREYERZ S., Neue gesetzliche Grundlagen für Prävention und Gesundheitsförderung, *Pro mente sana aktuell*, 3/2009, p. 11.

SIDA, lutte contre les épidémies

GASQUEZ R., Pour la dépénalisation de l'exposition au VIH, *Plädoyer* 4/09, p. 52.

PÄRLI K., MÖSCH PAYOT P., Der strafrechtliche Umgang mit HIV/Aids in der Schweiz im Lichte der Anliegen der HIV/Aids-Prävention : Status quo, Reflexion, Forderungen (1. & 2. Teil), *AJP/PJA*, 10/2009, p. 1261, 1288.

Système de santé, politique de la santé

ETTER J.-F., CORNUZ J., les mises en garde illustrées sur les paquets de cigarettes sont-elles utiles ? *Revue médicale suisse*, n° 210, 2009, p. 1476.

HODEL M., Le registre des professions médicales, *Sécurité sociale CHSS*, 6/2009, p. 348.

PALAZZO G., MENA S., Les entreprises de tabac peuvent-elles être citoyennes, *Revue médicale suisse*, n° 210, 2009, p. 1454.

PLATTNER T., LEE C-Y., Hospitalisations extracantonales – des enjeux importants pour les patientes et patients!, *Bulletin des médecins suisses*, n° 41, 2009, p.1588.

Transplantations

(pas de notice pour cette rubrique)

Ouvrages et Monographies / Bücher und Monographien

AYER A. ET AL., *Medizinalberufegesetz (MedBG) - Kommentar/Loi sur les professions médicales universitaires (LPMéd) – Commentaire*, Bâle, Helbing & Lichtenhahn, 2009.

ISSENHUTH-SCHARLY G., *Autonomie individuelle et biobanques*, Zurich, Schulthess 2009.

voir surtout les acquisitions récentes de l'Institut de droit de la santé :

<http://www2.unine.ch/biblio/page3847.html>

Dokumentation / Documentation

Cette rubrique présente les références des dernières parutions juridiques en matière de droit de la santé. Elle est établie en recensant près d'une centaine de revues juridiques et médicales, en Suisse et à l'étranger. Ce numéro couvre en principe la période entre le 1^{er} janvier 2010 et le 31 juillet 2010. / Diese Rubrik gibt Hinweise auf Neuerscheinungen im Gesundheitsrecht. Sie wird auf Grund von nahezu Hundert juristische und medizinische Zeitschriften aus der Schweiz und dem Ausland zusammengestellt. Diese Nummer umfasst grundsätzlich die Periode vom 1. Januar 2010 bis zum 31. Juli 2010.

Numéros précédents / Frühere Erscheinungen : www.unine.ch/ids

Législation / Gesetzgebung	3
I. Droit international (sélection) / Internationales Recht (Auswahl)	3
II. Droit communautaire / Europarecht.....	4
Droit édicté / Erlassenes Recht.....	4
Rapports, Recommandations, Déclarations, Propositions, etc. / Berichte, Empfehlungen, Erklärungen, Vorschläge, usw.	9
III. Droit étranger (sélection) / Ausländisches Recht (Auswahl).....	9
Droit édicté / Erlassenes Recht.....	9
Rapports, Recommandations, Déclarations, Propositions, etc./ Berichte, Empfehlungen, Erklärungen, Vorschläge, usw.	10
IV. Droit fédéral / Bundesrecht.....	10
Droit édicté / Erlassenes Recht.....	10
Messages, Rapports et Décisions Officiels / Botschaften, Amtliche Berichte und Beschlüsse.....	12
V. Droit cantonal (sélection) / Kantonales Recht (Auswahl).....	14
VI. Déclarations et directives éthiques et professionnelles / Ethische und berufliche Erklärungen und Richtlinien	22
Jurisprudence / Rechtsprechung	23

I.	Jurisprudence CEDH (sélection) / Rechtsprechung EMRK (Auswahl) ...	23
II.	Jurisprudence des juridictions communautaires (sélection) / Rechtsprechung der Gerichte der EG (Auswahl).....	23
III.	Jurisprudence étrangère (sélection) / Ausländische Rechtsprechung (Auswahl).....	27
IV.	Jurisprudence fédérale / Bundesrechtsprechung	30
V.	Jurisprudence cantonale / Kantonale Rechtsprechung	38
Doctrin / Lehre		41
I.	Doctrin internationale et étrangère (sélection) / Internationale und ausländische Lehre (Auswahl).....	41
Articles / Aufsätze.....		41
Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux.....		41
Assurances sociales.....		43
Droits des patients, droit de la personnalité.....		43
Ethique biomédicale.....		47
Euthanasie et soins palliatifs		48
Exercice des professions de la santé, politique professionnelle		49
Génétique humaine et biotechnologies.....		50
Médecine légale		51
Médecine du sport.....		52
Mesures médicales spéciales.....		52
Nouvelles techniques de l'information et santé.....		53
Personnes âgées et santé.....		53
Procréation médicalement assistée et interruption volontaire de grossesse.....		53
Recherche biomédicale		54
Responsabilité médicale.....		55
Santé mentale et psychique		56
SIDA, lutte contre les épidémies.....		57
Système de santé, politique de la santé		57
Transplantations.....		59
Ouvrages et Monographies / Bücher und Monographien.....		60
II.	Doctrin suisse / Schweizerische Lehre	60
Articles / Aufsätze.....		60
Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux.....		60
Assurances sociales.....		61
Droits des patients, droit de la personnalité.....		62
Ethique biomédicale.....		63
Euthanasie et soins palliatifs		63
Exercice des professions de la santé, politique professionnelle		64
Génétique humaine et biotechnologies.....		65

Médecine légale	65
Médecine du sport	65
Mesures médicales spéciales	66
Nouvelles techniques de l'information et santé	66
Personnes âgées et santé	66
Procréation médicalement assistée et avortement	66
Recherche biomédicale	66
Responsabilité médicale	66
Santé mentale et psychique	66
SIDA, lutte contre les épidémies	67
Système de santé, politique de la santé	67
Transplantations	68
Ouvrages et Monographies / Bücher und Monographien	68

*Ont collaboré à cette rubrique / An dieser Rubrik haben mitgewirkt :
Cédric BAUME, Slim BEN YOUNÉS, Eva BLOUDANIS, Nathalie BRUNNER, Sabrina
BURGAT, Béatrice DESPLAND, Johanne GAGNEBIN, Leila GHASSEMI, Olivier GUILLOD,
Agnès HERTIG-PEA, Daniel KRAUS, Jean PERRENOUD, Dominique SPRUMONT,
Beatrice STIRNER et Marinette UMMEL.*

Législation / Gesetzgebung

I. Droit international (sélection) / Internationales Recht (Auswahl)

ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE DU CONSEIL DE L'EUROPE

Recommandation 1930 (2010)

Interdiction de la commercialisation et de l'utilisation du dispositif anti-jeunes «
Mosquito »

Recommandation 1929

La gestion de la pandémie H1N1 : nécessité de plus de transparence

Résolution 1749

La gestion de la pandémie H1N1 : nécessité de plus de transparence

COMITÉ DES MINISTRES DU CONSEIL DE L'EUROPE

CM/Del/Dec(2010)1089/6.4F / 2 juillet 2010

Pharmacopée européenne (DEQM) – Comité de protection de la santé des consommateurs (Accord partiel) (CD-P-SC) – Rapport abrégé de la 2e réunion (Strasbourg, 29-30 avril 2010)

CM/Del/Dec(2010)1079/6.1F / 12 mars 2010

Comité européen de la santé (CDSP) – Projet de Recommandation CM/Rec(2010)... du Comité des Ministres aux Etats membres sur la bonne gouvernance dans les systèmes de santé et son Exposé des motifs

CM/Del/Dec(2010)1076/6.3F / 5 février 2010

Comité européen de la santé (CDSP) – Rapport abrégé de la 62e réunion (Strasbourg, 13-15 octobre 2009)

CM/Del/Dec(2010)1076/6.5F / 5 février 2010

Direction européenne de la qualité du médicament (DEQM) - a. Comité européen sur la transfusion sanguine (CD-P-TS) : i. Rapport abrégé de la 5e réunion (Amsterdam, 5-6 novembre 2009) - ii. Projet de mandat du CD-P-TS - b. Comité européen sur la transplantation d'organes (CD-P-TO) : i. Rapport abrégé de la 5e réunion (Berlin, 2-3 octobre 2009) - ii. Projet de mandat du CD-P-TO

II. Droit communautaire / Europarecht

(JOCE L 001 à 186 et JOCE C 001 à 198)

<http://eur-lex.europa.eu/JOIndex.do?ihmlang=fr>

Droit édicté / Erlassenes Recht

Décision de la Commission du 28 juillet 2009 modifiant la liste des substances végétales, des préparations à base de plantes et associations de celles-ci en vue de leur utilisation dans des médicaments traditionnels à base de plantes [notifiée sous le numéro C(2009) 5804]

Décision de la Commission du 9 décembre 2009 modifiant la liste des substances végétales, des préparations à base de plantes et associations de celles-ci en vue de leur utilisation dans des médicaments traditionnels à base de plantes [notifiée sous le numéro C(2009) 9703]

Règlement (UE) n° 37/2010 de la Commission du 22 décembre 2009 relatif aux substances pharmacologiquement actives et à leur classification en ce qui concerne les limites maximales de résidus dans les aliments d'origine animale

2010/C 8 E/18

Résolution du Parlement européen du 25 septembre 2008 sur le Livre blanc sur la nutrition, la surcharge pondérale et l'obésité (2007/2285(INI))

2010/C 9 E/10

Résolution du Parlement européen du 9 octobre 2008 sur le Livre blanc intitulé «Ensemble pour la santé: une approche stratégique pour l'UE 2008-2013» (2008/2115(INI))

2010/C 16 E/13

Résolution du Parlement européen du 20 novembre 2008 sur le VIH/sida: diagnostic et traitement précoces

2010/C 16 E/32

Résolution législative du Parlement européen du 19 novembre 2008 relative à la position commune du Conseil en vue de l'adoption du règlement du Parlement européen et du Conseil relatif aux statistiques communautaires de la santé publique et de la santé et de la sécurité au travail (9815/3/2008 — C6-0343/2008 — 2007/0020(COD))

2010/C 22/05

Relevé des décisions communautaires en matière d'autorisations de mise sur le marché des médicaments du 1er décembre 2009 au 31 décembre 2009[Décisions prises en vertu de l'article 34 de la directive 2001/83/CE du Parlement européen et du Conseil ou de l'article 38 de la directive 2001/82/CE du Parlement européen et du Conseil]

2010/C 46 E/02

Résolution du Parlement européen du 13 janvier 2009 sur la politique agricole commune et la sécurité alimentaire mondiale (2008/2153(INI))

Décision de la Commission du 5 mars 2010 relative à une participation financière de l'Union aux interventions d'urgence contre l'influenza aviaire en République tchèque, en Allemagne, en Espagne, en France et en Italie en 2009 *[notifiée sous le numéro C(2010) 1172]*

Décision de la Commission du 19 avril 2010 relative à la banque de données européenne sur les dispositifs médicaux (Eudamed) *[notifiée sous le numéro C(2010) 2363]*

2010/C 106/08

Décision S1 du 12 juin 2009 concernant la carte européenne d'assurance maladie

2010/C 106/09

Décision S2 du 12 juin 2009 concernant les caractéristiques techniques de la carte européenne d'assurance maladie

2010/C 111/02

Résumé des décisions de l'Union européenne relatives aux autorisations de mise sur le marché des médicaments du 1er janvier 2010 au 28 février 2010 [Publié en vertu de l'article 13 ou de l'article 38 du règlement (CE) no 726/2004 du Parlement européen et du Conseil]

2010/C 111/03

Résumé des décisions de l'Union européenne relatives aux autorisations de mise sur le marché des médicaments du 1er janvier 2010 au 28 février 2010 [Décisions prises conformément à l'article 34 de la directive 2001/83/CE du Parlement européen et du Conseil ou de l'article 38 de la directive 2001/82/CE du Parlement européen et du Conseil]

Règlement (UE) no 375/2010 de la Commission du 3 mai 2010 refusant d'autoriser une allégation de santé portant sur les denrées alimentaires, autre que celles faisant référence à la réduction d'un risque de maladie ainsi qu'au développement et à la santé des enfants

Règlement (UE) no 376/2010 de la Commission du 3 mai 2010 modifiant le règlement (CE) no 983/2009 concernant l'autorisation et le refus d'autorisation de

certaines allégations de santé portant sur les denrées alimentaires et faisant référence à la réduction du risque de maladie ainsi qu'au développement et à la santé infantiles

Règlement (UE) no 382/2010 de la Commission du 5 mai 2010 concernant le refus d'autoriser certaines allégations de santé portant sur les denrées alimentaires, autres que celles faisant référence à la réduction du risque de maladie ainsi qu'au développement et à la santé des enfants

Règlement (UE) no 383/2010 de la Commission du 5 mai 2010 refusant d'autoriser une allégation de santé portant sur les denrées alimentaires, autre que celles faisant référence à la réduction du risque de maladie ainsi qu'au développement et à la santé des enfants

Règlement (UE) no 384/2010 de la Commission du 5 mai 2010 relatif à l'autorisation et au refus d'autorisation de certaines allégations de santé portant sur les denrées alimentaires et faisant référence à la réduction du risque de maladie ainsi qu'au développement et à la santé infantiles

2010/C 137 E/08

Préoccupations quant aux effets pour la santé des champs électromagnétiques
Résolution du Parlement européen du 2 avril 2009 sur les préoccupations quant aux effets pour la santé des champs électromagnétiques (2008/2211(INI))

Directive 2010/32/UE du Conseil du 10 mai 2010 portant application de l'accord-cadre relatif à la prévention des blessures par objets tranchants dans le secteur hospitalier et sanitaire conclu par l'HOSPEEM et la FSESP

2010/C 183/02

Communication de la Commission dans le cadre de la mise en oeuvre de la directive 90/385/CEE du Conseil, du 20 juin 1990, concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux dispositifs médicaux implantables actifs (Publication des titres et des références des normes harmonisées au titre de la directive)

2010/C 183/03

Communication de la Commission dans le cadre de la mise en oeuvre de la directive 93/42/CEE du Conseil, du 14 juin 1993, relative aux dispositifs médicaux(Publication des titres et des références des normes harmonisées au titre de la directive)

2010/C 183/04

Communication de la Commission dans le cadre de la mise en oeuvre de la directive 98/79/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 octobre 1998 relative aux dispositifs médicaux de diagnostic in vitro(Publication des titres et des références des normes harmonisées au titre de la directive)

2010/C 184 E/73

Droits des patients en matière de soins de santé transfrontaliers

Résolution législative du Parlement européen du 23 avril 2009 sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à l'application des droits des patients en matière de soins de santé transfrontaliers (COM(2008)0414 – C6-0257/2008 – 2008/0142(COD))

P6_TC1-COD(2008)0142

Position du Parlement européen arrêtée en première lecture le 23 avril 2009 en vue de l'adoption de la directive 2009/.../CE du Parlement européen et du Conseil relative à l'application des droits des patients en matière de soins de santé transfrontaliers

2010/C 184 E/74

Sécurité des patients

Résolution législative du Parlement européen du 23 avril 2009 sur la proposition de recommandation du Conseil relative à la sécurité des patients, y compris la prévention des infections associées aux soins et la lutte contre celles-ci (COM(2008)0837 – C6-0032/2009 – 2009/0003(CNS))

2010/C 184 E/75

Action européenne dans le domaine des maladies rares *

Résolution législative du Parlement européen du 23 avril 2009 sur la proposition de recommandation du Conseil relative à une action européenne dans le domaine des maladies rares (COM(2008)0726 – C6-0455/2008 – 2008/0218(CNS))

**Rapports, Recommandations, Déclarations, Propositions, etc. /
Berichte, Empfehlungen, Erklärungen, Vorschläge, usw.**

2010/C 82/01

Communication de la Commission — Indications détaillées portant sur la demande présentée aux autorités compétentes en vue d'obtenir l'autorisation de procéder à l'essai clinique d'un médicament à usage humain, sur la notification de modifications substantielles et sur la déclaration de fin de l'essai clinique («CT-1»)

2010/250/UE

Recommandation de la Commission du 28 avril 2010 sur l'initiative de programmation conjointe en matière de recherche «Une alimentation saine pour une vie saine»

III. Droit étranger (sélection) / Ausländisches Recht (Auswahl)

Les textes législatifs mentionnés ici représentent notamment une sélection subjective parmi la pléthore de documents recensés par l'OMS, avec l'indication des références aux recueils de lois nationaux en langue originale, sur son site Internet (continuation électronique du Recueil international de législation sanitaire), à l'adresse: <http://www.who.int/idhl-rils/index.cfm>.

Droit édicté / Erlassenes Recht

Royaume-Uni / Grossbritannien

The Mental Health Act 1983 (Independent Mental Health Advocates) (England) Regulations 2008. S.I. 2008/3166. Dated 9 December 2008.

*These Regulations have been made in pursuance of certain Sections of the Mental Health Act 1983 (see IDHL, 1983, 34, 536, UK 83.28) and the National Health Service Act 2006 (see *ibid.*, 2006, 57, UK 06.238).*

http://www.opsi.gov.uk/si/si2008/uksi_20083166_en_1

**Rapports, Recommandations, Déclarations, Propositions, etc./
Berichte, Empfehlungen, Erklärungen, Vorschläge, usw.**

(pas de notice pour cette rubrique)

IV. Droit fédéral / Bundesrecht

Droit édicté / Erlassenes Recht

[RO/AS N° 1-29 (27 JUILLET 2010)]

Accessible sur le site : <http://www.admin.ch/ch/f/as/index.html>

Protocole additionnel à la Convention sur les Droits de l'Homme et la biomédecine relatif à la transplantation d'organes et de tissus d'origine humaine, du 24 janvier 2002, ratifié par la Suisse le 10 novembre 2009, en vigueur dès le 1^{er} mars 2010, RO 2010 867.

Accord entre le Conseil fédéral suisse et le Gouvernement de la Principauté de Liechtenstein concernant l'attribution d'organes destinés à une transplantation, du 1^{er} mars 2010, appliqué à titre provisoire à partir du 1^{er} avril 2010, RO 2010 1253.

Code de procédure civile du 19 décembre 2008, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2011, RO 2010 1739.

Code de procédure pénale suisse du 5 octobre 2007, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2011, RO 2010 1881.

Loi fédérale sur l'assurance-maladie (LAMal) du 18 mars 1994. Modification du 19 mars 2010 (art. 64a et 65 : conséquences du non-paiement des primes ; réduction des primes), délai référendaire échéant le 8 juillet 2010, FF 2010 1833.

Loi fédérale sur l'application du génie génétique au domaine non humain (Loi sur le génie génétique, LGG) du 21 mars 2003. Modification du 19 mars 2010, en vigueur dès le 1^{er} août 2010, RO 2010 3233.

Ordonnance du DFI sur les prestations dans l'assurance obligatoire des soins en cas de maladie (Ordonnance sur les prestations de l'assurance des soins, OPAS) du 29 septembre 1995.

- Modification du 14 juin 2010, en vigueur dès le 1^{er} juillet 2010 (concerne notamment la mammographie et la chirurgie de transplantation), RO 2010 2755.
- Modification du 30 juin 2010, en vigueur dès le 1^{er} août 2010 (prix des médicaments), RO 2010 3249.

Ordonnance concernant la remise de moyens auxiliaires par l'assurance-invalidité (OMAI) du 29 novembre 1976. Modification du 17 mars 2010, en vigueur dès le 1^{er} avril 2010, RO 2010 1053.

Ordonnance sur la transplantation d'organes, de tissus et de cellules d'origine humaine (Ordonnance sur la transplantation) du 16 mars 2007. Modification du 12 janvier 2010, en vigueur dès le 1^{er} février 2010, RO 2010 373.

Ordonnance sur les médicaments (OMéd) du 17 octobre 2001. Modification du 24 mars 2010, en vigueur partiellement dès le 15 avril 2010 puis entièrement dès le 1^{er} juillet 2010, RO 2010 1295.

Ordonnance sur les médicaments vétérinaires (OMédV) du 18 août 2004.

- Modification du 24 mars 2010, en vigueur dès le 15 avril 2010, RO 2010 1299.
- Modification du 12 mai 2010, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2011, RO 2010 2311.

Ordonnance de l'Institut suisse des produits thérapeutiques sur l'autorisation simplifiée des préparations à base d'allergènes (Ordonnance sur les allergènes, OAllerg) du 11 décembre 2009, en vigueur dès le 1^{er} mars 2010, RO 2010 459.

Ordonnance de l'Institut suisse des produits thérapeutiques sur les stupéfiants et les substances psychotropes (Ordonnance de Swissmedic sur les stupéfiants, OStup-Swissmedic) du 12 décembre 1996. Modification du 12 mars 2010, en vigueur dès le 1^{er} mai 2010, RO 2010 1273.

Ordonnance de l'Institut suisse des produits thérapeutiques sur les précurseurs et autres produits chimiques utilisés pour la fabrication de stupéfiants et de substances psychotropes (Ordonnance de Swissmedic sur les précurseurs,

OPrec-Swissmedic) du 8 novembre 1996. Modification du 12 mars 2010, en vigueur dès le 1^{er} mai 2010, RO 2010 1293.

Ordonnance de l'Institut suisse des produits thérapeutiques concernant l'édition de la pharmacopée et la reconnaissance d'autres pharmacopées du 9 novembre 2001.

- Modification du 12 mars 2010, en vigueur dès le 1^{er} juillet 2010, RO 2010 1313.
- Modification du 26 mai 2010, en vigueur dès le 1^{er} août 2010, RO 2010 2849.

Ordonnance du DFI sur les denrées alimentaires génétiquement modifiées (ODAIGM) du 23 novembre 2005. Modification du 8 février 2010, en vigueur dès le 1^{er} mars 2010, RO 2010 667.

Messages, Rapports et Décisions Officiels / Botschaften, Amtliche Berichte und Beschlüsse

[FF/BBL N° 1-29 (27 JUILLET 2010)]

Les interventions parlementaires sont publiées intégralement sur <http://www.parlement.ch/>. En outre, la Feuille fédérale est disponible à l'adresse suivante : <http://www.admin.ch/ch/f/ff/index.html>.

Initiative populaire fédérale «Financer l'avortement est une affaire privée – Alléger l'assurance-maladie en radiant les coûts de l'interruption de grossesse de l'assurance de base». Examen préliminaire de la Chancellerie fédérale du 12 janvier 2010, FF 2010 265.

Initiative populaire fédérale «Pour une loi libérale sur l'interdiction de fumer». Examen préliminaire de la Chancellerie fédérale du 9 février, RO 2010 1017.

Initiative populaire fédérale «Oui à la médecine de famille». Aboutissement, selon décision de la Chancellerie fédérale du 27 avril 2010, FF 2010 2679.

Initiative populaire fédérale «Protection contre le tabagisme passif». Aboutissement, selon décision de la Chancellerie fédérale du 8 juin 2010, FF 2010 3788.

Message relatif à la modification de la loi fédérale sur l'assurance-invalidité (6e révision, premier volet), du 24 février 2010, FF 2010 1647 et, pour le projet de loi, FF 2010 1765.

Décision de l'Organe de décision de la Convention intercantonale relative à la médecine hautement spécialisée concernant la planification du domaine de médecine hautement spécialisée (MHS) des brûlures graves du 22 juin 2010, FF 2010 3807.

Décision de l'Organe de décision de la Convention intercantonale relative à la médecine hautement spécialisée concernant la planification du domaine de médecine hautement spécialisée (MHS) des implants cochléaires du 22 juin 2010, FF 2010 3810.

Décision de l'Organe de décision de la Convention intercantonale relative à la médecine hautement spécialisée concernant la planification du domaine de médecine hautement spécialisée (MHS) de la protonthérapie du 22 juin 2010, FF 2010 3813.

Décision de l'Organe de décision de la Convention intercantonale relative à la médecine hautement spécialisée concernant la planification du domaine de médecine hautement spécialisée (MHS) des transplantations d'organes solides du 22 juin 2010, FF 2010 4030 (qui remplace et annule la version publiée in FF 2010 3816).

Décision de l'Organe de décision de la Convention intercantonale relative à la médecine hautement spécialisée concernant la planification du domaine de médecine hautement spécialisée (MHS) des transplantations de cellules souches hématopoïétiques allogéniques du 22 juin 2010, FF 2010 3819.

Autorisation générale de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique accordée au *Kantonsspital Liestal*, du 16 mars 2010, FF 2010 1465.

Autorisation générale de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique accordée au *HerzGefässZentrum Zürich, Klinik im Park*, du 16 mars 2010, FF 2010 1469.

Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique accordée à *l'Ente ospedaliero Cantonale (EOC), Ospedale Regionale di Bellinzona e Valli* pour le projet « Expression et rôle pronostic de marqueurs moléculaires biologiques et cliniques dans l'hépatocarcinome », du 16 mars 2010, FF 2010 1473.

Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique accordée à diverses entités pour le projet « *Review of Valganciclovir efficacy in preventing cytomegalovirus disease in D+/R- liver transplant recipients* », du 23 mars 2010, FF 2010 1598.

Autorisation particulière de lever le secret professionnel à des fins de recherche dans les domaines de la médecine et de la santé publique accordée à *Swisstransplant* pour le projet « *Variation in Organ Donation Rates in Switzerland : Prospective Cohort Study* », du 22 juin 2010, FF 2010 3794.

V. Droit cantonal (sélection) / Kantonales Recht (Auswahl)

(Selon les informations disponibles sur le site de l'Institut du fédéralisme <http://www.lexfind.ch>)

Appenzell Rhodes-externes / Appenzell Ausserrhoden

Verordnung zum Gesundheitsgesetz, Änderung vom 13. April 2010

811.11_13042010

http://www.lexfind.ch/dta/30435/2/1152_811.11_V_Gesundheitsgesetz.pdf

Appenzell Rhodes-internes / Appenzell Innerrhoden

Verordnung zum Gesundheitsgesetz

800.010

<http://www.lexfind.ch/dta/25239/2/800.010.pdf>

Standeskommissionsbeschluss betreffend vorläufige Umsetzung der Bundesgesetzgebung zum Passivraucherschutz

800.011

<http://www.lexfind.ch/dta/30443/2/800.011.pdf>

Standeskommissionsbeschluss über die Prämienverbilligung in der
Krankenversicherung

832.501

<http://www.lexfind.ch/dta/25512/2/832.501.pdf>

Argovie / Aargau

Gesundheitsgesetz(GesG)

301.100

<http://www.lexfind.ch/dta/333/2/301-100.pdf>

Verordnung zum Gesundheitsgesetz (GesV)

301.111

<http://www.lexfind.ch/dta/30093/2/301-111.pdf>

Verordnung über die Rechte und Pflichten der Patientinnen und Patienten
(Patientenverordnung, PatV)

333.111

<http://www.lexfind.ch/dta/30090/2/333-111.pdf>

Verordnung zum Bundesgesetz über die Bekämpfung übertragbarer Krankheiten
des Menschen

320.111

<http://www.lexfind.ch/dta/2/2/320-111.pdf>

Spitalgesetz(SpiG)

331.200

<http://www.lexfind.ch/dta/244/2/331-200.pdf>

Bâle-Campagne / Basel-Landschaft

Verordnung betreffend Massnahmen gegen die Tuberkulose

321.900

<http://www.lexfind.ch/dta/3904/2/321.900.pdf>

Verordnung über die Berufe im Gesundheitswesen

914.12

<http://www.lexfind.ch/dta/29655/2/914.12.pdf>

Bâle-Ville / Basel-Stadt

Regierungsratsbeschluss betreffend gemeinsame Spitalliste für die Kantone Basel-Stadt und Basel-Landschaft1) (somatische Akutmedizin) Spitalliste für den Kanton Basel-Stadt1) (Rehabilitation, Geriatrie, Psychiatrie, Spezialangebote)
330.500

<http://www.lexfind.ch/dta/3669/2/330.500.pdf>

Gesetz über die Krankenversicherung im Kanton Basel-Stadt(GKV)
834.400

<http://www.lexfind.ch/dta/4045/2/834.400.pdf>

Berne / Bern

Loi sur la santé publique(LSP)
811.01

<http://www.lexfind.ch/dta/22783/3/>

Ordonnance sur les soins hospitaliers (OSH)
812.112

<http://www.lexfind.ch/dta/22774/3/>

Fribourg / Freiburg

Verordnung vom 27. Oktober 2009 über die abziehbaren Prämien der Kranken- und Unfallversicherung für die Steuerperiode 2010
631.48

<http://www.lexfind.ch/dta/5101/2/>

Loi du 16 novembre 1999 sur la santé(LSan)
821.0.1

<http://www.lexfind.ch/dta/4820/3/>

Ordonnance du 9 mars 2010 concernant les fournisseurs de soins(OFS)
821.0.12

<http://www.lexfind.ch/dta/4806/3/>

Ordonnance du 9 mars 2010 sur les produits thérapeutiques(OPTh)
821.20.21

<http://www.lexfind.ch/dta/4890/3/>

Ordonnance du 9 mars 2010 sur la Commission d'éthique de recherche

821.20.22

<http://www.lexfind.ch/dta/5264/3/>

Verordnung vom 14. Dezember 2009 über den Beitragsansatz der Kantonalen Ausgleichskasse für Familienzulagen für das Jahr 2010

836.13

<http://www.lexfind.ch/dta/4534/2/>

Genève / Genf

Loi d'application de la loi fédérale sur l'assurance-maladie (LaLAMal)

J 3 05

http://www.lexfind.ch/dta/6383/3/rsg_j3_05.html

Règlement d'application de l'ordonnance sur la limitation de l'admission des fournisseurs de prestations à pratiquer à la charge de l'assurance-maladie obligatoire (RaOLAF)

J 3 05.50

http://www.lexfind.ch/dta/30290/3/rsg_j3_05p50.html

Règlement d'exécution de la loi d'application de la loi fédérale sur l'assurance-maladie (RaLAMal)

J 3 05.01

http://www.lexfind.ch/dta/6219/3/rsg_j3_05p01.html

Loi sur le réseau de soins et le maintien à domicile(LSDom)

K 1 06

http://www.lexfind.ch/dta/30288/3/rsg_k1_06.html

Règlement d'application de la loi sur le réseau de soins et le maintien à domicile (RSDom)

K 1 06.01

http://www.lexfind.ch/dta/30289/3/rsg_k1_06p01.html

Loi sur les établissements publics médicaux (LEPM)

K 2 05

http://www.lexfind.ch/dta/6280/3/rsg_k2_05.html

Règlement sur les professions de la santé (RPS)

K 3 02.01

http://www.lexfind.ch/dta/25146/3/rsg_k3_02p01.html

Loi sur la commission de surveillance des professions de la santé et des droits des patients

K 3 03

http://www.lexfind.ch/dta/25144/3/rsg_k3_03.html

Grisons / Graubünden

Verordnung zum Gesundheitsgesetz

500.010

<http://www.lexfind.ch/dta/23614/2/>

Jura

Arrêté concernant la réduction des primes dans l'assurance-maladie pour l'année

2010

832.115.1

http://www.lexfind.ch/dta/7605/3/pdf_loi_3951225.pdf

Lucerne / Luzern

Gesundheitsgesetz

<http://www.lexfind.ch/dta/24465/2/enactmentDetail.jsp%3Fsr%3D1%26enactment%3D800.html>

Beschluss über den Betreiber des kantonalen Krebsregisters

804

<http://www.lexfind.ch/dta/30476/2/enactmentDetail.jsp%3Fsr%3D1%26enactment%3D804.html>

Psychotherapeutenverordnung

806a

<http://www.lexfind.ch/dta/29539/2/enactmentDetail.jsp%3Fsr%3D1%26enactment%3D806a.html>

Vollzugsverordnung zum Bundesgesetz zum Schutz vor Passivrauchen

837

<http://www.lexfind.ch/dta/30422/2/enactmentDetail.jsp%3Fsr%3D1%26enactment%3D837.html>

Neuchâtel / Neuenburg

Arrêté fixant les normes de classification et le montant des subsides en matière d'assurance-maladie obligatoire des soins pour l'année 2010

821.102

<http://www.lexfind.ch/dta/8548/3/821102.pdf>

Nidwald / Nidwalden

Einführungsverordnung zur Bundesgesetzgebung zum Schutz vor Passivrauchen (Kantonale Passivrauchschutzverordnung, kPRSV)

711.15

<http://www.lexfind.ch/dta/30464/2/ofgesetz.htm%3Ff%3Dtemplates%26fn%3Ddocument-frame.htm%26q%3D%5BField%20711.15%3A%20%22711.15%22%5D%26x%3Dadvanced%262.0.html>

Obwald / Obwalden

Ausführungsbestimmungen zum Bundesgesetz über das Passivrauchen

812.111

<http://www.lexfind.ch/dta/30424/2/812111.pdf>

Kantonsratsbeschluss über den Selbstbehalt bei der Individuellen Prämienverbilligung in der Krankenversicherung für das Jahr 2010

851.12

<http://www.lexfind.ch/dta/29653/2/851120.pdf>

Saint-Gall / Sankt Gallen

Verordnung über den Schutz vor dem Passivrauchen

311.12

<http://www.lexfind.ch/dta/30528/2/311.12.html>

Schaffhouse / Schaffhausen

Verordnung über den Vollzug des Krankenversicherungsgesetzes

832.111

<http://www.lexfind.ch/dta/11671/2/832.111.pdf>

Schwytz / Schwyz

Gesundheitsverordnung(GesV)

571.110

http://www.lexfind.ch/dta/13254/2/571_110.pdf

Vollzugsverordnung zur Gesundheitsverordnung(GesV-VV)

571.111

http://www.lexfind.ch/dta/13065/2/571_111.pdf

Soleure / Solothurn

Verordnung zum Schutz vor Passivrauchen

811.14

<http://www.lexfind.ch/dta/29925/2/811.14.pdf>

Tessin / Ticino

Decreto esecutivo concernente il premio riconosciuto ai singoli assicuratori malattie per l'applicazione delle riduzioni individuali di premio LAMal per l'anno 2010

6.4.6.1.9

http://www.lexfind.ch/dta/30313/4/06_223.htm

Decreto esecutivo concernente le basi di calcolo per l'applicazione delle riduzioni individuali di premio LAMal per l'anno 2010

6.4.6.1.8

http://www.lexfind.ch/dta/14080/4/06_222.htm

Legge di applicazione della Legge federale sull'assicurazione malattie (LCAMal)

6.4.6.1

http://www.lexfind.ch/dta/14405/4/06_13.htm

Thurgovie / Thurgau

Gesetz über das Gesundheitswesen

810.1

http://www.lexfind.ch/dta/13669/2/810_1h6.pdf

Verordnung des Regierungsrates über Berufe des Gesundheitswesens

811.121

http://www.lexfind.ch/dta/13802/2/811_121g1.pdf

Verordnung des Regierungsrates zum Vollzug der eidgenössischen
Gesetzgebung zum Schutz vor Passivrauchen

812.51

http://www.lexfind.ch/dta/30454/2/812_51h5.pdf

Verordnung des Regierungsrates zum Gesetz über die Krankenversicherung

832.10

http://www.lexfind.ch/dta/13572/2/832_10g1.pdf

Uri

Reglement zum Schutz vor Passivrauchen

30.2145

<http://www.lexfind.ch/dta/30455/2/30-2145.pdf>

Vaud / Waadt

Loi sur la santé publique

800.01

http://www.lexfind.ch/dta/15201/3/doc.fo.html%3FdocId%3D5097%26Pcurrent_version%3D26%26PetatDoc%3Dvigueur%26docType%3Dloi%26page_format%3DA4_3%26isRSV%3Dtrue%26isS JL%3Dtrue%26outformat%3Dhtml%26isModifiante%3Dfalse%26with_link%3Dtrue.html

Règlement précisant les conditions à remplir par les établissements sanitaires
privés pour être reconnus d'intérêt public au sens de la loi du 5 décembre 1978
sur la planification et le financement des établissements sanitaires d'intérêt public
(RCLPFES)

810.01.3

http://www.lexfind.ch/dta/30074/3/doc.fo.html%3FdocId%3D655716%26Pcurrent_version%3D1%26PetatDoc%3Dvigueur%26docType%3Dreglement%26page_for mat%3DA4_3%26isRSV%3Dtrue%26isS JL%3Dtrue%26outformat%3Dhtml%26is Modifiante%3Dfalse%26with_link%3Dtrue.html

Arrêté sur la limitation de l'admission des fournisseurs de prestations à pratiquer à
la charge de l'assurance-maladie obligatoire(AVOLAF)

832.05.1

http://www.lexfind.ch/dta/14937/3/doc.fo.html%3FdocId%3D764274%26Pcurrent_version%3D0%26PetatDoc%3Dvigueur%26docType%3Darrete%26page_format%3DA4_3%26isRSV%3Dtrue%26isSJL%3Dtrue%26outformat%3Dhtml%26isModifiate%3Dfalse%26with_link%3Dtrue.html

Zurich / Zürich

Patientinnen- und Patientengesetz

813.13

http://www.lexfind.ch/dta/17317/2/813.13_5.4.04_69.pdf

Statut des Universitätsspitals Zürich(USZ-Statut)

813.151

http://www.lexfind.ch/dta/30402/2/813.151_10.2.10_68.pdf

Tous ces textes sont en vigueur / Alle Texte in Kraft.

VI. Déclarations et directives éthiques et professionnelles / Ethische und berufliche Erklärungen und Richtlinien

Suisse/Schweiz

Directives concernant les «directives anticipées»: version abrégée et questions types relatives à l'échelle des valeurs, *Bulletin des médecins suisses*, n°1-2/2010, p. 19.

Etranger/Ausland

(pas de notice pour cette rubrique)

Jurisprudence / Rechtsprechung

I. Jurisprudence CEDH (sélection) / Rechtsprechung EMRK (Auswahl)

<http://www.echr.coe.int>

AJP/PJA, 6/2010, p. 803. I. Section des EGMR, Kammerurteil vom 1. April 2010, Nr. 57813/2000, S.H. et al. gegen Österreich.
Verbote der Eispende und der samenspende für In-Vitro-fertilisation verletzen art. 14 EMRK i.V.m. Art. 8 EMRK.

La Semaine juridique, n° 18, 3 mai 2010, CEDH, 1^{er} avril 2010, n° 57813/00
Interdiction de la discrimination. Non-discrimination et droit de recourir à la procréation médicalement assistée.

II. Jurisprudence des juridictions communautaires (sélection) / Rechtsprechung der Gerichte der EG (Auswahl)

Revue de droit de la santé, 09/10, n° 3, p. 125. Cour de l'AELE 19 décembre 2008.

Libre circulation des personnes. Libre circulation des services. Remboursement des frais d'hospitalisation avancés dans un autre Etat membre. Sécurité sociale. Règlement CE n°1408/71. Traitement expérimental, interprétation juridique des standards médicaux.

Affaire C-7/09: Arrêt de la Cour (sixième chambre) du 12 novembre 2009 — Commission des Communautés européennes/Royaume de Belgique
Manquement d'État — Directive 2006/86/CE — Exigences de traçabilité, notification des réactions et incidents indésirables graves, ainsi que certaines exigences techniques relatives à la codification, à la transformation, à la conservation, au stockage et à la distribution des tissus et cellules d'origine humaine — Non-transposition dans les délais

Affaire C-353/08: Ordonnance de la Cour (septième chambre) du 9 novembre 2009

demande de décision préjudicielle du Tribunale Amministrativo Regionale del Lazio — Italie) — A. Menarini — Industrie Farmaceutiche Riunite Srl, FIRMA Srl, Laboratori Guidotti SpA, Menarini International Operations Luxembourg SA, Istituto Lusofarmaco d'Italia SpA, Malesi Istituto Farmacobiologico SpA/Ministero della Salute, Agenzia Italiana del Farmaco (AIFA) (Article 104, paragraphe 3, premier alinéa, du règlement de procédure — Directive 89/105/CEE — Transparence des mesures régissant la fixation des prix des médicaments à usage humain — Article 4, paragraphe 1 — Blocage des prix — Réduction des prix.

Affaire C-198/09: Ordonnance de la Cour (septième chambre) du 9 novembre 2009

demande de décision préjudicielle du Tribunale Amministrativo Regionale del Lazio — Italie) — IFB Stroder Srl/Agenzia Italiana del Farmaco (AIFA) (Article 104, paragraphe 3, premier alinéa, du règlement de procédure — Directive 89/105/CEE — Transparence des mesures régissant la fixation des prix des médicaments à usage humain — Article 4 — Blocage de prix — Réduction des prix.

Affaire T-355/08 P: Arrêt du Tribunal du 19 janvier 2010 — De Fays/Commission
«*Pourvoi — Pourvoi incident — Fonction publique — Fonctionnaires — Congés — Congé de maladie — Absence irrégulière constatée à la suite d'un contrôle médical — Imputation sur la durée du congé annuel — Perte du bénéfice de la rémunération*»

Affaires jointes C-471/07 et C-472/07: Arrêt de la Cour (troisième chambre) du 14 janvier 2010

demandes de décision préjudicielle du Conseil d'État — Belgique) — Association générale de l'industrie du médicament (AGIM) ASBL (C-471/07 et C-472/07), Bayer SA (C-471/07 et C-472/07), Pfizer SA (C-471/07 et C-472/07), Servier Benelux SA (C-471/07 et C-472/07), Janssen Cilag SA (C-471/07), Sanofi-Aventis Belgium SA, anciennement Sanofi-Synthelabo SA (C-472/07)/État belge (Directive 89/105/CEE — Transparence des mesures régissant la fixation des prix des médicaments à usage humain — Article 4, paragraphe 1 — Effet direct — Blocage des prix

2010/C 113/07

Affaire C-197/08: Arrêt de la Cour (troisième chambre) du 4 mars 2010 — Commission européenne/République française

Manquement d'État — Directive 95/59/CE — Impôts autres que les taxes sur le chiffre d'affaires frappant la consommation des tabacs manufacturés — Article 9, paragraphe 1 — Libre détermination, par les fabricants et importateurs, des prix maximaux de vente au détail de leurs produits — Réglementation nationale imposant un prix minimal de vente au détail des cigarettes — Réglementation nationale interdisant la vente des produits du tabac à «un prix de nature promotionnelle contraire aux objectifs de santé publique» — Notion de «législations nationales sur le contrôle du niveau des prix ou le respect des prix imposés» — Justification — Protection de la santé publique — Convention-cadre de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac

2010/C 113/08

Affaire C-198/08: Arrêt de la Cour (troisième chambre) du 4 mars 2010 — Commission européenne/République d'Autriche

Manquement d'État — Directive 95/59/CE — Impôts autres que les taxes sur le chiffre d'affaires frappant la consommation des tabacs manufacturés — Article 9, paragraphe 1 — Libre détermination, par les fabricants et importateurs, des prix maximaux de vente au détail de leurs produits — Réglementation nationale imposant un prix minimal de vente au détail des cigarettes ainsi qu'un prix minimal de vente au détail du tabac fine coupe — Justification — Protection de la santé publique — Convention-cadre de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac

2010/C 113/09

Affaire C-221/08: Arrêt de la Cour (troisième chambre) du 4 mars 2010 — Commission européenne/Irlande

Manquement d'État — Directive 95/59/CE — Impôts autres que les taxes sur le chiffre d'affaires frappant la consommation des tabacs manufacturés — Article 9, paragraphe 1 — Libre détermination, par les fabricants et importateurs, des prix maximaux de vente au détail de leurs produits — Réglementation nationale imposant un prix minimal de vente au détail des cigarettes — Justification — Protection de la santé publique — Convention-cadre de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac

Affaire C-297/08: Arrêt de la Cour (quatrième chambre) du 4 mars 2010 — Commission européenne/République italienne
Manquement d'État — Environnement — Directive 2006/12/CE — Articles 4 et 5 — Gestion des déchets — Plan de gestion — Réseau adéquat et intégré d'installations d'élimination — Danger pour la santé humaine ou l'environnement — Force majeure — Troubles à l'ordre public — Criminalité organisée

2010/C 134/15

Affaire C-432/08 P: Ordonnance de la Cour du 9 décembre 2009 — Luigi Marcuccio/Commission européenne
Pourvoi — Fonctionnaires — Sécurité sociale — Prise en charge des frais médicaux — Rejet implicite de la demande visant au remboursement intégral des frais médicaux encourus par le requérant — Pourvoi en partie manifestement irrecevable et en partie manifestement non fondé

Affaire C-73/08: Arrêt de la Cour (grande chambre) du 13 avril 2010 (demande de décision préjudicielle de la Cour constitutionnelle — Belgique) — Nicolas Bressol, Anthony Wolf, Cédric Helie, Valérie Jabot, Claude Keusterickx, Denis Wilmet, Charlène Meurou, David Bacquart, Ayhar Gabriel Arslan, Yves Busegnies, Serge Clement, Sabine Gelaes, Etienne Dubuisson, Caroline Kinet, Dominique Peeters, Robert Lontie, Yannick Homerin, Isabelle Pochet, Walid Salem, Karin Van Loon, Olivier Leduc, Annick Van Wallendael, Dorothée Van Eecke, Olivier Ducruet, Céline Hinck, Nicole Arpigny, Eric De Gunsch, Thibaut De Mesmaeker, Mikel Ezquer, Constantino Balestra, Philippe Delince, Madeleine Merche, Jean-Pierre Saliez, Véronique de Mahieu, Muriel Alard, Danielle Collard, Pierre Castelein, Dominique De Crits, André Antoine, Christine Antierens, Brigitte Debert, Véronique Leloux, Patrick Parmentier, M. Simon, Céline Chaverot, Marine Guiet, Floriane Poirson, Laura Soumagne, Elodie Hamon, Benjamin Lombardet, Julie Mingant, Anne Simon, Anaïs Serrate, Sandrine Jadaud, Patricia Barbier, Laurence Coulon, Renée Hollestelle, Jacqueline Ghion, Pascale Schmitz, Sophie Thirion, Céline Vandeuuren, Isabelle Compagnion/Gouvernement de la Communauté française

Citoyenneté de l'Union — Articles 18 et 21 TFUE — Directive 2004/38/CE — Article 24, paragraphe 1 — Liberté de séjour — Principe de non-discrimination — Accès à l'enseignement supérieur — Étudiants ressortissants d'un État membre se rendant dans un autre État membre pour y suivre une formation — Contingentement des inscriptions d'étudiants non résidents à des formations universitaires dans le domaine de la santé publique — Justification — Proportionnalité — Risque pour la qualité de l'enseignement des matières

médicales et paramédicales — Risque de pénurie de diplômés dans les secteurs professionnels de la santé publique

Affaire C-160/08: Arrêt de la Cour (troisième chambre) du 29 avril 2010 — Commission européenne/République fédérale d'Allemagne
Manquement d'État — Marchés publics de services — Articles 43 CE et 49 CE — Directives 92/50/CEE et 2004/18/CE — Services publics de secours — Transport médical d'urgence et transport sanitaire qualifié — Obligation de transparence — Article 45 CE — Activités participant à l'exercice de l'autorité publique — Article 86, paragraphe 2, CE — Services d'intérêt économique général

Affaire C-341/08: Arrêt de la Cour (grande chambre) du 12 janvier 2010
demande de décision préjudicielle du Sozialgericht Dortmund — Allemagne) — Domnica Petersen/Berufungsausschuss für Zahnärzte für den Bezirk Westfalen-Lippe (Directive 2000/78/CE — Articles 2, paragraphe 5, et 6, paragraphe 1 — Interdiction des discriminations fondées sur l'âge — Disposition nationale fixant à 68 ans l'âge maximal pour l'exercice de la profession de dentiste conventionné — Objectif poursuivi — Notion de « mesure nécessaire à la protection de la santé » — Cohérence — Caractère apte et approprié de la mesure

Affaires T-128/08 et T-241/08: Ordonnance du Tribunal du 5 mai 2010 — CBI et ABISP/Commission
«Aides d'État — Subventions octroyées par les autorités belges aux hôpitaux publics — Service d'intérêt économique général — Plainte — Prétendue décision de classer la plainte — Adoption ultérieure d'une décision déclarant l'aide compatible avec le marché commun — Non-lieu à statuer»

<http://curia.eu.int/fr/index.htm>

III. Jurisprudence étrangère (sélection) / Ausländische Rechtsprechung (Auswahl)

Allemagne / Deutschland

NJW, H. 24, 2010, p. 1718. SPICKHOFF A., Die Entwicklung des Arztrechts 2009/2010.

Medizinrecht, Vol. 28, Number 5, mai 2010, p. 316. BGH, Urt. v. 30. 4. 2009 – I ZR 117/07 (OLG Düsseldorf)

Werbung eines Blutspendedienstes mit Gewährung einer Aufwandsentschädigung für Blutspende. Der bloße Hinweis in der Werbung eines Blutspendedienstes, dass den Spendern eine Aufwandsentschädigung gewährt werden kann, die sich am unmittelbaren Aufwand orientiert (§10 S. 2 Transfusionsgesetz), verstößt nicht gegen das Werbeverbot nach §7 Abs. 3 HWG

Medizinrecht, Vol. 28, Nr 3, mars 2010. BGH, Urt. v. 18. 11. 2008 – VI ZR 198/07 (OLG Oldenburg)

Erstmals in der Berufungsinstanz vorgetragener Einwand der hypothetischen Einwilligung bei unzureichender Risikoaufklärung. Wird der Einwand der hypothetischen Einwilligung erst im zweiten Rechtszug erhoben, handelt es sich grundsätzlich um ein neues Verteidigungsmittel i. S. des § 531 Abs. 2 ZPO.

Medizinrecht, Vol. 28, Nr 3, mars 2010, p. 184. Betrug durch Verkauf eines Medikaments BGH, Beschl. v. 29. 7. 2009 – 2 StR 91/09 (LG Kassel)

1. Beim Betrug sind auch bei Serienstraftaten regelmäßig konkrete Feststellungen dazu erforderlich, welches Vorstellungsbild der einzelne Erklärungsempfänger hatte.

2. Im Fordern eines bestimmten Preises liegt nicht ohne Weiteres die Zusicherung, dass dieser auch angemessen oder üblich ist. (Leitsätze des Bearbeiters)

Medizinrecht, Vol. 28, Nr 1, Janvier 2010, p. 36. KG, Beschl. v. 9. 10. 2008 – 3 Ws 139/08 (LG Berlin)

Strafbarkeit der Präimplantationsdiagnostik

1. Zur Frage der Strafbarkeit der Präimplantationsdiagnostik nach § 1 Abs. 1 Nr. 2 und § 2 Abs. 1 ESchG.

2. "Verwenden" i.S. der Vorschrift des § 2 Abs. 1 ESchG bedeutet, mit dem Embryo etwas in einer Absicht zu tun, die nicht seiner Erhaltung dient. Demgemäß fällt unter anderem das zur Tötung des Embryos führende Wegschütten darunter. Hingegen entspricht das Unterlassen lebenserhaltender Maßnahmen zugunsten des Embryos, das heißt das

Ihn-Absterben-Lassen, in seinem Unrechtsgehalt nicht einer aktiv-missbräuchlichen Verwendung. (Leitsatz 2 von der Bearbeiterin)

Autriche / Österreich

Öjz (Österreichische Juristen Zeitung), 02, 2010, p. 78, OGH 4. 8. 2009, 9 Ob 64/08i

Aufklärungspflicht des Arztes und Beweislast.

Belgique / Belgien

Revue de droit de la santé 09/10, n° 4, p. 215. Cour d'appel de Liège (20^{ème} chambre) 22 janvier 2009. Note de S. Panis.

Wrongful pregnancy. Avortement. Obligations de moyens. Obligation de moyens. Obligation de limitation du dommage. Abandon pour adoption.. Dommage.

France / Frankreich

Dalloz, n° 44, 24 décembre 2009, p. 2933, Civ 2^e, 19 novembre 2009

Hépatite C : préjudice spécifique de contamination et déficit fonctionnel permanent.

La Semaine juridique, n° 21, 24 mai 2010, p. 568, Cass. soc., 11 mai 2010, n° 09-42.241 et 09-42.257, FP P+B+R.

Amiante. Reconnaissance d'un préjudice spécifique d'anxiété.

Italie / Italien

Il foro italiano, Gennaio 2010, p. 141. Cass. 11 maggio 2009, n. 10741 (I,141).

"giurisprudenza-normativa" a proposito della responsabilità di sanitari per danni al nascituro e ai genitori per omessa informazione sui rischi di terapia farmacologica contro l'infertilità.

Il foro italiano, Marzo 2010, p. 141. Cass. 16 gennaio 2009, n. 975, (I,994).

circa il frazionamento della responsabilità professionale del medico o della struttura sanitaria fra inesatto adempimento e concomitante fattore naturale costituito dalla situazione patologica del paziente

Italian yearbook of international law, vol. 18, 2008, p. 341. Corte di Cassazione (Sez. III civile), 15 September 2008, No. 23676. G.M. v. Gestione Liquidatoria della soppressa USL/11 Pordenonese
Medical treatments. Blood transfusions. Jehova's witnesses. Right to health. Conscientious objection to transfusion of blood on religious grounds. Risk to life. Informed consent. Oviedo Convention.

IV. Jurisprudence fédérale / Bundesrechtsprechung

La jurisprudence des autorités administratives de la Confédération (JAAC) est accessible en texte intégral sur internet à l'adresse suivante :

<http://www.jaac.admin.ch> et

<http://www.bk.admin.ch/dokumentation/02574/index.html?lang=fr>

La jurisprudence du Tribunal fédéral est accessible à l'adresse suivante :

<http://www.bger.ch/> pour tous les arrêts publiés par le Tribunal fédéral.

Pour les arrêts concernant les assurances maladie et accident, voir aussi le site du Tribunal administratif fédéral :

<http://www.bundesverwaltungsgericht.ch/fr/index/entscheide/jurisdiction-datenbank.htm>

1C_430/2009 – Arrêt de la 1^{ère} Cour de droit public du 4 février 2010.

Droit de déterminer le lieu d'inhumation de son cadavre. Le droit du défunt prime celui des proches. Son respect peut justifier une exhumation.

2C_656/2009 – Arrêt de la 2^e Cour de droit public du 24 juillet 2010.

Réglementation cantonale sur les conditions de la reconnaissance d'intérêt public des EMS leur donnant droit à une participation financière de l'Etat. Compatibilité de la réglementation avec la liberté économique et l'égalité de traitement entre concurrents.

4D_151/2009 – Arrêt de la 1^{ère} Cour de droit civil du 15 mars 2010.

Patient souffrant d'une hépatite B peu après une gastroscopie. Appréciation de la causalité naturelle.

5A_524/2009 – Arrêt de la 2^e Cour de droit civil du 2 septembre 2009 (aussi résumé par Ph. Meier in RDT 2009 405 n° 113-09).

Traitement forcé. Elucidation nécessaire des effets secondaires à long terme des neuroleptiques pour pouvoir procéder à une pesée complète des intérêts.

5A_688/2009 – Arrêt de la 2^e Cour de droit civil du 2 novembre 2009 (aussi résumé par Ph. Meier *in* RMA 2010 140 n° 39-10)..

Privation de liberté à des fins d'assistance. En l'espèce, son maintien ne se justifie que si un traitement médicamenteux forcé peut être ordonné.

5A_792/2009 – Arrêt de la 2^e Cour de droit civil du 21 décembre 2009 (suite de l'arrêt 5A_524/2009 ; aussi résumé par Ph. Meier *in* RMA 2010 140 n° 38-10).

Traitement médicamenteux forcé jugé indispensable et sans effets secondaires graves. Cela justifie de l'ordonner sur la base de la législation zurichoise et de maintenir la privation de liberté à des fins d'assistance.

5A_803/2009 – Arrêt de la 2^e Cour de droit civil du 16 décembre 2009 (aussi résumé par Ph. Meier *in* RMA 2010 139 n° 34-10).

Personne dont les troubles psychiques l'empêchent de réaliser la nécessité d'un traitement somatique. Justification suffisante pour une privation de liberté à des fins d'assistance.

5A_335/2010 – Arrêt de la 2^e Cour de droit civil du 6 juillet 2010.

Admissibilité de mesures de contention et d'isolement au cours d'une privation de liberté à des fins d'assistance.

6B_950/2009 – Arrêt de la Cour de droit pénal du 10 mars 2010.

Mesure de traitement institutionnel à effectuer dans un établissement pénitentiaire fermé (art. 56 et 59 CP). Détermination de la mesure.

9C_618/2009 – Arrêt de la 2^e Cour de droit civil du 14 avril 2010.

Traitement prodigué par un hôpital ne figurant pas sur la liste hospitalière du canton. Etendue du devoir de renseigner de la caisse-maladie. Refus justifié de prendre en charge le traitement dans l'assurance obligatoire des soins.

ATF 136 I 17 – Arrêt de la 2^e Cour de droit public du 23 novembre 2009.

La fumée de narguilés tombe sous le coup de la réglementation bernoise sur la protection contre le tabagisme passif.

ATF 136 I 29 – Arrêt de la 2^e Cour de droit public du 23 novembre 2009.

La réglementation bernoise sur la protection contre le tabagisme passif (fumer, pas de débit dans le fumer, accès interdit aux mineurs) ne viole pas le droit constitutionnel.

ATF 136 I 121 – Arrêt de la 2^e Cour de droit social du 19 mars 2010.

Prestation (pose d'un anneau gastrique) à charge de l'assurance obligatoire des soins limitée aux personnes de moins de 60 ans. La limite d'âge n'est pas inconstitutionnelle.

ATF 135 V 443 – Arrêt de la 2^e Cour de droit social du 9 novembre 2009.

Compétence du Tribunal arbitral pour statuer sur la portée de la protection tarifaire. Celle-ci ne s'étend pas aux prestations allouées dans la division (semi-)privée d'un hôpital.

ATF 135 V 465 – Arrêt de la 1^{ère} Cour de droit social du 28 octobre 2009.

Dans la procédure d'octroi ou de refus de prestations d'assurances sociales, il n'existe pas de droit formel à une expertise menée par un médecin externe à l'assurance. Une telle expertise doit cependant être ordonnée en cas de doute sur la fiabilité ou la pertinence des constatations médicales effectuées à l'interne.

ATF 136 V 84 – Arrêt de la 2^e Cour de droit social du 25 février 2010.

Portée de la liste positive des prestations (art. 25 al. 2 let. b LAMal et art. 20-20a al. 1 OPAS). Une gouttière de type Michigan ne figure pas sur la liste exhaustive des moyens et appareils. La gouttière et les frais d'ajustement ne sont donc pas à la charge de l'assurance obligatoire des soins.

ATF 136 V 95 – Arrêt de la 1^{ère} Cour de droit social du 2 mars 2010.

Coordination entre l'assurance-chômage et l'assurance invalidité. Personne sans emploi, capable de ne travailler qu'à temps partiel pour des raisons de santé, ayant demandé des prestations de l'Al. Droit à une pleine indemnité journalière de chômage si elle est prête à accepter un emploi dans la mesure de sa capacité de travail.

Die Praxis 1/2010 p. 67

Traduction en allemand de l'ATF 135 V 215 (texte original en français).

Begriff der Erwerbunfähigkeit (art. 7 Abs 2 ATSG).

Die Praxis 1/2010 p. 82

Traduction en allemand de l'ATF 135 V 88 (texte original en français).

Leistungspflicht für Rettungskosten (Art. 25 Abs 2 lit. g KVG i. V. m. Art. 27 KLV; Art 13 UVG in V. m. Art 20 UVV; Art. 19 MVG).

Die Praxis 2/2010 p. 146

Traduction en allemand de l'ATF 135 V 249 (texte original en français).

Begriff des Wohnsitzes als des Anspruchs auf eine ausserordentliche Rente und eine Hilflosenentschädigung der Invalidenversicherung (Art. 13 Abs 1 ATSG i. v. m. Art. 42 Abs 1 AHVG [in der seit 1. Januar 2003 geltenden Fassung] sowie mit Art. 39 Abs 1 und 42 Abs 1 IVG [letzter in der seit 1. Januar 2004 geltenden Fassung]; Art. 25 Abs 2 ZGB).

Die Praxis 2/2010 p. 158

Traduction en allemand de l'ATF 135 V 269 (texte original en français).

Begriff der Berufskrankheit; Renteanspruch bei Berufswechsel wegen einer Sensibilisierung auf schädlich Stoffe (Art. 9 Abs 1, 18 Abs. 1 UVG).

Die Praxis 3/2010 p. 239

Traduction en allemand de l'ATF 135 V 309 (texte original en français).

Beschlüsse der Regierungsrates des Kanton Neuenburg vom 22. Dezember 2008 und vom 16. Februar 2009 über die maximalen Tagestaxen für Bewohner privater Heime mit Anspruch auf Ergänzungsleistungen zu AHV und IV; abstrakte Normenkontrolle (Art. 82 lit. b, 87 Abs 1, 106 Abs 2 BGG; Art. 10 Abs 2 lit. a ELG).

Die Praxis 5/2010 p. 400

Traduction en allemand de l'ATF 135 III 339 (texte original en français).

Vergütung von Heilungskosten durch die SUVA für einen in Frankreich wohnenden französischen Staatsangehörigen der in der Schweiz arbeitet; Verletzung der Beratungspflicht (Art. 8, 15 FZA; Art. 1 Abs 1 Anhang 4 FZA ; Art. 13 Abs. 1, 19 Abs 1 lit. a, 20, 22 Abs 1 lit. a, 89 VO [EWG] Nr. 1408/71; Art. 114 VO [EWG] Nr. 574/72; Art. 27 ATSG).

Die Praxis 6/2010 p. 485

Traduction en allemand de l'ATF 135 V 473 (texte original en français).

Parteientschädigung und Rechtsschutzversicherung (Art. 61 lit. g ATSG; Art. 68 Abs 1 BGG).

Droit et politique de la concurrence 2009/4, p. 349. Pfizer/Wyeth

Concentrations d'entreprises

Droit et politique de la concurrence 2009/4, p. 442. Merck and Co./Schering-Plough

Concentrations d'entreprises

JAAC 2010.6, p. 68-74.

Auszug aus dem Entscheid des Bundesrates über die Aufsichtsbeschwerde des Schweizerischen Vereins der Physiotherapeuten diplomiert in Osteopathie und X. gegen die Schweizerische Konferenz der kantonalen Gesundheitsdirektorinnen und -direktoren.

Mit einer Beschwerde an den Bundesrat nach Art. 70 Abs. 4 BGG kann nicht die Beachtung von Erwägungendes Bundesgerichts verlangt werden, auf die das Dispositiv des betreffenden Urteils nicht ausdrücklich verweist.

Die Rüge, die Zusammensetzung einer interkantonalen Prüfungskommission verletze die Rechtsgleichheit (Art. 8 BV), kann mit Beschwerde gegen Entscheide der Prüfungskommission geltend gemacht werden; letzte Beschwerdeinstanz ist dabei das Bundesgericht. Subsidiarität der Aufsichtsbeschwerde an den Bundesrat.

JDT 2009 IV p. 79-90

Cour de droit pénal. - X c. Ministère public du canton de Zurich (recours en matière pénale), 10 octobre 2008; ATF 134 IV 315 (6B_263/2008).

Examen des internements ordonnés sous l'ancien droit. Mesure thérapeutique institutionnelle. Conditions

Art. 59, 64 CP; ch. 2 al. 2 Disp. fin. CP.

RDAF 2009 (65), vol. 4, 5 et 6, p. 560s, (résumé Nicolas WISARD). ATF 134 II 235-243 (2.4.2008/f)

Loi cantonale (VD) sur la santé publique. Sanction disciplinaire infligée à un professionnel de la santé.

RDAF 2009 (65), vol. 4, 5 et 6, p. 562s, (résumé et trad. Nicolas WISARD). ATF 134 IV 175-184, c. 3 et 4 (24.4.2008/a)

Loi fédérale sur les produits thérapeutiques (LPT): admissibilité de l'usage off label d'un médicament contre le cancer.

RDAF 2009 (65), vol. 4, 5 et 6, p. 564s, (résumé et trad. Nicolas WISARD). ZBI 2008, 272-276 (1.5.2007/a)

Ordre de rappel de médicaments mis sur le marché dans une composition différente de la formule admise par Swissmedic (art. 66 LPTH). Preuve de l'absence de mise en danger de la santé sans pertinence.

RDAF 2009 (65), vol. 4, 5 et 6, p. 566s, (résumé et trad. Liliane SUBILIA-ROUGE).
ATF 134 I 105-113 (6.3.2008/a)

Prise en charge de frais d'adaptation d'un second logement pour cause d'invalidité. Droit à la vie familiale.

Rivista ticinese di diritto, II–2009 p. 157 n° 38, TF 9.4.2009 N. 6B_1004/2008
Art. 318, 251 CP ; discrimine tra falsità in documenti e falso certificato medico. Il falso certificato medico è una forma particolare di falsità in documenti. Per effettuare il discrimine tra l'art. 251 CP e l'art. 318 CP, occorre fondarsi unicamente sulla natura del documento inveritiero e sulla veste in cui l'autore dell'infrazione agisce. Qualora il documento inveritiero sia un certificato medico e l'autore agisca in qualità di medico, dentista, veterinario o levatrice, solo l'art. 318 CP può trovare applicazione e il reato di falsità in documenti dell'art. 251 CP non può essere preso in considerazione neppure a titolo sussidiario. Il medico che sottoscrive una richiesta di prolungo e un rapporto intermedio/finale contrari alla verità allo scopo di sollecitare una prestazione dalla casse malati commette l'infrazione di falso certificato medico giusta l'art. 318 CP.

Rivista ticinese di diritto, II–2009 p. 178 n° 44, TF 2.3.2009 N. 8C_649/2008
Art. 4 LPGA ; arresto a causa di un errore di persona ; trauma psichico ; infortunio ; causalità adeguata. Un trauma psichico costituisce infortunio se è la conseguenza di un avvenimento di particolare violenza, avvenuto alla presenza dell'assicurato e atto a turbare immediatamente l'equilibrio psichico non solo di persone che godono di costituzione psichica sana, ma anche di soggetti in grado di sopportare in maniera limitata determinati shock nervosi, provocando reazioni di angoscia e di terrore (come paralisi, palpitazioni, confusione mentale o altri disturbi psichici). Tali requisiti non sussistono nel caso di un arresto : essendo in parte in casu prevedibile l'arresto non adempie il criterio della straordinarietà.

Rivista ticinese di diritto, II–2009 p. 189 n° 46, TF 19.3.2009 N. 9C_294/2008
Art. 4, 28 LAI ; 8 LPGA ; distimia ; diniego di prestazioni dell'assicurazione invalidità. La distimia secondo il sistema di classificazione ICD-10

convenzionalmente utilizzato è una depressione cronica dell'umore non sufficientemente grave o nella quale i singoli episodi non sono sufficientemente prolungati da giustificare una diagnosi di sindrome depressiva ricorrente grave, di media gravità o lieve. Tale affezione, se non è associata ad altre diagnosi, come ad esempio a un disturbo serio della personalità, non esplica di principio effetti invalidanti. Conseguentemente un'assicurata affetta dal profilo psichiatrico "unicamente" da distimia, la cui attitudine al lavoro è limitata da fattori psicosociali estranei all'invalidità (ripresa dell'attività lucrativa dopo il congedo di maternità e conseguente sovraccarico nel doppio ruolo di madre di famiglia e di donna impegnata al livello professionale), non ha diritto a prestazioni dell'Al.

*Rivista ticinese di diritto, II-2009 p. 197 n° 46, TF 28.11.2008 N. 9C_2743/2007
Art. 32 cpv. 1, 52 cpv. 1 LAMal ; 34, 65 OAMal ; 30 segg. OPre ; utilizzo di un farmaco "al di fuori dell'etichetta" ; Topamax ; presa a carico da parte dell'assicuratore malattia in via eccezionale. Di principio un medicamento figurante nell'elenco delle specialità, utilizzato – "al di fuori dell'etichetta" – per altre indicazioni rispetto a quelle autorizzate da Swissmedic e alle quali fa riferimento l'istruzione destinata agli specialisti, non è assunto dall'assicurazione obbligatoria per le cure medico-sanitarie, a meno che si sia in presenza : 1) di un "complesso terapeutico" oppure 2) di una malattia che, oltre a minacciare la vita dell'assicurato oppure a provocare una grave e cronica affezione alla sua salute, non può essere curata diversamente in maniera efficace per mancanza di alternative terapeutiche, a condizione però che il prodotto in questione presenti un'utilità terapeutica importante. Il Topamax è stato incluso nell'elenco delle specialità senza particolari limiti per il trattamento dell'epilessia e dell'emicrania. Nel caso di specie l'utilizzo di questo farmaco "al di fuori dell'etichetta", e meglio per la cura di una patologia bipolare, va preso a carico dell'assicurazione malattia in via eccezionale, poiché, da un lato, la malattia cui l'assicurato soffre da molti anni minaccia la sua vita o comunque provoca una grave e cronica affezione alla sua salute (si sono resi necessari svariati ricoveri, presenza di ideazione suicidale, ecc.). Dall'altro, l'importante utilità terapeutica del farmaco può essere confermata, visto che l'assicurato viene curato da alcuni anni con il Topamax e il suo stato di salute è sensibilmente migliorato.*

*Rivista ticinese di diritto, II-2009 p. 207 n° 55, TF 15.5.2009 N. 2C_844/2008
Art. 2 segg. LMI ; 63 segg. LSan ; condizioni di ammissione all'esercizio, in Ticino, di un'attività professionale nell'ambito delle terapie complementari di un terapeuta autorizzato in un altro cantone. La diversità tra la regolamentazione in vigore nel cantone Ticino applicabile ai terapisti complementari, più severa rispetto alla legislazione del cantone di provenienza di un "cromoterapista", non permette alle*

Autorità ticinesi di impedire a quest'ultimo l'accesso al mercato ticinese e nemmeno di imporre oneri supplementari, stante, in casu, la comprovata, decennale esperienza professionale del richiedente. Il cantone ha legittimazione ricorsuale in quanto la vertenza non riguarda aspetti puramente individuali.

Rivista ticinese di diritto, II-2009 p. 2615 n° 1c, TF 17.3.2009 N. 4A_580/2008
Art. 25, 29 Lresp/TI ; responsabilità dello Stato per atti avvenuti in un ospedale appartenente all'EOC ; ricorso in materia civile ; termine di decorrenza della prescrizione ; nozione di danno e della persona responsabile. In un'azione fondata sul regresso avviato dall'AI contro lo Stato per l'invalidità sopraggiunta in un paziente dopo un intervento chirurgico, la prescrizione inizia a decorrere solo al momento in cui è nota la persona responsabile del danno subito. Nella fattispecie, solo quando la perizia extra-giudiziaria chiesta dal paziente ha messo in luce la violazione dell'arte medica e il nesso di causalità tra l'intervento e l'invalidità.

Semaine Judiciaire (SJ) 2010 I p. 16

Arrêt du Tribunal fédéral du 23 juillet 2009 dans la cause 9C_1042/2008.
Assurance-invalidité (allocation pour impotent). Conditions du bénéfice de l'assurance pour un ressortissant étranger. Naturalisation de l'intéressé après la survenance du cas d'assurance. Moment pertinent pour déterminer les conditions du droit au bénéfice de l'assurance en cas de naturalisation postérieure à l'événement ayant entraîné l'impotence (Art. 6 al. 1 et 2, 42 LAI ; Art. 9, 13 LPGA).

Semaine Judiciaire (SJ) 2010 I p. 32

Arrêt du Tribunal fédéral du 23 mars 2009 dans la cause 9C_513/2008.
Assurances sociales. Reconsidération non justifiée en règle générale par un changement de pratique ou de jurisprudence. Sécurité juridique. Moment pertinent pour l'admission d'un fait nouveau (Art. 53 LPGA).

Semaine Judiciaire (SJ) 2010 I p. 42

Arrêt du Tribunal fédéral du 9 juin 2009 dans la cause 9C_846/2008.
Assurances sociales. Reformatio in pejus. Examen d'office des conditions formelles (Art. 61 let. d LPGA ; Art. 106 al. 1 LTF).

Semaine Judiciaire (SJ) 2010 I p. 161

Arrêt du Tribunal fédéral du 5 octobre 2009 dans la cause 9C_521/2008.

Assurance-vieillesse. Prestations pour survivants. Partenariat enregistré. Identité des conditions légales pour un partenaire enregistré et pour un veuf. Discrimination fondée sur le sexe. Interprétation de la loi (Art. 5, 14 CEDH ; Art. 8, 190 Cst féd ; Art. 13a LPGA ; Art. 23, 24 LAVS).

Semaine Judiciaire (SJ) 2010 I p. 201

Arrêt du Tribunal fédéral du 11 septembre 2009 dans la cause 8C_784/2008.

Assurances sociales. Protection de la confiance. Employé assuré à titre obligatoire contre les accidents. Résiliation par lui du contrat de travail. Inexécution par l'assureur et l'employeur de leur devoir d'informer l'employé de son droit de prolonger l'assurance pour 180 jours par une convention spéciale. Survenance d'un accident dans ce délai. Principes de droit public de la protection de la confiance. Traitement du requérant comme si le devoir d'informer avait été respecté. Causalité hypothétique. Pouvoir d'examen du Tribunal fédéral (Art. 3 al. 2 LAA).

Semaine Judiciaire (SJ) 2010 I p. 244

Arrêt du Tribunal fédéral du 30 octobre 2009 dans la cause 9C_376/2009.

Prestations complémentaires à l'AVS/AI. Imputation de la valeur locative de l'immeuble propriété du requérant pour déterminer son revenu en vue de fixer le montant de la prestation. Calcul de cette valeur locative non pas selon le droit fiscal cantonal (réduction de la valeur locative en proportion du nombre d'années d'occupation de l'immeuble) mais selon le droit fiscal fédéral (valeur locative brute) (Art. 3c aLPC ; Art. 7 LHID ; Art. 12 OPC-AVS/AI, Art. 7 aLIPP-IV).

Sic! 11-2009, p. 816, TFA du 6 mai 2009. «Oxycontin retard II».

ZBI (Schweizerisches Zentralblatt für Staats- und Verwaltungsrecht), 111 Jg, nr 3, März 2010, p. 172. Bundesgericht, 20 November 2008, 2C_367/2008.

Verwendung des Begriffs „Zahnklinik“ für eine Zahnarztpraxis.

V. Jurisprudence cantonale / Kantonale Rechtsprechung

Bâle / Basel

- Basler Juristische Mitteilungen (BJM) 1/2010 p. 38
Urteil des Sozialversicherungsgerichts vom 29.10.2008 in Sache Y. D.-D.
Führen frühere Äusserungen eines medizinischen Gutachters in einem Pressartikel dazu bei diesem den Anschein der Befangenheit und die Gefahr der Vereingenommenheit zu begründen? (vgl. Art. 44 ATSG).

Das Bundesgericht hat eine Beschwerde gegen dieses Urteil am 9.9.2009 abgewiesen.

- Basler Juristische Mitteilungen (BJM) 2/2010 p. 102
Urteil des Präsidenten des Sozialversicherungsgerichts vom 4.5.2009 in Sache M. V.-H.
Ohne Befristung einer Invalidenrente vor Beginn einer Eingliederungsmassnahme lebt die Rente nach Beendigung der beruflichen Massnahme wieder auf.

Berne / Bern

- JAB 2010 (4), 174, Urteil des Verwaltungsgerichts (Sozialversicherungsrechtliche Abteilung) vom 4. Januar 2010 i.s. Z. gegen IV-Stefle Bern (IV 200.2008.70068)
Assurance-invalidité: contribution de l'assurance-invalidité aux coûts d'un monte-rampes d'escaliers dans le cadre du droit d'échange avec un fauteuil roulant permettant de monter et descendre des escaliers (art. 21 al. 2 LAI; ch. /4.04 et 14.05 de l'annexe à l'OMAI)
- JAB 2010 (5), 233. Urteil des Verwaltungsgerichts (Sozialversicherungsrechtliche Abteilung) vom 9. Dezember 2009 i.8. L. gegen IV-Stelle Bern (IV 200.2009.771)
Assurance-invalidité: caractère invalidant d'un syndrome de fatigue chronique (art. 8 al. 1 LPGA; art. 4 al. 1 LAI)

Grisons / Graubünden

- PVG 2009, p. 50. Verwaltungsgericht, Urteil vom 1. Dezember 2009, 3. Kammer, U 09 21
Nichtraucherschutz und Busse
http://db.vg-gr.ch/dynamic/uploads/u_09_21_01-03-10-07-40-21.doc

Jura

- Revue jurassienne de jurisprudence (RJJ) 1/2009 p. 25.
Arrêt du Tribunal cantonal – Cour constitutionnelle : Nature juridique du plan hospitalier. Requête de trois communes et d'un particulier. Qualité

pour agir des requérants. Computation du délai de quinze jours pour former une requête auprès de la Cour constitutionnelle.

Neuchâtel / Neuenburg

TA.2009.259.AI. Décision du 10.02.10.

Demande tardive de prestations de l'AI. Protection de la bonne foi de l'assuré en cas de défaut du devoir de renseigner et de conseiller de l'assureur.

Cas où le défaut de renseignement de l'OAI a conduit le Tribunal administratif à accorder des prestations en dépit de la demande tardive de l'assuré.

TA.2009.267. Décision du 10.02.10. Recours pendant au TF (Réf. 9C_237/2010)

Assurance-maladie. Réparation d'une violation du droit d'être entendu. Traitement dentaire en cas d'infirmité congénitale après l'âge de 20 ans. Conditions de la réparation, devant l'autorité de recours, de la violation du droit d'être entendu. Prise en considération de l'objet du litige.

L'assurance-maladie obligatoire ne peut pas être appelée à répondre des coûts de traitements dentaires occasionnés par une infirmité congénitale qui auraient pu être effectués avant l'âge de 20 ans, sauf si une intervention au-delà de cet âge est requise pour des raisons médicales.

Valais / Wallis

- RVJ / ZWR 2010, p. 89. ATC (Cour des assurances sociales) du 1^{er} avril 2009.

Mesures médicales en cas d'infirmité congénitale. Assuré jusqu'à l'âge de 20 ans. Atteintes à la santé pouvant être délimitées. Répartition des frais entre les diverses assurances concernées.

Doctrine / Lehre

I. Doctrine internationale et étrangère (sélection) / Internationale und ausländische Lehre (Auswahl)

(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

Articles / Aufsätze

Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux

BÄR-BOUYSSIERE B., Arrêt Glaxosmith : les gains d'efficacité existent-ils dans le commerce parallèle des médicaments, *Revue européenne de droit de la consommation*, p. 365.

BOODOO JM., Compounding problems and compounding confusion: federal regulation of compounded drug products and the FDAMA circuit split., *Am J Law Med.*, 36(1), 2010, p. 220.

BRINGUIER-FAU S., Droit de la concurrence et droit des brevets au service des génériques, *Revue générale de droit médical*, N° 33 2009, p. 197.

CARVAL S., Le juge anglais ne peut pas sauver l'action exercée à tort contre le distributeur d'un vaccin défectueux, note sous Cour suprême du Royaume-Uni, 26 mai 2010, *Dalloz*, n° 27, 22 juillet 2010, p. 1753.

CLOVER-THOMAS N., FANNING J., Medicalisation of E-pharmacies in Iatrogenic Harm, *Medical Law Review*, 18/2010, Nr. 1, p. 28.

DE GRAV.VALDEYRON N., Vers un marché unique des médicaments : acquis et nouvelles orientations communautaires, *Cahiers de droit européen*, n° 3-4, 2009, p. 335.

DIVERS AUTEURS, Actes du colloque « Distribution libre des médicaments » du 4 décembre 2009 à la Faculté de droit de l'Université Jean-Monnet à Saint-Etienne, *Revue générale de droit médical*, N° 35 2010, p. 9 ss.

GLOVER-THOMAS N., FANNING J., Medicalisation: the role of E-pharmacies in iatrogenic harm, *Medical law review*, vol. 18 nr 1, Winter 2010, p. 28.

GROSSETETE F., Médicaments falsifiés: le crime organisé, *Revue du Marché commun et de l'Union européenne*, n° 538, mai 2010, p. 295.

HANCHER L., SAUTER W., One step beyond? from Sodemare to Docmorris : The EU's freedom of establishment case law concerning healthcare, *Common market law review*, vol. 47, no 1, 2010, p. 117.

HEARAIL E., Dispositifs de régulation des médicaments en Europe et stratégies d'intervention des autorités réglementaires, *Revue générale de droit médical*, N° 33 2009, p. 245.

KOMNINOS A., DAWES A., EC competition law and parallel trade in pharmaceutical products, In: LIANOS I., KOKKORIS I. (ED.), *The Reform of EC competition law : new challenges*, New York (...), Kluwer, 2010, p 377.

KUBICIEL M., Betrug durch Täuschung über Preisgestaltung und Wirksamkeitsnachweise eines Medikaments : BGH 7.5.2009, III ZR 277/08, *JZ Juristen Zeitung*, 8, 16. April 2010, p. 420.

LANTRES O., MASNIER A.-C., L'application du règlement REACH dans le domaine des dispositifs médicaux, *RDSS*, n° 3, 2010, p. 463.

LOJKO N., Medicinal Products in The European Union—Between Harmonization and Divergence, *Medicine and Law*, Vol. 29, Nr 1, March 2010, p. 61.

MAHALATCHIMY A., L'harmonisation de l'accès au marché des médicaments de thérapie innovante dans l'Union européenne : entre volonté et réalité *Revue générale de droit médical*, N° 33 2009, p. 257.

MISLAWSKI R., Vaccin contre l'hépatite B et sclérose en plaques : retour sur la causalité, *Médecine & droit*, n° 102, mai-juin 2010, p. 105.

ROLLES S., An alternative to the war on drugs, *BMJ*, 2010;341:c3360.

RUEDA I., Lutte contre la contre-façon des médicaments : complémentarité des approches adoptées par la Communauté européenne et le Conseil de l'Europe, *Revue générale de droit médical*, N° 33 2009, p. 215.

SHAH N., When injury is unavoidable : the vaccine act's limited preemption of design defect claims, *Virginia law review*, vol. 96, no 1, March 2010, p. 199.

VAN DEN BRINK H., FALLET P., Les importations parallèles de médicaments au sein de l'Union européenne présentent-elles une menace pour la santé publique ?, *Revue générale de droit médical*, N° 33 2009, p. 349.

VARNEROT V., la transnationalisation du droit de brevets de médicaments : l'approche ADPIC moins à rebrousse-poil, *Journal du droit international*, n° 1, 2010, p. 75.

VINEY G., La responsabilité des fabricants de médicaments et de vaccins: les affres de la preuve, *Recueil Dalloz*, n° 7, 18 février 2010, p. 391.

Assurances sociales

NERON S., La mobilité des patients au sein de l'Union européenne : de l'actuelle coordination à la nécessaire harmonisation, *Revue générale de droit médical*, N° 33 2009, p. 291.

TEISSONNIERE J.-P., MELIN N., Le contentieux de l'amiante, *Gazette du palais*, juillet-août 2009, p. 2306.

Droits des patients, droit de la personnalité

APPEL JM., Sex rights for the disabled ? *Journal of Medical Ethics*, 36 (2010), p. 152.

BALTHAZARD B., Santé environnementale & environnement psychologique : d'abord ne pas nuire, ensuite... ?, *Revue Droit & Santé*, N° 34, mars 2010, p. 113.

BOSSI J., Comment organiser aujourd'hui en France la protection des données de santé, *Revue bimestrielle de droit sanitaire et social*, N°2, mars-avril 2010, p. 208.

CALLU M.-F., Droits des patients : quel cadre législatif, *Droit, déontologie & soins*, vol. 9, n° 4, décembre 2009, p. 480.

CATALA P., La jeune fille et le mort. Du droit de connaître ses origines et des moyens de l'obtenir, CA Paris 1ère Ch., sect C, 6 novembre 1997, *Médecine & droit*, n° 100-101, janvier-avril 2010, p. 17.

DANTAS E., La judiciarisation de la santé : accès aux soins et aux médicaments dans l'expérience brésilienne, *Revue générale de droit médical*, N° 34 2010, p. 97.

DEN EXTER Andre, Health System Reforms in The Netherlands: From Public to Private and its Effects on Equal Access to Health Care, *European Journal of Health Law*, 2010, vol. 17, n° 3, p. 223.

DEPADT-SEBAG V., La place des tiers dans la conception d'un enfant né par AMP avec donneur : un secret d'ordre public, *Recueil Dalloz*, n° 6, 11 février 2010, p. 330.

DEVERS G., Une approche des droits des patients, le point de vue de l'avocat, *Droit, déontologie & soins*, vol. 9, n° 4, décembre 2009, p. 500.

DIEU F., L'obligation d'information du patient ne cesse pas à la sortie de l'hôpital (Note sous CE 2 sept. 2009, Mme Peignien, n°292783), *Revue bimestrielle de droit sanitaire et social*, N°1, janvier-février 2010, p. 104.

EIJKHOLT M., Sterilization and The Birth of a Right: effective access to Medical Records, commentary of the case of KH and others .v Slovakia, n°32881/04, ECHR, 29 April 2009, *Medical Law Review*, 18/2010, Nr. 1, p. 96.

EIJKHOLT M., The Right to Found a Family As a Stillborn Right to Procreate?, *Medical Law Review*, 18/2010, Nr. 2, p. 127.

FRAYSSE P., Un regard sur les droits des patients à l'hôpital, contraintes et libertés, *Droit, déontologie & soins*, vol. 9, n° 4, décembre 2009, p. 484.

FRESNEL F, le médecin et le droit des majeurs, *Gazette du palais*, septembre-octobre 2009, p. 2909.

GRÜNDLER T., ROMAN D., L'éducation sexuelle devant le Comité européen des droits sociaux : entre protection de la santé et lutte contre les discriminations, 30 mars 2009 - Comité eur. drts. sociaux, International Center for the Legal protection of Human Rights (Interights) c. Croatie, *Revue trimestrielle des droits de l'homme*, N° 2010/83, p. 685.

HABOUBI C., Discrimination et santé : le temps d'agir, *Droit, déontologie & soin*, vol. 9, n° 4, décembre 2009, p. 426.

HARMANN L., Das Recht des Patienten auf Aufklärungsverzicht, *NJW*, p. 1253.

HEYWOOD R., MACASKILL A., WILLIAMS K., Informed Consent In Hospital Practice: Health Professionals' Perspectives and Legal Reflections, *Medical Law Review*, 18/2010, Nr. 2, pp. 152-184.

LEPPING P. AND AL., Deprivation of liberty safeguards : how prepared are we? *Journal of Medical Ethics*, 36 (2010), p. 170.

MAILLOLS-PERROY A.-C., HENIN C., L'action de groupe : peut-être inéluctable... mais inadaptée au domaine de la santé, *Revue générale de droit médical*, N° 35 2010, p. 137.

LUGINBÜHL J. O., Schikanen am Arbeitsplatz : rechtliche, gesundheitliche und soziale Aspekte, *ARV / DTA Zeitschrift für Arbeitsrecht und Arbeitslosenversicherung = Revue de droit du travail et d'assurance-chômage*, 2/2010, p. 65.

MIRKOVIC A., Statut de l'embryon : la question interdite, *Semaine juridique*, N°4, 25 janvier 2010, p. 99.

MONA M., Surrogate consent to medical treatment of children in U.S. law : principles, regulations, and practice, *FamPra.ch*, 2/2010, p. 341.

PIERROUX E., Our body, à corps ouvert, l'exposition fermée, *Gazette du palais*, recueil 2009, p. 1728.

RAMEIX S., Des patients ? L'exemple du consentement aux soins en réanimation : entre paternalisme et autonomie, une troisième voie ?, *Médecine & droit*, n° 100-101, janvier-avril 2010, p. 5.

RICHARDSON G., Mental Capacity at the Margin: The Interface Between Two Acts, *Medical Law Review*, 18/2010, Nr. 1, pp 56-78.

RIGAUX F., The right to health, a fundamental human right?, in: *Individual rights and international justice: Liber Fausto Pocar*, Milano, Giuffrè, 2009, p. 763.

ROSCAM ABBING H. D.C. Patients' rights in a Technology and Market Driven-Europe“, *European Journal of Health Law*, 2010, vol. 17 n° 1, p. 11.

RUBIO N., L'influence du droit de l'Union européenne sur le droit au séjour de l'étranger malade, *Revue bimestrielle de droit sanitaire et social*, N°2, mars-avril 2010, p. 265.

SAINT MARTIN A., Le secret médical et le patient (I), le patient (a priori) maître du secret professionnel médical, *Revue Droit & Santé*, N° 34, mars 2010, p. 108.

SAINT MARTIN A., Le secret médical et le patient (II), *Revue Droit & Santé*, N° 36, juillet 2010, p. 326.

SIFRIS R., Restrictive Regulation of Abortion and The Right to Health, *Medical Law Review*, 18/2010, Nr. 2, p. 185.

SILVEIRA MJ. AND AL., Advance Directives and Outcomes of Surrogate Decision Making before Death. *New England Journal of Medicine*, 362 (2010), p. 1211.

TERRIER E., Obligations de soins, autopsie de conflits juridiques, *Revue générale de droit médical*, N° 35 2010, p. 187.

WINKLER E., Ist ein Therapieverzicht gegen den Willen des Patienten ethisch begründbar?, *Ethik in der Medizin*, Vol. 22, Nr 2, 2010, p. 89.

WYNIA MK. AND AL., Collection of Data on Patients' Race and Ethnic Group by Physician Practices. *New England Journal of Medicine*, 362 (2010), p. 846.

Ethique biomédicale

BERTIER G., RIAL-SEBBAG E., CAMBON-THOMSEN A., 2004–2009 : révision de la loi de bioéthique en France, quels enjeux, quels débats ? Assistance médicale à la procréation, gestation pour autrui, transplantation, *Médecine & droit*, n° 100-101, janvier-avril 2010, p. 42.

BONNARD J., La révision des lois de bioéthique, *Recueil Dalloz*, n° 14, 8 avril 2010, p. 846.

BYK C., Bioéthique, *Semaine juridique*, n° 11, 15 mars 2010, p. 302.

CHEMTOB-CONCÉ M.-C., Le nouveau cadre juridique de la biologie médicale, *Médecine & droit*, n° 102, mai-juin 2010, p. 96.

LIANG BA, MACKAY T., Confronting conflict: addressing institutional conflicts of interest in academic medical centers, *Am J Law Med.*, vol. 36(1), 2010, p. 136.

LONDON A. J., ZOLLMAN K. J. S., Research at the auction block: problems for the fair benefits approach to international research, *Hastings center reports*, vol. 40 no 4, July August 2010, p. 34.

MIGNOT A., Les identifications par les empreintes génétiques effectuées post mortem dans le cadre d'une action visant à établir ou contester une filiation, *Revue générale de droit médical*, N° 35 2010, p. 153.

MOULTON B., KING J. S., Aligning Ethics with Medical Decision-Making: The Quest for Informed Patient Choice, *The journal of Law, medicine & ethics*. 2010; 38 (1), p. 85.

NAU J.-Y., Les nouvelles frontières de la mort et de l'argent, *Revue médicale suisse*, n° 232, 20 janvier 2010, p. 154 et n° 233, 27 janvier 2010, p. 212.

RID A., SCHMIDT H., The 2008 Declaration of Helsinki — First among Equals in Research Ethics?, *The journal of Law, medicine & ethics*. 2010; 38 (1), p. 143.

SIRANYAN V. ET AL., Gouvernance et éthique cliniques : deux outils complémentaires pour une meilleure coordination des soins et des traitements, *Médecine & droit*, n° 100-101, janvier-avril 2010, p. 67.

TAMIR S., Direct-To-Consumer Genetic Testing: Ethical-legal Perspectives and Practical Considerations, *Medical Law Review*, 18/2010, Nr. 2, p. 213.

Euthanasie et soins palliatifs

BERGER J. T., Rethinking guidelines for the use of palliative sedation, *Hastings center report*, May-June 2010, p. 32.

BUITING HM. AND AL., Physicians' labelling of end-of-life practices: a hypothetical case study, *Journal of Medical Ethics*, 36 (2010), p. 24.

DRESSER R., Suicide attempts and treatment refusals, *Hastings center report*, May-June 2010, p.10.

EDWARDS S. D., An Argument in Support of Suicide Centres, *Health Care Analysis*, Vol. 18, Nr 2, June 2010, p. 175.

LEGROS B., Sur l'opportunité d'instituer une exception d'euthanasie en droit française, *Médecine & droit*, n° 100-101, janvier-avril 2010, p. 26.

MARTENS W., They Shoot Horses, Don't They? How Valid Are The Arguments Of Opponents Against Euthanasia?, *Medicine and Law*, Vol. 28, Nr 4, December 2009, p. 739.

MÜLLER S., Revival der Hirntod-Debatte: Funktionelle Bildgebung für die Hirntod-Diagnostik, *Ethik in der Medizin*, Vol. 22, Nr 1, 2010, p. 5.

OGDEN RD. AND AL., Assisted suicide by oxygen deprivation with helium at a Swiss right-to-die organisation, *Journal of Medical Ethics*, 36 (2010), p. 174.

PARICARD S., Le médicament et la mort, propos comparatistes sur l'euthanasie, *Revue générale de droit médical*, N° 33 2009, p. 231.

RUTLAND G., Futile or fruitful: the charter and the decision to withhold or withdraw life-sustaining treatment, *Health Law J.*, 17, 2009, p. 81.

SLIGHT B. P., Could Physician-Assisted Suicide be Classified as a Service Under Article 49 of the European Community Treaty?, *Medical law international*, vol. 10, no 2, 2009, p. 139.

TACK S., Legal Aspects Of End-Of-Life Decision Policies In Health Care Institutions, *Medicine and Law*, Vol. 28, Nr 4, December 2009, p. 725.

VAN OVERSTRAETEN M., Belgian Act On Euthanasia: Alterations To Be Expected? *Medicine and Law*, Vol. 28, Nr 4, December 2009, p. 755.

Exercice des professions de la santé, politique professionnelle

ANNAS GJ. AND AL. Standard of Care – In Sickness and in Health and in Emergencies. *New England Journal of Medicine*, 362 (2010), p. 2126.

AULOIS-GRIOT M., La réforme de la biologie médicale : comment améliorer la fiabilité, l'accessibilité et l'efficience des examens biologiques ?, *RDSS*, n° 3/2010, p. 487.

BILLINGS A ET AL., Severe brain injury and the subjective life, *Hastings center report*, May-June 2010, p. 17.

HAUTEVILLE C., l'infirmière et la prescription, *Droit, déontologie & soin*, vol. 9, n° 4, décembre 2009, p. 473.

HOFFMANN D. E. (ED), Comparative Health Law and Policy: What, If Anything, Can We Learn from Other Countries? *The journal of Law, medicine & ethics*. 2009; 37 (4), p. 790.

KEMPER A. ET AL., Ärztliche Schweigepflicht bei Kindeswohlgefährdung: Mehr Handlungssicherheit durch die neuen Kinderschutzgesetze?, *Ethik in der Medizin*, Vol. 22, Nr 1, 2010, p. 33.

PENDO E., Teaching Health Law, *The journal of Law, medicine & ethics*. 2010; 38 (1), p. 154.

PREIS U., Der Arzt zwischen grundrechtlicher Freiheit und staatlicher Regulierung, *MedR Medizinrecht*, Vol. 28, Nr 3, mars 2010, p. 139.

SCHWAPPACH D., Corrélation entre épuisement des médecins et erreurs médicales, *Revue médicale suisse*, n° 256, 14 juillet 2010, p. 1421.

SINGER L. E., BESS M., Teaching Health Law: Combining Pedagogy and Practice: Creating A 21st Century Health Law Curriculum, *The journal of Law, medicine & ethics*. 2009; 37 (4), p. 852.

STIRRAT GM AND AL., on behalf of the Medical Education Working Group of the Institute of Medical Ethics and associated signatories: Medical Ethics and law for doctors of tomorrow: the 1998 Statement updated. *Journal of Medical Ethics*, 36 (2010), p. 55.

VERHAEGEN M.-N., Le nouveau métier de médiateur « droits du patient » : pourquoi ?, *Revue de droit de la santé*, 09/10, n° 3, p. 84.

WALLNER J., Gewissensfreiheit in der Apotheke, *Ethik in der Medizin*, Vol. 22, Nr 2, 2010, p. 117.

Génétique humaine et biotechnologies

ASSCHER E. AND AL., The right not to know and preimplantation genetic diagnosis for Huntington's disease. *Journal of Medical Ethics*, 36 (2010), p. 30.

EBERBACH W. H., Das neue Gendiagnostikgesetz, *MedR Medizinrecht*, Vol. 28, Nr 3, mars 2010, p. 155.

GENENGER A., Das neue Gendiagnostikgesetz, *NJW*, 3, 2010, p. 113.

KESSELHEIM AS. AND AL., Whistle-Blowers' Experiences in Fraud Litigation against Pharmaceutical Companies, *New England Journal of Medicine*, 362 (2010), p. 1832.

LESIEUR F., Réflexions sur les risques sanitaires liés aux organismes génétiquement modifiés : entre principe de précaution et ordre public, *Revue générale de droit médical*, N° 33 2009, p. 339.

MARTI S., Le droit de la concurrence et le patent pooling en matière de biotechnologie : analyse comparée des droits américain, européen et suisse, *Sic !*, 6/2010, p. 410.

NIJAR G. S., Incorporating traditional knowledge in an international regime on access to genetic resources and benefit sharing: problems and prospects, *EJIL European journal of international law*, vol. 21, no 2, 2010, p. 457.

ROCHE T., Sang de cordon : faut-il légiférer pour éviter un nouveau scandale ?, *Revue générale de droit médical*, N° 35 2010, p. 171.

SEITZ C., Reichweite und Schutzzumfang der europäischen Biopatentrichtlinie: Zum Schutz eines Patents für die DNA-Sequenz einer biotechnologischen Erfindung, *Europäische Zeitschrift für Wirtschaftsrecht*, 10, 2010, p. 366.

WILKINSON R., Unjustified Discrimination: Is the Moratorium on the use of Genetic Test Results by Insurers a Contradiction in Terms?, *Health Care Analysis* (publié en ligne le 10 janvier 2010).

WOLF S. M., KUZMA J., Ramachandran Gurumurthy and Paradise Jordan (Ed.), Developing Oversight Approaches to Nanobiotechnology: The Lessons of History, *The journal of Law, medicine & ethics*. 2009; 37 (4), p. 543.

Médecine légale

BOUFETTAL H. ET AL., Aspects médico-légaux de la chirurgie laparoscopique, *Droit, déontologie & soin*, vol. 10, n° 1, mars 2010, p. 49.

CARR D. AND AL., The Older Adult Driver With Cognitive Impairment. "It's a Very Frustrating Life". *Journal of American Medical Association*, 303 (2010), p. 1632.

GOULLE J.-P. ET AL., La soumission chimique : un problème de santé chimique ?, *Bulletin de l'académie nationale de médecine*, T. 194, n° 2, février 2010, p. 241.

JARDE O., GIGNON M., De la loi de santé publique à l'expérimentation « violence et santé » en Picardie, *Bulletin de l'académie nationale de médecine*, T. 194, n° 2, février 2010, p. 431.

NAU Y., Récidives de crimes sexuels : que peut-on bien faire, *Revue médicale suisse*, n° 256, 14 juillet 2010, p. 1418 et n° 257, 28 juillet 2010, p. 1470.

PURSHOUSE RC AND AL., Estimated effect of alcohol pricing policies on health and health economic outcomes in England : an epidemiological model. *Lancet*, 375 (2010), p. 1355.

Médecine du sport

NAMEE MJM. AND AL., Juridical and ethical peculiarities in doping policies, *Journal of Medical Ethics*, 36 (2010), p. 165.

WIESING U., Soll man Doping im Sport unter ärztlicher Kontrolle freigeben?, *Ethik in der Medizin*, Vol. 22, Number 2, 2010, p. 103.

Mesures médicales spéciales

EL BADAWI L., Encadrement juridique des risques liés au développement des nanotechnologies, *Revue de la recherche juridique, droit prospectif*, 1, 2010, p. 1.

GROSS M. L., Medicalized weapons & modern war, *Hasting center report*, January-February 2010, p. 34.

HOFFMANN DE. AND AL., Medical Marijuana and the Law, *New England Journal of Medicine*, 362 (2010), p. 1453.

MARTIN J., Clonage reproductif . besoin de bon sens et de gouvernance internationale, *Revue médicale suisse*, n° 237, 24 février 2010, p. 410.

POLATIN P. B., MODVIG J., RYTTER T., Helping to stop doctors becoming complicit in torture, *BMJ*, 2010;340:c973.

SILOVE D. M., REES S. J., Interrogating the role of mental health professionals in assessing torture, *BMJ*, 2010;340:c124.

STRANG J. AND AL., Supervised injectable heroin or injectable methadone versus optimised oral methadone as treatment for chronic heroin addicts in England after persistent failure in orthodox treatment (RIOTT) : a randomised trial, *Lancet*, 375 (2010), p. 1885.

Nouvelles techniques de l'information et santé

ELGER B., MICHAUD K., MANGIN P., When information can save lives : the duty to warn relatives about sudden cardiac death and environmental risks, *Hastings center report*, May-June 2010, p. 39.

FORGERON J.-F., BENEAT A.-L., De la santé électronique à l'hôpital numérique, *Gazette du palais*, septembre-octobre 2009, p. 2925.

GOLDSTEIN M. M., ROTHSTEIN M. A., The Effects of Health Information Technology on the Physician-Patient Relationship, *The journal of Law, medicine & ethics*. 2010; 38 (1), p. 6.

MARVILLE L. ET AL., Quel statut pour les banques de sang de cordon ombilical ?, *Médecine & droit*, n° 102, mai-juin 2010, p. 81.

ROUSSET G., Le dossier pharmaceutique : une expérience originale d'informatisation en santé, *Gazette du palais*, novembre-décembre 2009, p. 3438.

SCHIFF GJ. AND AL., Can Electronic Clinical Documentation Help Prevent Diagnostic Errors ? *New England Journal of Medicine*, 362 (2010), p. 1066.

Personnes âgées et santé

HUSTER S., Altersrationierung im Gesundheitswesen: (Un-)Zulässigkeit und Ausgestaltung, *Medizinrecht*, Volume 28, Number 6, juin 2010, p. 369.

Procréation médicalement assistée et interruption volontaire de grossesse

BALABANOVA E., SIMONSTEIN F., Assisted Reproduction: A Comparative Review of IVF Policies in Two Pro-Natalist Countries, *Health Care Analysis*, Vol. 18, Nr 2, June 2010, p. 188.

BERNAT E., Wrongful Birth und Wrongful Conception in der Rechtsprechung des österreichischen OGH: Kann nur die Geburt eines behinderten Kindes die Quelle eines Schadens sein?, *MedR Medizinrecht*, Vol. 28, Nr 3, mars 2010, p. 169.

GOUGH F., Ireland and The Frozen Embryo : a slight Thawing?, Commentary, *Medical Law Review*, 18/2010, Nr. 2, p. 239.

MCCANDLESS J., SHELDON S., The human fertilisation and embryology Act (2008) and the tenacity of the sexual family form, *Modern law review*, vol. 73: 2, p. 175.

MLADOVSKY P., SORENSON C., Public Financing of IVF: A Review of Policy Rationales, *Health Care Analysis*, Vol. 18, Nr 2, June 2010, p. 113.

ORENTLICHER D., Multiple embryo transfers:time for policy, *Hasting center report*, May-June 2010, p. 13.

PIERROUX E., Le sperme en héritage : un cadeau empoisonné ? (à propose de trib. gr. inst. Rennes ord. réf. 15 octobre 2009), *Gazette du palais*, novembre décembre 2009, p. 3412.

PRUSAK B. G., What are parents for ? Reproductive ethics after the nonidentity problem, *Hastings center report*, March-April 2010, p. 37.

RUSO B., THÖNI M., Quo vadis Präimplantationsdiagnostik? : Die rechtlichen Rahmenbedingungen und aktuelle Tendenzen im Bereich der Präimplantationsdiagnostik in Deutschland, *MedR Medizinrecht*, Vol. 28, Nr 2, février 2010, p. 74.

VIJVERMAN A., Un nouveau souffle pour la commission d'évaluation de la loi relative à l'interruption volontaire de grossesse, *Revue de droit de la santé*, 09/10, p. 266.

Recherche biomédicale

CAVE E., Seen But Not Heard? Children in Clinical Trials, *Medical Law Review*, 18/2010, Nr. 1, p. 1.

COLLEN M., Opioid Contracts and Random Drug Testing for People with Chronic Pain — Think Twice, *The journal of Law, medicine & ethics*. 2009; 37 (4), p. 841.

MILLUM J., How should the benefits of bioprospecting be shared, *Hastings center report*, January-February 2010, p. 24.

ROCKEY SJ. AND AL., Managing Financial Conflict of Interest in Biomedical Research, *Journal of American Medical Association*, 303 (2010), p. 2400.

Responsabilité médicale

ALT-MAES F., Suicide d'un malade et responsabilité des établissements et personnels de soins, *Gazette du palais*, septembre-octobre 2009, p. 2862.

AMPERE S., KAOUAM F., La faute en droit médical, *Revue générale de droit médical*, N° 34 2010, p. 163.

BOYER F., Contamination transfusionnelle, *Gazette du palais*, juillet-août 2009, p. 2310.

CAMBI M., Histoire des contributions italiennes et françaises aux calculs dans les barèmes de réparation des dommages corporels, *Revue générale de droit médical*, N° 33 2009, p. 331.

ELLINGTON C. R. ET AL., State Tort Reforms and Hospital Malpractice Costs, *The journal of Law, medicine & ethics*. 2010; 38 (1), p. 127.

EPSTEIN R. A., Against permissiveness : why voluntary organizations should regulate the use of cancer drugs, *Minnesota law review*, vol. 94, nr. 1, November 2009, p. 1.

FARROW FL., The anti-patient psychology of health courts: prescriptions from a lawyer-physician, *Am J Law Med.*, vol. 36(1), 2010, p. 188.

GOND E., Erreur d'une étudiante infirmière dans la mise en oeuvre d'une prescription médicale, *Droit, déontologie & soin*, vol. 10, n° 1, mars 2010, p. 61.

JOLY B., Indemnisation des conséquences de la vaccination contre l'hépatite B : le point sur la jurisprudence administrative et judiciaire, *Revue générale de droit médical*, N° 34 2010, p. 137.

KREBE B., DINSE R., Anforderungen an Arztberichte : ein haftungsrechtlicher Ansatz, *MedR Medizinrecht*, Vol. 28, Nr 6, juin 2010, p. 396.

LECONTE Y., Le refus d'indemniser le préjudice « né » de la naissance d'un enfant ou la réparation des préjudices résultant d'une contraception par implant « avortée », *Revue générale de droit médical*, N° 34 2010, p. 155.

MISTRETTA P., Les paradoxes de la responsabilité pénale des personnes morales en matière médicale, *Revue pénitentiaire et de droit pénal*, p. 809.

PORCHY-SIMON S., Responsabilité médicale : revirement de la Cour de cassation quant à la sanction du défaut d'information du patient, (Cass. 1^{er} civ., 3 juin 2010, n° 09-13.591 (FS P+B+R+I), *Semaine juridique*, n° 28-29, 12 juillet 2010, p. 788.

QUICK O., Medicine, Mistakes and manslaughter: a criminal combination?, *Cambridge law journal*, March 2010, p. 186.

REUS K., Die neue gesetzliche Regelung der Patientenverfügung und die Strafbarkeit des Arztes, *Juristen Zeitung*, 2, 2010, p. 80.

RIALLAND R., L'interne en médecine face à sa responsabilité pénale, *Gazette du palais*, septembre-octobre 2009, p. 2802.

STEINLÉ-FEUEBACH M.-F., La réparation des préjudices : aspects juridiques, *Médecine & droit*, n° 100-101, janvier-avril 2010, p. 49.

YEO A., La responsabilité administrative en matière médicale en droit ivoirien, *Revue générale de droit médical*, N° 34 2010, p. 203.

Santé mentale et psychique

BARATTA A., MORALI A., Chambres d'isolement en psychiatrie : état des lieux en France, *Médecine & droit*, n° 102, mai-juin 2010, p. 86.

DAMIANI C., La réparation psychique, *Médecine & droit*, n° 100-101, janvier-avril 2010, p. 56.

SINE NOMINE, La contrainte physique résultant de l'état de santé du prévenu, *Droit pénal*, n° 1, janvier 2010, p. 26.

SUK J., The trajectory of trauma: bodies and minds of abortion discourse, *Columbia law review*, vol. 110, no. 5, june 2010, p. 1193.

SIDA, lutte contre les épidémies

CAULET F., La Gestion de la grippe A par l'Union européenne, *Revue du marché commun et de l'Union européenne*, n° 537, avril 2010, p. 221.

DONNELL D. AND AL., Heterosexual HIV-1 transmission after initiation of antiretroviral therapy : a prospective cohort analysis, *Lancet*, 375 (2010), p. 2092.

LAURIE G. T., HUNTER K. G., Mapping, Assessing and Improving Legal Preparedness For Pandemic Flu in the United Kingdom, *Medical law international*, vol. 10, n° 2, 2009, p. 101.

POTTIER I., Le traitement des données personnelles dans le cadre des plans de continuité d'activité en période de pandémie grippale, *Gazette du palais*, septembre-octobre 2009, p. 2929.

Système de santé, politique de la santé

BENACH J. ET AL., The importance of government policies in reducing employment related health inequalities, *BMJ*, 2010;340:c2154.

CONTIS M., La télémédecine : nouveaux enjeux, nouvelles perspectives juridiques, *Revue bimestrielle de droit sanitaire et social*, N°2, mars-avril 2010, p. 235.

DZAU VJ. AND AL., The role of academic health science systems in the transformation of medicine, *Lancet*, 375 (2010), p. 949.

FRIEDMAN LISSY C., Tobacco Industry Use of Corporate Social Responsibility Tactics as a Sword and a Shield on Secondhand Smoke Issues, *The journal of Law, medicine & ethics*, 2009; 37 (4), p. 819.

GUESMI A., Quelle place pour le droit à la santé sur la scène commerciale internationale ? Un recours utile à l'analyse de droit économique, In : *Droit économique et droits de l'homme*, Bruxelles, Larcier, 2009, p. 463.

HUSTER S., Altersrationierung im Gesundheitswesen: (Un-)Zulässigkeit und Ausgestaltung, *Medizinrecht*, Volume 28, Number 6, juin 2010, p. 369.

KATZ M., Towards a new moral paradigm in health care delivery: accounting for individuals, *Am J Law Med.*, vol. 36(1), 2010, p. 78.

KLESTA L., Le patient est-il un consommateur ?, *Revue européenne de droit de la consommation*, n° 2, 2010, p. 225.

KRAJEWSKI M., Grenzüberschreitende Patientenmobilität in Europa zwischen negativer und positiver Integration der Gesundheitssysteme, *Europarecht*, 2, 2010, p. 165.

LANG I., Patient Mobility In The European Union: Pushing For EU Internal Health Market, *Medicine and Law*, Vol. 28, Nr 4, December 2009, p. 661.

LEMATTRE S., Les sans domicile dans le système de santé en France, *Revue générale de droit médical*, N° 35 2010, p. 13.

NAU J.-Y., Schizophrénie tabagique : l'exemple français, *Revue médicale suisse*, n° 252, 9 juin 2010, p. 1218 ; n° 253, 16 juin 2010, p. 1266 ; n° 254, 23 juin 2010, p. 1316.

OR Z. ET AL., Are health problems systemic? Politics of access and choice under Beveridge and Bismarck systems, *Health Economics, Policy and Law*, Vol. 5, Special Issue 03, July 2010, p. 269.

OXMAN AD. AND AL., A framework for mandatory impact evaluation to ensure well informed public policy decisions, *Lancet*, 375 (2010), p. 427.

ORIOLA T. A., Ethical and Legal Analyses of Policy Prohibiting Tobacco Smoking in Enclosed Public Spaces, *The journal of Law, medicine & ethics*, 2009; 37 (4), p. 828 - 840.

POMERANZ J. L., Television Food Marketing to Children Revisited: The Federal Trade Commission Has the Constitutional and Statutory Authority to Regulate, *The journal of Law, medicine & ethics*, 2010; 38 (1), p. 98.

PURNHAGEN K. P., Kann das europäische Arzneimittelzulassungsverfahren als Modell für eine internationale Harmonisierung dienen?, *Europarecht*, 3, 2010, p. 438.

SIMS M. ET AL., Short term impact of smoke-free legislation in England: retrospective analysis of hospital admissions for myocardial infarction, *BMJ* 2010;340:c2161.

STRINGHINI S. AND AL., Association of Socioeconomic Position With Health Behaviors and Mortality, *Journal of American Medical Association*, 303 (2010), p. 1159.

WELTI F., Allokation, Rationierung, Priorisierung: Rechtliche Grundlagen, *MedR Medizinrecht*, Vol. 28, Nr 6, juin 2010, p. 379.

WINICKOFF JP. AND AL., Regulation of Smoking in Public Housing. *New England Journal of Medicine*, 362 (2010), p. 2319.

Transplantations

DE WISPELAERE J. AND AL., Advance commitment: an alternative to the family veto problem in organ procurement, *Journal of Medical Ethics*, 36 (2010), p. 180.

FARRELL Anne-Maree, Adding value? EU Governance on Organ Donation and Transplantation, *European Journal of Health Law*, 2010, vol. 17, n° 1, p. 51.

LEVINE A. D., Self-regulation, compensation, and the ethical recruitment of oocyte donors, *Hastings center report*, March-April 2010, p. 25.

MARQUIS D., Are DCD [donation after cardiac death] donors dead ?, *Hastings center report*, May-June 2010, p. 25.

NAU J.-Y., Commerce des corps humains : une fatalité ?, *Revue médicale suisse*, n° 244, 14 avril 2010, p. 786 ; n° 245, 21 avril 2010, p. 844 ; n° 249, 19 mai 2010, p. 1036.

PEIGNE J., L'inapplicabilité de la jurisprudence Marzouk à la réparation des dommages résultant de la transplantation d'un organe contaminé (note sous CE 27 janvier 2010, Hospices civils de Lyon, CHU de Besançon, n° 313568), *RDSS*, n° 3/2010, p. 501.

PEREIRA A., Presumed Consent in Organ Donation : Is the Duty Finally upon Us?, *European Journal of Health Law*, 2010, vol. 17, n° 2, p. 149.

PÜHLER W., MIDDEL C.-D., HÜBNER M., Pankreasinseln : Was tun, wenn ein Organ zum Gewebe wird?, *MedR Medizinrecht*, Vol. 28, Nr 1, janvier 2010, p. 23.

Ouvrages et Monographies / Bücher und Monographien

voir les acquisitions récentes de l'Institut de droit de la santé :

<http://www2.unine.ch/webdav/site/bibliotheque/shared/documents/rssna/droitsante.xml>

II. Doctrine suisse / Schweizerische Lehre

(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

Articles / Aufsätze

Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux

JUNOD V., Publicité pour les médicaments : la santé publique l'emporte sur la liberté d'expression, *Medialex*, 1/10, p. 8.

SINE NOMINE, Utilisation illicite de médicaments vétérinaires chez les animaux de rente : un danger aussi pour la santé des êtres humains, *Swissmedic journal*, 06/2010, p. 540.

Assurances sociales

BRUNNER N., Secret médical et protection des données en assurances sociales, *Douleur et analgésie*, suppl. I, 2009, p. S49.

DUC J.-L., Du recours contre un tarif édicté par le Département fédéral de l'intérieur ou par l'Office fédéral de la santé publique, *AJP/PJA*, 1/2010, p. 45.

DUC J.-L., Confiscation de l'allocation pour impotent allouée à un rentier de l'AVS qui séjourne dans un EMS, *Plaidoyer*, 2/10, p. 36.

DUC J.-L., De l'invalidité d'un assuré exploitant une commerce avec son épouse, *Revue suisse des assurances sociales et de la prévoyance professionnelle*, Jg 54, no 2, p. 153.

DUC J.-M., Notion de causalité naturelle en cas de lésions corporelles: apport du droit des assurances sociales au droit de la responsabilité civile, *AJP/PJA*, 5/2010, p. 644.

HAURI C., L'assurance invalidité se montre insensible à un avis de droit, *Plaidoyer*, 2/10, p. 23.

KAHIL-WOLFF B., Droit des assurances sociales, *JDT*, 2010 I p. 106.

MÜNGER S., Rechtliche Fragen rund um das Thema Essstörungen, *Pro mente sana aktuell*, 2/10, p. 25.

NORDMANN P., Une réforme importante de la sécurité sociale suisse. proposition d'une assurance universelle garantissant un revenu aux personnes atteintes dans leur santé, *Pro mente sana : lettre trimestrielle*, n° 48, juin 2010, p. 1.

PRO MENTE SANA, La 6^e révision de la Loi sur l'assurance invalidité : « l'assainissement de l'assurance invalidité par la réintégration de l'assuré », *Pro mente sana : lettre trimestrielle*, n° 46, décembre 2009, p. 1.

Stratégie de lutte contre la pauvreté : dossier, *Sécurité sociale*, 3/2010, p. 120-154.

<http://www.bsv.admin.ch/dokumentation/publikationen/00096/02756/02793/index.html?lang=fr>

JUNOD V., La préséance du médical sur le droit : commentaire de l'arrêt 2009 de la Cour européenne des droits de l'homme dans un litige entre une caisse-maladie et un assuré transsexuel, *Revue suisse des assurances sociales et de la prévoyance professionnelle*, Jg 54, no 2, p. 167.

Droits des patients, droit de la personnalité

BÜCHLER A., HOTZ S., Medizinische Behandlung, Unterstützung und Begleitung Jugendlicher in Fragen der Sexualität : Ein Beitrag zur Selbstbestimmung Jugendlicher im Medizinrecht, *AJP/PJA*, 5/2010, p. 565.

HENNINGER S., MICHAUD P.-A., AKRE C., Capacité de discernement des adolescents mineurs : étude qualitative sur les représentations en Suisse romande, *Revue médicale suisse*, n° 253, 2010, p. 1253.

PERREN A., SIMEON-DUBACH D., Stiftung biobank-suisse: ein kollaboratives Netzwerk von Forschungs-Biobanken, *BMS*, n° 21/2010, p. 797.

PICOZZI M., Deontologia e dichiarazioni anticipate, *Rivista per le medical humanities*, Anno 4, no 14, Aprile-Giugno 2010. p. 83.

RÜTSCHÉ B., Eugenik und Verfassung. Regulierung eugenischer Wünsche von Eltern in freiheitlichen Rechtsstaat, *Schweizerisches Zentralblatt für Staats- und Verwaltungsrecht*, Jg. 111, nr. 6, Juni 2010, p. 297.

SALATHE M., Modèles de «Consentement général» et de règlement, *BMS*, n° 19-20/2010, p. 761.

VOEFFRAY FAVRE A.-C., La quête du consentement éclairé en médecine comme construction sociale, *Revue médicale suisse*, n° 252, 2010, p. 1205.

WAGNER J, KUHN H, GAUTHEY M., La carte d'assuré: efficace, adéquate et économique?, *BMS*, n° 9/2010, p. 335.

Ethique biomédicale

CUENOUD P.-F., Influence de l'introduction des DRG sur le rôle et la profession des médecins, *SGBEbulletinSSEB*, n° 59, septembre 2009, p. 14.

GASSMANN B., Kontinuität der Pflege verlangt neue Arbeitsteilung zwischen stationärem und ambulantem Bereich, *SGBEbulletinSSEB*, n° 59, septembre 2009, p. 21.

HURST S., L'introduction des DRG et leur influence sur le personnel médical dans une perspective éthique, *SGBEbulletinSSEB*, n° 59, septembre 2009, p. 24.

KIEFER B., L'introduction des DRG et la situation des patients dans une perspectives éthique, *SGBEbulletinSSEB*, n° 59, septembre 2009, p. 9.

PFISTER E., WILD V., BILLER-ANDORNO N., Grundlagen einer Begleitforschung zur Einführung der DRGs aus ethischer Sicht, *SGBEbulletinSSEB*, n° 59, septembre 2009, p. 27.

VALLOTTON MB., La protection des personnes selon les directives éthiques internationales du CIOMS, *BMS*, n° 9/2010, p. 367.

Euthanasie et soins palliatifs

ARZT G., Sterbehilfe in der Grauzone : BGer vom 11. Juni 2009, 6B 48/2009, zweiter Basler Fall, *Recht : Zeitschrift für juristische Ausbildung und Praxis*, 4/2009, p. 140.

ASSM, L'ASSM rejette la réglementation proposée de l'assistance organisée au suicide, *BMS*, n° 3/2010, p. 69.

EYCHMÜLLER S., SCHMID M., MÜLLER M., Palliative Care in der Schweiz 2008 – eine Bestandesaufnahme, *BMS*, n° 10/2010, p. 409.

KIENER R., Organisierte Suizidhilfe zwischen Selbstbestimmungsrecht und staatlichen Schutzpflichten, *RDS/ZSR*, Bd 129 I, H. 3, 2010, p. 271.

MARTIN J., Modification du CP et du CPM relative à l'assistance organisée au suicide : Prise de position (à la demande d'une organisation active dans le domaine des soins aux personnes âgées et/ou dépendantes), *CMV*, No. 2, mars-avril 2010, p. 6.

<http://www.svmed.ch/presse/CMV-Articles%20complets/PPo-AssSuicide%20-%20Dr%20Jean%20Martin%20-%20janvier%202010.pdf>

MARTIN-DU PAN R. C., Syndrome d'Exit ou de la pente savonneuse, *Revue médicale suisse*, n° 254, 23 juin 2010, p. 1317.

MOYNIER-VANTIEGHEM K. ET AL., Demandes d'aide au décès (assistance au suicide et euthanasie) en médecine palliative, *Revue médicale suisse*, n° 234, 3 février 2010, p. 261.

MOSER RW., Töten aus «Gnade»? Aktive Sterbehilfe oder Palliativmedizin?, *BMS*, n° 21/2010, p. 822.

ROMANN C., RABIA L., Réflexions concernant l'aide au décès, *BMS*, n° 9/2010, p. 333.

Exercice des professions de la santé, politique professionnelle

FANTINI B., L'evoluzione storica dei modelli di contenzione, *Rivista per le Medical Humanities*, n° 13, anno 4, 2010, p. 59.

HENNINGER S., MICHAUD P.-A., AKRE C., Capacité de discernement des adolescents mineurs : étude qualitative sur les représentations en Suisse romande, *Revue médicale suisse*, n° 253, 2010, p. 1253.

LUISONI BAUMGARTNER M., QUADRI P., La contenzione nell'anziano fra salvaguardia e rischio, *Rivista per le Medical Humanities*, n° 13, anno 4, 2010, p. 53.

PFISTER E., L'acceptation et l'implémentation des directives de l'ASSM dans le quotidien médical et infirmier, *BMS*, n° 13-14/2010, p. 520.

ROMANN C., La FMH salue la nouvelle Loi sur les professions de la psychologie, *BMS*, n° 13-14/2010, p. 517.

Génétique humaine et biotechnologies

BÜYÜKSAGIS E., La relativité de la sécurité du produit: différentes circonstances, différents défauts, différents régimes de responsabilité, *RDS / ZSR*, Bd 129 I, H. 1, 2010, p. 29.

MARTI S., Le droit de la concurrence et le patent pooling en matière de biotechnologie : analyse comparée des droits américain, européen et suisse, *Sic !*, 6/2010, p. 410.

NOBEL P., Der Risikobegriff und rechtliche Risiken, *RDS / ZSR*, Bd 129 I, H. 1, 2010, p. 3.

WILDHABER I., POLEDNA T., zur Grauzone zwischen Arzneimitteln und Lebensmitteln : Ein Leitfaden für eine sinnvolle Abgrenzung im schweizerischen Recht, *RDS / ZSR*, Bd 129 I, H. 1, 2010, p. 51.

Médecine légale

EYTAN A., Les troubles psychiatriques en prison, *SNM news*, n° 63, printemps 2010, p. 13.

GETAZ L., WOLFF H., Maladies infectieuses en prison : menaces et opportunités, *SNM news*, n° 63, printemps 2010, p. 8.

RIEDER J.-P. ET AL., Santé en milieu pénitentiaire : vulnérabilité partagée entre détenus et professionnels de la santé, *Revue médicale suisse*, n° 257, 28 juillet 2010, p. 1462.

Médecine du sport

(pas de notice pour cette rubrique)

Mesures médicales spéciales

OGGIER W., Maladies rares et médicaments orphelins en Suisse: du point de vue de l'économie de la santé, il est nécessaire d'agir, *BMS*, n° 18/2010, p. 734.

Nouvelles techniques de l'information et santé

(pas de notice pour cette rubrique)

Personnes âgées et santé

SADRY F, NIDECKER A, PIGUET J-C, BURCKHARDT B., La radiographie mobile: assistance à notre population vieillissante et à mobilité réduite?, *BMS*, n° 18/2010, p. 736.

Procréation médicalement assistée et avortement

PETER C., Strafloser Schwangerschaftsabbruch, *BMS*, n° 21/2010, p. 825.

REY A-M, SEIDENBERG A., Schwangerschaftsabbruch: die Praxis der Spitäler und Kliniken in der Schweiz, *BMS*, n° 13-14/2010, p. 551.

Recherche biomédicale

FÄSSLER M, BILLER-ANDORNO N., Informed Consent – Balance zwischen Patientenschutz und Forschungsinteressen, *BMS*, n° 12/2010, p. 499.

Responsabilité médicale

MAURON A., Le risque en médecine et dans les « life-sciences » : réflexions éthiques et (hélas) politiques, *Rivista per le medical humanities*, Anno 4, no 14, Aprile-Giugno 2010. p. 75.

RUDOLPH R., Arbeitsunfähigkeitszeugnisse: Ärzte zunehmend im Fokus der Justiz (Teil 1), *BMS*, n° 22/2010, p. 864 ; n° 23/2010, (Teil 2), p. 912.

Santé mentale et psychique

BORGHI M., Diritti dei pazienti psichiatrici tra antinomie, involuzioni e prospettive, *Rivista per le medical humanities*, Anno 4, no 14, Aprile-Giugno 2010. p. 52.

HAAS S, KURT H., Ein neues Netzwerk zur Förderung der psychischen Gesundheit in der Schweiz, *BMS*, n° 24/2010, p. 932.

SIDA, lutte contre les épidémies

CHAVANNE M., Nul n'est censé ignorer... les conséquences juridiques de l'arrivée d'une grippe ou d'une pandémie dans le monde du travail, *Revue médicale suisse*, n° 244, 14 avril 2010, p. 779.

FREY B, BERGER C, KIND C, VAUDAUX B., Recommandations de triage pour l'admission et le séjour des enfants aux soins intensifs pédiatriques en cas de pandémie de grippe, *BMS*, n° 18/2010, p. 715.

RUDOLPH R., Pandemie und Impfblogatorium für das Gesundheitspersonal : Dargestellt am Beispiel der pandemischen Grippe H1N1 2009 (« Schweingrippe »), *ARV/DTA, Droit du travail : revue de droit du travail et d'assurance-chômage*, 1/2010, p. 1.

Système de santé, politique de la santé

CORNUZ J. ET AL., EviPrev, un programme de prévention et de promotion de la santé à l'intention des médecins praticiens, *BMS*, n° 3/2010, p. 60.

DANUSER B., PERRENOUD J., Tabagisme passif : Avancées et pièges dans l'évolution du droit suisse, *Revue médicale suisse*, n° 250, 2010, p. 1088.

<http://titan.medhyg.ch/mh/infos/article.php3?sid=3733>

Gutachtensauftrag der Gesundheitsdirektion des Kantons Zürich gemäss Art. 47 KG betreffend Spitalplanung 2012, *DPC: droit et politique de la concurrence = RPW: Recht und Politik des Wettbewerbs*, 2010/2, p. 424.

KIESER U., Spitalliste und Spitalfinanzierung, *AJP/PJA*, 1/2010, p. 61.

MICHIELS W. ET AL., Prévenir la récurrence de conduite en état d'ivresse: PréCASIA, *Revue médicale suisse*, N° 241, 24 mars 2010, p. 637.

REGE-WALTHER M., BERTHOLET N., PEYTREMAN-BRIDEVAUX I., Le feedback normatif peut-il diminuer la consommation excessive d'alcool des étudiants?, *Revue médicale suisse*, n° 232, 20 janvier 2010, p. 151.

ROHNER P., Kooperation zwischen öffentlichen Spitälern und privaten Leistungserbringern oder Dienstleistern, In: LIENHARD A., PFISTERER T. (HRSG.), *PPP: Was fehlt zum Durchbruch*, Schulthess, Zürich, 2010, p. 131.

TSCHUDI P, KOLLER H, GÄCHTER T., Keine Staatsintervention mit der Volksinitiative «Ja zur Hausarztmedizin»!, *BMS*, n° 17/2010, p. 683.

WIEDERSHEIM P., Initiative populaire fédérale «Protection contre le tabagisme passif», *BMS*, n° 3/2010, p. 59.

Transplantations

FLÜCKIGER A., Un receveur en attente de dons d'organes peut-il recourir contre les campagnes d'information de l'OFSP?, *Plaidoyer*, 3/10, 2010, p. 31.

Ouvrages et Monographies / Bücher und Monographien

MICHEL M., *Rechte von Kindern in medizinischen Heilbehandlungen*, Bâle, Helbing Lichtenhahn, 2009.

voir surtout les acquisitions récentes de l'Institut de droit de la santé :

<http://www2.unine.ch/webdav/site/bibliotheque/shared/documents/rssna/droitsante.xml>
